

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Caisses d'Épargne publiques en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 15 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

Henri-Jacques FRAUD

Président : M. TRUCHY, professeur

*Suffragants : { MM. ALLIX, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUBE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Caisses d'Épargne publiques en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 15 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

Henri-Jacques FRAUD

Président : M. TRUCHY, professeur

*Suffragants : { MM. ALLIX, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Les Caisses d'Épargne publiques en Allemagne

PREMIÈRE PARTIE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE TYPE PUR

LES ORIGINES

Il est nécessaire de remonter aux années qui suivirent la guerre de Trente ans, pour trouver la première mention de mesures prises par les classes dirigeantes dans le but de combattre le paupérisme en Allemagne. Cette intervention se réduisit d'ailleurs à quelques aumônes distribuées par les communes et à différentes restrictions à la liberté individuelle. L'interdiction du mariage pour toute personne ne vivant que de la charité publique en est un exemple. Le seul résultat de cette dernière disposition fut d'augmenter dans des proportions notables le nombre des enfants illégitimes.

La méthode vraiment efficace pour atteindre le but cherché ne fut appliquée qu'un siècle plus tard.

Au lieu de chercher à organiser des institutions charitables ou de prendre des mesures restrictives, on se rendit compte qu'il valait mieux procéder préventivement et éviter le développement de la misère en encourageant l'esprit d'épargne.

Le premier établissement ayant une analogie quelconque avec les Caisses d'épargne fut la « Caisse ducale de prêts de Brunswick ». Mais cette institution n'avait pas pour but de donner aux pauvres gens les moyens de se constituer un petit capital, elle visait uniquement à permettre aux classes possédantes de faire face à une situation momentanément difficile en leur consentant des prêts. Or, les prêts sur gage, bien que constituant une branche de l'activité des Caisses d'épargne créées postérieurement, ne peuvent cependant être considérés comme représentant sa caractéristique essentielle.

La « Caisse autonome de l'établissement d'assistance » fondée ensuite à Hambourg par la « Société patriotique d'encouragement aux arts, aux métiers et à l'instruction », porta pour la première fois en Allemagne le nom de Caisse d'épargne (1778). Aux termes de ses statuts, elle devait avoir pour but « de permettre à des petites gens des deux sexes, tels que domestiques, journaliers, artisans, marins, de mettre quelque chose de côté, ne fût-ce qu'une très petite somme ». L'exemple de Hambourg fut imité, puisque la plus ancienne des Caisses d'épargne encore existantes fut créée en 1796 à Kiel par « la Société des amis des pauvres ». Puis ce fut

la fondation de la Caisse de Göttingen en 1801 que suivit celle de nombreuses Caisses privées.

Ces différentes créations procédaient toutes du même esprit d'assistance. La seule raison d'être des Caisses d'épargne était en effet, à l'origine, de permettre aux personnes les moins fortunées de placer de manière absolument sûre les rares économies qu'elles étaient susceptibles de réaliser.

Pour obtenir les résultats souhaités, il fallait de toute nécessité que la classe dirigeante consentit quelques sacrifices, car il est certain qu'il y a cent ou cent cinquante ans, on pouvait considérer comme un philanthrope le capitaliste qui s'engageait à verser un intérêt fixe, si minime fût-il, à une clientèle de petits déposants. Aussi les Caisses d'épargne demeurèrent-elles longtemps uniquement des établissements de bienfaisance et ce n'est guère que vers le milieu du xix^e siècle que ces organisations purent, au lieu de demander des sacrifices à leurs promoteurs, fournir des résultats financiers positifs.

Cette politique procédait d'ailleurs d'un calcul fort égoïste des possédants. Ceux-ci s'inquiétaient déjà au début du siècle dernier et devaient s'inquiéter encore beaucoup plus par la suite, des conséquences qu'avaient les progrès de l'industrie sur la prolétarianisation des masses. Il semblait urgent de réagir. C'est ainsi que l'économiste allemand Adam Müller, écrivait immédiatement après les guerres napoléoniennes : « La préoccupation principale dans

les encouragements à donner à l'épargne doit être de permettre de constituer un petit capital à cette partie de la nation qui a perdu, du fait de notre système de manufactures, ses attaches profondes avec le sol natal. Cette classe composée de tâcherons et de journaliers a été poussée, si l'on peut s'exprimer ainsi, hors de la sphère d'attraction de l'Etat, il s'agit de lui permettre de renouer les liens qui l'attachaient autrefois à la société ».

Les créateurs de ce mouvement ont donc nettement escompté l'utilité qu'il présentait pour adoucir les excès du capitalisme et les rancunes que ce dernier faisait naître. D'autre part, l'école libérale alors toute puissante, ne pouvait qu'être favorable à une institution susceptible de faire l'éducation économique des classes les plus pauvres, tout en les poussant à ne chercher d'amélioration à leur sort que dans leur propre initiative.

Les guerres de l'Empire terminées, les Caisses d'épargne cessèrent d'être créées exclusivement par des organisations privées. La Caisse de Berlin fut le premier établissement public communal. Fondée en 1818, l'idée de bienfaisance primait toute autre considération. On estimait inutiles et même nuisibles les gros dépôts. Etaient exclus du nombre des déposants : « les juifs, les gens notoirement riches et les pensionnaires des maisons de retraite ».

Bien que l'exemple de Berlin ait été suivi par un grand nombre de villes allemandes, l'Etat se

montrait indifférent à ce mouvement, laissant les communes entièrement libres de prendre en la matière les initiatives qu'elles jugeraient nécessaires. Il se bornait à « prendre connaissance avec intérêt » de la création d'une Caisse d'épargne, et ne jugeait pas utile d'intervenir.

L'ordonnance prussienne du 19 novembre 1808 donnait aux villes le droit de créer une Caisse sans autorisation administrative. Cette institution était établissement communal public au sens où l'entend la loi prussienne. D'après elle, sont considérées comme publiques, les Caisses qui sont administrées ou dont les engagements sont garantis par une corporation de droit public.

Ce ne fut qu'avec l'ordonnance du 17 mars 1831, que l'autorisation du gouvernement devint indispensable avant de procéder à la création d'une Caisse d'épargne ; et cela, parce que le dépôt de fonds chez cette dernière fut assimilé à un emprunt communal. Cependant aucune surveillance administrative ne fut immédiatement organisée et il est probable que de longues années se seraient écoulées avant qu'il n'en eût été question, si l'attention de l'administration n'avait été mise en éveil de façon fortuite. La loi du 17 juin 1833 spécifiait en effet que des titres au porteur ne pourraient être créés ou mis en circulation sans autorisation royale. La question se posa de savoir si les Caisses d'épargne pouvaient, sans approbation spéciale, remettre à leurs déposants un livret justificatif des dépôts. Le

ministère décida, avant de prendre une détermination quelconque, de réunir toutes informations nécessaires, n'ayant à cette époque que de vagues notions sur leur activité. Pendant la période de l'enquête, un décret pris le 16 avril 1836 permit aux déposants, clients antérieurs des Caisses, de conserver le livret qui leur avait été remis, mais, par contre, interdit d'en distribuer de nouveaux jusqu'à la publication du règlement en élaboration qui devait faire loi en la matière. Ce texte vit le jour le 12 décembre 1838 et son importance est telle que l'on peut sans exagération faire dater de sa promulgation la constitution définitive du système des Caisses d'épargne prussiennes sur des bases légales.

Le « Règlement concernant l'établissement des Caisses d'épargne » fut inséré dans le recueil des lois prussiennes de 1839 et reçut de ce fait même, force de loi. Sa caractéristique est de laisser aux communes, ainsi qu'aux autres communautés garantes, la plus large indépendance. Il se borne à tracer les grandes lignes de l'organisation de ces instituts et à leur imposer la surveillance de l'Etat. Mais l'organisme préposé à la direction a toute latitude pour élaborer le statut qui lui paraît être le plus favorable à l'extension des affaires locales et le contrôle est conçu dans un esprit fort large puisque l'administration « doit uniquement se convaincre de l'utilité et de la bonne gestion de l'affaire, se livrer à des inspections et si elle remarque des abus ou du désordre, insister pour leur disparition ».

Cette combinaison de liberté et de contrôle porta les meilleurs fruits. La surveillance administrative contribua beaucoup à inspirer confiance aux déposants et de ce fait, favorisa puissamment le développement de l'épargne. Le règlement était si bien conçu qu'il a pu, pendant presque un siècle, constituer le Code des Caisses prussiennes. Il a fallu la Grande Guerre, les modifications qui l'ont suivie et le développement de l'idée unitaire en Allemagne pour nécessiter l'élargissement de ses dispositions afin de permettre son application à tout le territoire du Reich.

Quelques chiffres montreront son influence heureuse sur l'épargne. En 1838, existaient en Prusse 80 caisses communales, dont l'encaisse représentait 4.850.051 Taler. En 1841, ces dépôts passent à 7.689.389, en 1849 à 16.557.390 Taler.

L'étude du règlement nous permettrait de nous rendre compte parfaitement de l'organisation d'une Caisse d'épargne de type pur, se consacrant uniquement à son rôle d'institution destinée à recevoir en dépôt et à faire fructifier les économies des petites gens. Cependant comme certaines de ses dispositions ont nettement vieilli et que la plupart des autres ont subi une évolution ou se sont précisées, il a été nécessaire de tenir compte des solutions données aux différentes questions par le statut type de 1927. En effet, si le règlement a force de loi, le statut tient lieu, comme nous le verrons plus loin, de contrat entre la Caisse d'épargne et sa clien-

tèle et s'efforce d'apporter une solution à toutes les questions susceptibles de se poser entre les deux parties.

Il est à remarquer en outre que les pages qui vont suivre ne porteront que sur les Caisses d'épargne publiques ; les Caisses privées ayant une importance si peu considérable qu'il est permis de les passer sous silence. D'autre part, quand il sera fait allusion à des dispositions du règlement, il conviendra de se rappeler que ce dernier n'a de valeur que pour les établissements situés sur le territoire prussien, tel qu'il était délimité en 1838.

L'ORGANISATION DES CAISSES D'ÉPARGNE

L'administration prussienne.

Il paraît nécessaire avant de commencer l'étude des Caisses d'épargne de rappeler en quelques lignes les principes généraux de l'organisation administrative de la Prusse.

Les trois unités administratives pourvues d'autonomie (Kommunalverband), dotées d'un budget propre et d'assemblées représentatives sont :

la province (Provinz) ;

le cercle (Kreis) ;

la commune (Gemeinde).

La Prusse est divisée actuellement en douze provinces auxquelles peuvent se comparer comme importance la plupart des autres Etats allemands. Les provinces sont pour l'administration générale seulement, subdivisées en districts (Regierungsbezirke).

Les cercles sont de deux sortes : ruraux ou urbains. Toute ville de plus de 25.000 habitants constitue un cercle urbain. L'appellation de commune ne s'applique plus qu'aux petites villes et aux communes rurales.

LA PROVINCE.

Pour l'administration des affaires d'intérêt général, la province a pour chef le président supérieur (Oberpräsident), assisté d'un conseil provincial administratif (Provinzialrat).

Pour les affaires d'intérêt régional, la province est administrée par une assemblée délibérante (Provinziallandtag) un comité provincial (Provinzialausschuss) et un directeur provincial (Landesdirektor).

Si nous voulions comparer cette administration à notre administration française, nous verrions que l'Oberpräsident occupe la place du préfet, le conseil provincial celle du conseil de préfecture, en tant que conseil consultatif, que le Provinziallandtag correspond à notre conseil général et le Provinzialausschuss à notre commission départementale. Mais tandis que le pouvoir exécutif des assemblées départementales est en France confié au préfet, il l'est en Prusse au directeur provincial. Ajoutons que l'importance relative des titres comparés doit être envisagée en tenant compte du fait que la province prussienne a l'étendue de six départements français.

LE DISTRICT.

Les provinces sont subdivisées en districts (Regierungsbezirke). Le district n'a ni budget propre, ni assemblée élective. Le chef du district est le Regierungspräsident. Une délégation appelée Bezirksauss-

chuss l'assiste et collabore avec lui pour l'administration générale.

LE CERCLE.

Le cercle est la subdivision essentielle, la véritable unité administrative de tous les Etats allemands.

Le cercle rural (Landkreis) est pourvu de trois organes : le Landrat, qui, de par ses fonctions ressemble au préfet ; une diète élective, le Kreistag, et une commission permanente, le Kreisausschuss.

Les villes de plus de 25.000 habitants constituent des cercles spéciaux appelés cercles urbains (Stadtkreis). Les fonctions du Landrat sont dévolues à une délégation appelée Magistrat composée de l'Oberbürgermeister et d'un certain nombre de conseillers. Il existe en outre un conseil municipal (Stadtverordnetenversammlung) et une commission permanente administrative (Stadtausschuss).

LA COMMUNE

On distingue ici encore les communes urbaines et les communes rurales.

A la tête de la commune rurale (Landgemeinde), on trouve le Gemeindevorsteher. L'assemblée municipale porte le nom de Gemeindeversammlung.

Le pouvoir exécutif dans la commune urbaine (Stadtgemeinde), ville de plus de 10.000, mais de

moins de 25.000 habitants appartient au Bürgermeister. Le Conseil municipal porte cette fois le nom de Stadtverordnetenversammlung.

La création d'une Caisse d'épargne.

Chacune des unités administratives, énumérées ci-dessus comme constituant un Kommunalverband est susceptible de fonder des Caisses d'épargne. Mais, pratiquement les cercles urbains restèrent longtemps les seules communautés s'intéressant au mouvement. D'autre part, bien que la première fondation d'une Caisse d'épargne par un cercle rural remonte à 1830, ce n'est guère que vingt ans plus tard que les autorités prussiennes se rendirent compte de l'intérêt économique que présentait cette création et qu'elles jugèrent nécessaires des encouragements de l'Etat. La population rurale n'avait pu jusqu'alors donner libre cours à son goût inné pour l'épargne alors que des résultats remarquables avaient déjà été obtenus dans les villes. Aussi la décision du 14 juillet 1854 du ministre du Commerce et de l'Industrie qui recommandait aux administrateurs d'apporter tous leurs soins à faciliter la création de Caisses dans les cercles ruraux, fut-elle accueillie avec la plus grande faveur. En principe, une Caisse d'épargne devait être fondée dans chaque cercle et la question se posa corrélativement de savoir s'il ne conviendrait pas d'obliger tous les

ressortissants de la localité à se faire ouvrir un compte et à pratiquer l'épargne. C'est ainsi que l'idée qui a encore aujourd'hui des partisans nombreux de l'épargne obligatoire a pris naissance dès le moment où l'Etat a compris l'importance sociale des Caisses d'épargne.

Lorsqu'une communauté de droit public a l'intention de fonder une Caisse, son assemblée électorale doit tout d'abord en voter le principe, puis demander l'approbation de l'autorité de contrôle compétente. Il est bien naturel que cette initiative soit réservée au Kreistag pour les cercles ; à la Stadtverordnetenversammlung pour les villes, à la Gemeindeversammlung pour les communes rurales, puisque la création projetée est de nature à engager les finances de la communauté. Si les assemblées respectives n'étaient pas d'accord avec le Kreisausschuss, le Magistrat ou le Gemeindevorstand sur l'opportunité de la création d'une Caisse, la décision serait prise par le Bezirksausschuss.

L'Oberpräsident, auquel les statuts seront présentés, prendra la décision définitive d'homologation ou de rejet, après accord avec le Provinzialrat.

L'autorisation demandée ne pourra être refusée aux communautés qui auront établi un projet rationnel, c'est-à-dire en pratique, calqué sur le statut type, et qui, d'autre part, sont, de par l'ordre régnant dans leur gestion financière, en état de donner toutes garanties pour la sécurité des dépôts. Une surveillance continue devra être exercée sur la tenue des

livres, sur l'équilibre du budget de la communauté garante et sur la conduite des fonctionnaires attachés à la Caisse.

Son but.

Le but de la Caisse d'épargne est précisé par les dispositions du paragraphe 1 chiffre 3 du statut type : « La Caisse d'épargne devra encourager l'esprit d'épargne. Elle donnera toutes facilités pour placer les économies et les capitaux de la clientèle d'une manière sûre et productive d'intérêts. Elle servira à donner toute satisfaction aux besoins locaux de crédit et ce, conformément aux prescriptions du présent statut. »

La lecture de cet article montre que les dirigeants des Caisses d'épargne ont renoncé à limiter leur sphère d'action aux classes moyennes et aux pauvres gens. Loin d'être désavantagée par l'existence de gros déposants, la petite clientèle pourra jouir de conditions qu'il serait absolument impossible aux Caisses de lui accorder si elle existait seule ; les frais d'administration étant très évidemment plus réduits pour les dépôts importants que pour les petits. Il suffit, en effet, pour s'en rendre compte, de réfléchir que le paiement d'une somme de 15.000 marks ou celui d'un mark nécessite le même personnel et prend un temps comparable.

Cependant, si la limitation n'a pas été maintenue

en ce qui concerne le montant des dépôts, il convient de souligner que les Caisses ne sont appelées qu'à couvrir les besoins locaux de crédit, et nous verrons par la suite qu'une restriction a été maintenue en ce qui concerne l'octroi des crédits dits personnels.

La responsabilité de la communauté garante.

Par communauté garante, on entend la corporation de droit public qui a accordé sa pleine garantie aux contrats passés par la Caisse d'épargne fondée par elle. La sécurité de la Caisse est donc assurée non seulement par le fonds de réserve qu'elle est dans l'obligation de constituer, mais encore par le patrimoine de la communauté garante et en dernière analyse par la puissance contributive de tous les citoyens habitant son territoire.

La communauté garante qui peut être l'Etat, la province ou la commune, mais qui est le plus souvent le cercle où la ville doit donc apporter tous ses soins à obtenir de la Caisse qui lui appartient, une gestion impeccable. La Caisse doit toujours être en mesure de faire face à ses engagements.

La responsabilité de la communauté garante se fonde sur le paragraphe 31 du Code civil allemand qui spécifie que « les corporations de droit public sont responsables du préjudice que le directeur, un autre de ses membres ou un autre représentant nommé conformément aux statuts, a pu causer à

un tiers par un acte fait dans l'exécution de la mission à lui donnée et obligeant à réparation ».

Cette responsabilité de la communauté garante date de la création des Caisses d'épargne publiques, mais elle s'est précisée par la suite. Si une Caisse est dans l'obligation de suspendre ses paiements et si la communauté responsable ne veut pas imposer à ses contribuables les sacrifices nécessaires, les autorités de contrôle (Aufsichtbehörde) devront contraindre la communauté à établir un budget permettant des rentrées d'impôts suffisantes pour couvrir ses engagements (Zwangsetatisierung).

L'étendue de la responsabilité de la communauté garante est donc illimitée, elle est définie par les dispositions suivantes du statut type :

§ 1-2. — La Caisse d'épargne est un établissement de droit public, d'utilité générale et apte à recevoir les fonds pupillaires, appartenant à la commune, cercle ou associations de communes de..... et jouissant de son entière garantie.

§ 2-2. — Les engagements de la Caisse d'épargne devront être satisfaits en premier lieu grâce au patrimoine de la Caisse d'épargne, mais cela sans préjudice de la responsabilité illimitée de la communauté garante.

Chaque statut de Caisse d'épargne contient un paragraphe reprenant les différents types d'affaires susceptibles d'être traitées par l'établissement. La responsabilité de la communauté garante n'est naturellement engagée que pour ces opérations.

La personnalité juridique de la Caisse d'épargne.

C'est une question qui fut longtemps controversée de savoir si les Caisses d'épargne jouissent de la personnalité juridique. Knebel Döberitz, dans un livre, qui fait autorité sur les Caisses d'épargne en Prusse, rappelle les nombreux arrêtés ministériels qui l'affirment (30 septembre 1839, 15 décembre 1839, 2 août 1862) et les jugements de différents tribunaux ainsi que d'autres arrêtés plus récents qui le nient (26 mars 1862).

La question est tranchée maintenant. Les Caisses d'épargne publiques prussiennes et celles des principaux Etats allemands ne sont pas des personnes juridiques. Ce sont uniquement des établissements, faisant partie intégrante du patrimoine de l'unité administrative qui les a créés. Seules les Caisses d'épargne de Bade, de Hesse et de Mecklembourg jouissent de la personnalité.

Il est fréquent de voir une Caisse d'épargne figurer comme partie dans une affaire judiciaire, ce n'est pas là une pratique correcte. Il serait plus régulier de voir figurer le nom de la communauté garante avec la mention « dans l'intérêt de la Caisse d'épargne ».

Conformément au paragraphe 6 du règlement de 1838, le patrimoine des Caisses d'épargne doit être distinct de celui des autres caisses de l'administration de la Communauté garante. Ce fonds ne peut,

pour les Caisses ne jouissant pas de la personnalité juridique, être considéré comme leur appartenant, c'est la communauté garante qui en est seule propriétaire. S'il est constitué de manière à former un compte séparé, c'est en somme pour des raisons de clarté, de comptabilité.

Le paragraphe 2 chiffre 1 du statut type s'exprime, à ce sujet, de la manière suivante :

« Les capitaux de la Caisse d'épargne constituent un fonds spécial qui devra être tenu distinct des fonds des autres Caisses ou masses patrimoniales de la communauté garante. »

Dans le cours de cet exposé, nous rencontrerons le cas d'emprunts faits par la communauté garante à sa Caisse d'épargne, fait qui semble à première vue difficilement conciliable avec la thèse ci-dessus. Comment admettre qu'une commune emprunte des fonds à son propre patrimoine ? Aussi les théoriciens allemands parlent-ils de quasi-prêt (Quasi Darlehen). La communauté garante n'est pas entièrement libre de disposer des fonds de la Caisse, elle ne le peut que dans les limites fixées par le paragraphe 29 chiffre 2 du statut type.

Son statut.

Un statut doit être établi par les soins de l'assemblée municipale ou de la diète du cercle. Ce statut a une importance capitale puisqu'il tient lieu de

contrat dans les rapports entre Caisse et déposants ou autres clients. Il doit donc contenir toutes les clauses nécessaires à la solution des questions juridiques susceptibles de se poser entre la Caisse et sa clientèle.

Aux termes du § 151 du Code civil allemand : « le contrat est conclu par l'acceptation de l'offre, sans que cette acceptation ait besoin d'être déclarée à l'auteur de cette offre si cette déclaration n'est pas exigée par l'usage. » Or, le déposant est censé accepter par son dépôt les conditions du statut et le contrat est, dès ce moment, parfait.

Afin que le client de la Caisse d'épargne soit à tout moment mis dans la possibilité de se rendre compte de ses droits et de ses obligations, le statut devait être imprimé en tête du livret, aujourd'hui la Caisse est uniquement tenue d'en reproduire certaines dispositions sur cette pièce (§ 14, chiffre 2 du statut-type).

Le statut doit être approuvé par l'Oberpräsident. Il est spécifié par le règlement que cette approbation devra être mentionnée sur tout exemplaire ou extrait des statuts, de manière à renforcer la confiance de la clientèle dans les garanties que présente la Caisse.

Les autorités capables de modifier les prescriptions du statut sont les mêmes que celles qui peuvent l'établir. Ces modifications ne pourront naturellement porter atteinte aux dispositions découlant de l'application du règlement de 1838 qui lui, a

force de loi ; si des circonstances locales ou d'une nature grave exigeaient exceptionnellement une altération du règlement, il serait nécessaire de recourir à l'intervention législative. Une modification des statuts peut être décidée contre l'avis des assemblées délibérantes des communautés garantes si l'autorité préposée au contrôle de la Caisse le demande à l'Oberpräsident à la suite de graves abus. Lorsqu'un statut est modifié, il est nécessaire d'en prévenir la clientèle, puisqu'il tient lieu de contrat. Il suffit d'une publication dans un des journaux locaux affectés aux annonces officielles. Les clients qui n'auront pas retiré leurs dépôts dans un délai déterminé, sont censés accepter les nouvelles dispositions.

Depuis la formation d'associations de Caisses d'épargne, celles-ci ont consacré leur activité à la rédaction d'un statut modèle. Après de longs travaux préparatoires, l'association des Caisses d'épargne et de virement a réussi à se mettre d'accord avec le ministre prussien de l'Intérieur et à établir le statut type paru en 1927. Ce dernier a réalisé un compromis entre les desiderata de l'administration et ceux des Caisses d'épargne. Une résolution du Reichstag, prise lors de la publication du statut, a demandé son extension à toutes les Caisses d'Allemagne. L'unification complète et toujours désirée du droit applicable en la matière serait ainsi obtenue dans un laps de temps assez court.

Son siège.

Le statut devra fixer le siège de la Caisse d'épargne (1) ; quant aux filiales, elles peuvent être ouvertes par les soins de l'établissement là où la nécessité s'en fait sentir, à condition que leur création soit annoncée dans le journal réservé aux annonces officielles. La fondation de succursales permettant à la clientèle d'effectuer des dépôts et des retraits ou uniquement des dépôts est subordonnée à l'autorisation du Regierungspräsident après avis de l'association des Caisses d'épargne compétentes, lorsque la succursale doit être établie dans une localité où se trouve déjà une Caisse d'épargne publique ou bien si cette localité est située hors du ressort légal de la communauté garante (§ 3 du statut type).

A ce sujet, il convient de signaler une anomalie assez curieuse ; les Caisses d'épargne des cercles ruraux créèrent fréquemment leur siège social dans des villes importantes déjà sièges de Caisses urbaines. On admit que cette pratique pouvait être tolérée à condition que la Caisse d'épargne de cercle n'établisse pas de succursales dans la ville en ques-

1. Le nombre des Caisses d'épargne a augmenté dans des proportions considérables dans le cours du dernier siècle. Elles sont passées d'une centaine en 1840 à 2.685 en 1900 et 3.133 en 1913. En 1924, elles n'étaient plus que 2.618 ; elles atteignent actuellement le nombre de 3.236 avec 1678 succursales et 6.635 guichets ouverts dans les localités les moins importantes.

tion. D'autre part, il est considéré comme tout à fait régulier que les Caisses d'épargne communales soient créées dans le ressort territorial de la Caisse de cercle.

Son comité directeur.

Un comité directeur (Vorstand) représente et administre les Caisses d'épargne publiques. Il se compose :

dans les Caisses de cercle du Landrat et du Kreissausschuss ou de délégués élus par les soins de la diète de cercle ;

dans les Caisses de villes, du Bourgmestre, du Magistrat ou d'une délégation élue par les conseillers municipaux ;

dans les Caisses de communes rurales, d'une délégation élue par l'assemblée communale (Cf. les §§ 4, 5, 6, du statut type).

Le comité directeur a les pouvoirs et les prérogatives des autorités publiques (öffentliche Behörde). Les dispositions du Code pénal s'appliquent aux injures proférées contre ses membres au même titre qu'aux injures contre les autorités de l'Etat. Le comité directeur est une autorité collégiale, ce qui a pour conséquence que ces décisions doivent être prises en assemblée. Les actes qui émanent de lui, sont réputés actes publics. Il jouit de la possession d'un sceau officiel. Les pièces signées par lui et re-

vêtues de son sceau n'ont besoin d'aucune certification notariale pour faire foi devant un tribunal.

Le comité directeur dirige et contrôle toute l'administration de la Caisse, dans les limites des statuts, sous le contrôle de la communauté garante et de l'Etat. Il représente la Caisse en toutes circonstances et spécialement en justice. Il ne peut évidemment disposer du patrimoine de la Caisse puisque celui-ci s'identifie en dernière analyse avec le patrimoine de la commune et que les assemblées représentatives ont seules qualité pour ce faire.

La responsabilité du comité directeur d'une Caisse d'épargne peut être engagée de différentes manières.

En premier lieu, s'il se trouve que le comité directeur a compromis, par des mesures contraires au statut, le patrimoine de la Caisse d'épargne, ses membres sont considérés comme responsables aussi bien pour les actes accomplis à dessein que par négligence. Le paragraphe 276 du Code civil trouve son application : « Le débiteur, à moins de clause contraire, répond de ses actes faits à dessein ou de sa négligence. Est négligent celui qui n'apporte pas à l'affaire les soins qu'on apporte ordinairement. » Il est à remarquer que ne sont tenus pour responsables que les membres du comité directeur qui étaient présents lors de la séance où la mesure incriminée a été votée, et même parmi ceux-ci, uniquement les membres l'ayant votée. Ces derniers sont tenus solidairement à réparation complète du dommage causé (§ 840, C. c.).

En second lieu, le comité de direction peut être responsable d'un dommage immédiat vis-à-vis d'un tiers, par exemple en lui donnant un renseignement faux. Il est nécessaire de distinguer en l'espèce entre fonctionnaires et non fonctionnaires, parmi les membres de Vorstand. Si ceux-ci sont fonctionnaires, ce sont les dispositions du paragraphe 839 du Code civil qui sont applicables : « Si un fonctionnaire enfreint à dessein ou par négligence une obligation professionnelle qui lui est imposée envers un tiers, il doit réparer le dommage qui en est la conséquence. S'il n'a à se reprocher qu'une négligence, il ne peut être poursuivi que si la personne lésée ne peut obtenir des dommages-intérêts d'aucune autre manière. Cette obligation n'a plus lieu, si la personne lésée a négligé, à dessein ou par faute, de détourner le dommage en n'usant pas d'un recours qui lui était ouvert. » Le droit à dommages et intérêts se prescrit par trois ans à dater du jour où la personne lésée a eu connaissance du dommage, par trente ans si elle n'en a pas eu connaissance.

Si les membres du comité directeur ne sont pas fonctionnaires, leur responsabilité n'est engagée que dans les limites des prescriptions plus générales du paragraphe 823 : « Celui qui à dessein ou par négligence a illégalement porté atteinte à l'intégrité corporelle à la santé, à la vie, à la propriété ou à tout autre droit d'autrui, est tenu envers la personne lésée à la réparation du préjudice causé. »

Il peut se trouver aussi que des mesures prises

par le comité de direction aient lésé un tiers, et que ce dernier attaque la Caisse d'épargne qui dans ce cas a un recours contre le Vorstand dont la responsabilité est engagée.

Son personnel.

Le personnel de la Caisse d'épargne se divise en fonctionnaires et employés. Ne sont fonctionnaires que les intéressés ayant un titre de nomination (Anstellungsurkunde) rédigé conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 1899 ; les employés étaient engagés par un contrat de droit privé.

La direction générale de la Caisse d'épargne et la surveillance des affaires courantes est de la compétence du directeur. Ce dernier est responsable de la marche de l'entreprise ainsi que de l'observation des statuts et de toutes les dispositions législatives ou réglementaires concernant les Caisses d'épargne. Il tient le comité directeur au courant de toutes les questions importantes.

Le directeur doit être à la fois un fonctionnaire, un commerçant et un économiste. Il a le devoir, lorsqu'il envisage l'octroi de certains crédits à la clientèle, de ne pas se placer uniquement au point de vue d'un banquier, mais de se demander si ces crédits seront utiles à la collectivité. Ce n'est pas le gain à réaliser qui peut en dernière analyse motiver sa décision, mais le souci de développer au maxi-

mum la prospérité de la communauté garante. Il doit bien se pénétrer de l'idée que la Caisse d'épargne qu'il administre est « un institut financier à tendance sociale. » Ses qualités ne sont pas mises en vedette par les bénéfices réalisés par la Caisse qu'il administre, mais par la différence minime entre les intérêts débiteurs et créditeurs, par la proportion des déposants au nombre de la population et par la régularité dans l'apport des dépôts.

Un contrôleur de la comptabilité (Gegenbuchführer) seconde le directeur dans sa surveillance générale. Les Caisses importantes ont un sous-directeur. Le contrôleur de la comptabilité a comme attribution particulière la surveillance des livres de la Caisse d'épargne, il doit veiller à leur concordance avec les comptes individuels et faire établir les bilans aux dates réglementaires. Le caissier s'occupe et est responsable de la caisse. Il existe, en outre un nombre indéterminé de comptables, nombre variant avec l'importance de l'établissement.

La nomination des fonctionnaires dépend du Magistrat ou du conseil municipal dans les villes, du Kreisausschuss ou de la diète du cercle dans les cercles.

Les fonctionnaires de la Caisse d'épargne ne sont à la différence de ceux du cercle ou de la commune, nommés à vie que si la municipalité ou le Kreisausschuss le décide. Ils ne sont en effet que médiatement fonctionnaires, ne faisant partie que du cadre d'une administration rattachée à celle de la

commune ou du cercle proprement dit. Ils jouissent des prérogatives des fonctionnaires communaux en ce qui concerne le traitement, les pensions de retraite, les pensions servies aux veuves et aux orphelins. Pendant le trimestre qui suit le décès de l'un d'eux, les héritiers ont droit au traitement intégral du défunt.

Les fonctionnaires reçoivent et exécutent les ordres des autorités qui leur sont hiérarchiquement supérieurs (Landrat, Bourgmestre, Magistrat) pour tout ce qui concerne le service. Ils sont dans l'obligation de se soumettre aux règles en vigueur pour les fonctionnaires en ce qui concerne le droit civil, le droit pénal et la discipline générale. C'est ainsi que, d'après le paragraphe 72 de la loi d'application du Code civil, ils doivent avoir l'autorisation de leurs chefs hiérarchiques pour accepter d'être tuteurs ou pour continuer à l'être s'ils désirent entrer dans l'administration.

Cette autorisation est donnée par le Magistrat ou le Kreisausschuss ; elle est exigée pour la curatelle ou le conseil judiciaire. Conformément à l'ordonnance générale sur les métiers (Allgemeine Gewerbeordnung), ils doivent aussi être autorisés pour exercer une profession accessoire, si celle-ci ne consiste pas à exploiter une terre leur appartenant. Cette formalité est également exigée, si la femme ou les enfant placés sous la puissance paternelle du fonctionnaire désirent embrasser une profession. Les fonctionnaires des Caisses d'épargne urbaines

ne peuvent être élus conseillers municipaux ; par contre ceux de la Caisse du cercle peuvent être nommés membres de la diète du cercle.

Les fonctionnaires sont astreints au secret en ce qui concerne les affaires de la Caisse et en particulier pour les dépôts de la clientèle. Mais, toute divulgation n'est pas punissable et il est nécessaire pour qu'il y ait sanction que les intérêts de la Caisse, de la communauté garante ou des déposants soient lésés. Ils sont en qualité de « mittelbare Staatsbeamte » soumis aux dispositions de la loi disciplinaire du 21 juillet 1852 modifiée par un certain nombre d'additifs. Il est spécifié qu'en cas de faute de leur part, le Bourgmestre peut infliger des amendes se montant jusqu'à 9 marks (le Landrat dans le cas d'une caisse d'épargne de cercle). L'appel est porté devant le Regierungspräsident, la cassation est de la compétence du tribunal supérieur administratif. Le Regierungspräsident est compétent pour des amendes d'un maximum de 90 marks, appel devant l'Oberpräsident, cassation devant le Tribunal supérieur administratif. La demande de révocation est introduite par le Regierungspräsident, l'autorité disciplinaire étant le Bezirksausschuss. L'appel est porté devant le tribunal supérieur administratif. Le ministère public est nommé devant le Bezirksausschuss par le Regierungspräsident, devant le tribunal par le ministre de la Justice.

La responsabilité des fonctionnaires est déterminée par le Code civil allemand. Le paragraphe 839

dont nous avons donné la traduction plus haut, s'applique. Trouvent aussi application les dispositions des paragraphes 331 à 359 du Code pénal concernant les crimes et délits accomplis en service. Il est à remarquer cette fois que ces règles visent aussi les employés. Les paragraphes 331-332 ont trait à l'acceptation illicite de cadeaux, le paragraphe 339 à l'abus de la puissance publique, le paragraphe 340 aux coups et blessures, le paragraphe 348 à la destruction ou à la soustraction de pièces officielles, le paragraphe 350 à l'abus de confiance, le paragraphe 351 à la falsification de livres et de pièces comptables.

La loi du 13 février 1854 protège les fonctionnaires contre des poursuites injustifiées dans un procès civil ou criminel. L'autorité supérieure (Vorgesetzte Dienstbehörde) peut élever le conflit quand les intéressés sont poursuivis à l'occasion d'un acte commis dans l'exercice de leurs fonctions ou pour négligence dans leur tâche.

Les fonctionnaires préposés au maniement des fonds doivent fournir caution. Au cas d'irrégularités constatées dans la gestion de ces fonds, le Bezirksausschuss est compétent pour déclarer qu'il y a eu irrégularité et fixer le montant des sommes qui devront être retenues sur les émoluments du responsable.

Aux termes du règlement, les fonctionnaires et employés sont soumis à toutes les règles administratives. Ils sont tenus à exécuter leur travail fidè-

lement, d'une manière assidue et avec zèle. Ils ne doivent pas borner leur activité à l'accomplissement matériel de leur tâche, mais s'efforcer de remplir auprès de la clientèle un rôle d'éducateur économique en attirant à tout instant son attention sur les possibilités que lui offre la Caisse pour la gestion de son patrimoine.

Signatures engageant la responsabilité de la Caisse d'épargne.

La question de la validité de certains actes signés par des employés de la Caisse d'épargne dont la compétence pour ce faire semblait douteuse, a donné lieu à de longues polémiques. Des difficultés assez graves avaient en effet surgi concernant des traites signées par des fonctionnaires non dûment mandatés. Celles-ci avaient été déclarées nulles par le Reichsgericht.

Le paragraphe 11 du statut-type règle clairement la question. Il est ainsi conçu :

« 1^o En ce qui concerne les actes qui engagent la Caisse d'épargne, ainsi que tous les actes se rapportant à des affaires immobilières ou impliquant une mention sur le livre foncier, ou bien intéressant des déclarations de pleins pouvoirs ou de caution, la signature du président du comité directeur ou de son représentant est suffisante, compte tenu des prescriptions du présent statut, à condition qu'elle

soit apposée concomitamment avec celle du directeur de la Caisse d'épargne sous le sceau de la Caisse d'épargne. Sur les traites, chèques, accréditifs, mandats de paiement, pièces justificatives, quittances, reconnaissances de dettes et toutes pièces concernant les affaires reprises aux paragraphes 22 et 33, ainsi que pour les entrées sur les livrets de Caisse d'épargne, paragraphe 14 ; les signatures de deux fonctionnaires ou employés habilités par le comité directeur sont suffisantes.

2^o Les actes, qui satisfont aux prescriptions de formes énoncées précédemment, sont considérés comme obligeant en droit la Caisse d'épargne, sans avoir égard à d'autres prescriptions contenues dans les statuts. »

La seconde phrase pourrait à bon droit être tenue pour inutile, puisque de par la première, les actes signés grâce à une délégation immédiate de pouvoirs dans le premier cas, médiate dans le second, et conforme aux statuts sont réputés actes officiels. Mais les rédacteurs du statut ont jugé qu'ils n'insisteraient jamais trop, étant donné la jurisprudence antérieure. Les affaires bancaires traitées par les Caisses d'épargne n'avaient jamais été considérées comme suffisantes pour donner aux Caisses la qualité de commerçant et leur permettre de conférer aux fonctionnaires appelés à signer, des pouvoirs tacites sans autorisation expresse du comité directeur, ainsi qu'il est toléré en pratique commerciale.

Les publications officielles.

Les publications officielles de la Caisse d'épargne seront faites par le *Journal Officiel du cercle*, à moins que le statut n'autorise la publication par affichage dans les locaux de la Caisse d'épargne.

LES OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE.

Une Caisse d'épargne doit faire fructifier les capitaux reçus par elle en dépôt, en accordant à sa clientèle des crédits productifs d'intérêts. Elle doit donc se livrer à des opérations passives et actives. Dans cette terminologie, fort employée par les économistes allemands, on entend par affaires passives des opérations dans lesquelles un établissement de crédit joue le rôle de débiteur ; ces affaires doivent donc apparaître au passif sur le bilan. Inversement, on désignera sous le nom d'opérations actives, les affaires où la Caisse sera créancière. Un troisième type d'affaires comprendra les affaires indifférentes où l'institut n'apparaîtra ni comme créancier ni comme débiteur. Dans ce cas, ces opérations, bien qu'elles soient susceptibles de rapporter des bénéfices à la Caisse d'épargne, ne contribuent ni à augmenter ni à diminuer la masse de capitaux sur laquelle travaille la Caisse.

Le règlement prussien de 1838 ne prévoyait comme type d'affaires passives susceptibles d'être traitées par les Caisses d'épargne que les dépôts de numéraire. Les opérations actives étaient plus nombreuses :

prêts sur gage, crédits hypothécaires et même prêts à des corporations de droit public. Enfin, les opérations indifférentes autorisées se réduisaient à la garde de valeurs déposées dans les coffres de l'établissement ou à celle de rentes sur l'Etat. Il fallut attendre le vote de la loi sur les chèques de 1908 pour voir les Caisses d'épargne déborder hardiment le cadre primitivement tracé et s'adonner à tous les types d'opérations passives, actives et indifférentes, considérées le plus généralement comme étant du ressort exclusif des banques.

Il avait été cependant proposé à de nombreuses reprises et particulièrement lors de la rédaction du statut de 1927, d'interdire aux classes aisées de bénéficier des opérations traitées par les Caisses d'épargne. Seules, la classe moyenne et les classes inférieures auraient pu y déposer leur argent et recevoir des crédits. Mais il fut reconnu qu'il était impossible de maintenir cette restriction. La raison pratique saute aux yeux : C'eût été en effet limiter de façon considérable l'activité des Caisses d'épargne. L'interdiction des gros dépôts aurait été spécialement regrettable (1). D'autre part, au point de vue juridique, une impossibilité existait puisque les fonds pupillaires peuvent être déposés dans les Caisses d'épargne quelle que soit la classe de la société à laquelle appartient leur propriétaire. Néan-

1. C'est un fait d'expérience que des dépôts inférieurs à 300 marks ne permettent pas de réaliser des bénéfices. Or, de la statistique des Caisses d'épargne prussiennes de 1927, il résulte

moins, le statut type a conservé une disposition dictée par un esprit analogue en ce qui concerne l'ouverture de crédits. Le § 24 chiffre 2 est ainsi libellé : « Les fonds de la Caisse d'épargne doivent être investis en crédits personnels réservés uniquement aux classes moyennes et aux sphères économiques les plus pauvres de la population grâce à l'octroi de prêts sur nantissement ou de prêts garantis par des reconnaissances de dettes, des cautions ou des effets de commerce ».

que 50 % au moins des livrets ne reprennent que des dépôts inférieurs à cette somme :

Nombre des livrets (au total).....	5.645.000.....	100 %
Inférieurs à 20 marks.....	1.653.000.....	29,3 »
De 20 marks à 100 marks...	1.071.000.....	19 »
De 100 — 500 —	1.527.000.....	27 »
De 500 — 1.000 —	638.000.....	11,3 »
De 1.000 — 3.000 —	569.000.....	10,1 »
De 3.000 — 5.000 —	111.000.....	2 »
supérieurs à 5.000 —	76.000.....	1,3 »

OPÉRATIONS PASSIVES

Les dépôts d'épargne et leur nature juridique

La nature juridique des dépôts en Caisses d'épargne est discutée. Knebel-Döberitz considère que ces dépôts doivent être assimilés à un « depositum irregulare » au sens du § 700 du Code civil : « Si des choses fongibles sont déposées de telle sorte que la propriété doive en passer au dépositaire et que celui-ci soit obligé à rendre des choses de même espèce, qualité et quantité, on doit appliquer les dispositions relatives au prêt. Si le déposant permet au dépositaire de se servir des choses fongibles déposées, on applique les dispositions relatives au prêt à partir du moment où le dépositaire s'est approprié ces choses. Dans les deux cas, s'il y a doute, le lieu et le temps de la restitution se déterminent d'après les dispositions relatives au contrat de dépôt.

Lors du dépôt de valeurs, la convention mentionnée au paragraphe précédent n'est valable que si elle est faite en termes exprès. « Ce cas est celui du dépôt irrégulier que le Code allemand assimile au prêt de consommation. Comme la jurisprudence fait reposer l'idée de prêt sur la mise en jeu d'un

intérêt pour les deux parties en cause, et que dans le cas qui nous occupe les Caisses d'épargne étant des institutions de bienfaisance n'ont pas besoin de fonds de leur fait, mais uniquement dans l'intérêt d'autrui, les dépôts seraient régis par les dispositions du § 700. Ne pourraient être considérées comme prêts que les sommes que les Caisses d'épargne empruntent à d'autres instituts ; ce qui peut être le cas quand elles acceptent de faire l'intermédiaire entre certains établissements de crédit public et les propriétaires terriens.

Mais la thèse de Knebel Döberitz a considérablement vieilli. L'opinion la plus généralement admise à l'heure actuelle, c'est que les dépôts en Caisse d'épargne doivent être considérés comme des prêts (Darlehen) et être régis, par conséquent, par les dispositions du paragraphe 607 : « Celui qui reçoit en prêt de l'argent ou d'autres choses fongibles doit restituer au prêteur ces choses en égales espèce, qualité, quantité. Celui qui doit de l'argent ou des choses fongibles à un autre titre, peut convenir avec le créancier que cet argent ou ces choses seront dus à titre de prêt ».

Le créancier du dépôt ne sera pas forcément le déposant, d'après la jurisprudence du Reichsgericht, mais sera déterminé d'après la volonté de la personne qui effectuera le dépôt. Il sera donc possible à un individu quelconque d'effectuer un dépôt en faveur d'une autre personne.

Le livret de Caisse d'épargne.

Le livret de Caisse d'épargne est un billet de légitimation (Legitimationspapier), titre qui est intermédiaire entre le titre nominatif et le titre au porteur, le créancier y est dénommé, mais le paiement au porteur du titre implique libération du débiteur. Le livret sert de reconnaissance de dette.

Si, aux termes du paragraphe 808 du Code civil, la Caisse d'épargne est libérée de sa dette en payant au porteur du livret, elle n'est pas dans l'obligation de s'assurer de l'identité de la partie prenante. Ce n'est que si un tuteur fait un versement de fonds pupillaires avec une clause conforme aux dispositions du paragraphe 1809, exigeant « pour les retirer l'autorisation du subrogé tuteur ou du tribunal de tutelle » que la Caisse renoncera à son droit de payer sans s'assurer de la personnalité de la partie prenante. Il est évident qu'en cas de suspicion, la Caisse d'épargne peut et même doit demander justification de son identité à la personne qui se présente dans l'intention d'opérer un retrait.

La créance que représente le livret ne « peut être cédée par le créancier à une autre personne que par un contrat de cession » (§ 398 du Code civil). La simple remise du livret ne suffit pas. Cette distinction ne présente aucun intérêt pour la Caisse d'épargne puisque cette dernière peut se libérer sur présentation du livret, mais elle donne la possibilité à

une personne qui a fait cadeau de son livret sans l'accomplissement d'aucune autre formalité, de se raviser et de s'opposer à ce que la Caisse fasse le versement demandé.

Le droit au livret appartient au créancier du dépôt tandis que la réciproque n'est pas vraie : le droit au dépôt n'est pas une conséquence de la possession du livret. En effet le paragraphe 952 s'applique : « La propriété du titre de créance appartient au créancier » ; par contre l'application du paragraphe 1006 ne peut être envisagée : « On présume en faveur du possesseur d'une chose mobilière qu'il est propriétaire. »

La mise en gage d'un livret doit, conformément aux dispositions du paragraphe 1280 du Code civil, s'effectuer par un contrat de cession et n'a de validité qu'à condition que le débiteur, en l'espèce la Caisse d'épargne, en soit avisé.

Une question assez curieuse de droit pénal s'est posée à différentes reprises et a reçu des réponses contradictoires. L'utilisation frauduleuse d'un livret pour opérer un retrait doit-elle être considérée comme un vol caractérisé ? Olshausen dans son commentaire du Code pénal, déclare nettement que non. Par contre, la jurisprudence du Reichsgericht est orientée de façon différente. Même, si l'on ne pouvait conclure à un vol du dépôt, il y a tout au moins vol du livret (arrêt du 1^{er} mai 1884).

L'opposition au paiement (Protêt) peut être le fait du déposant ou d'une mesure décrétée par l'autorité judiciaire ordonnant saisie. Si la Caisse d'épar-

gne paye, malgré le blocage du compte, elle est réputée toujours débitrice vis-à-vis du créancier légal.

Perte de livrets.

Quand un livret a été perdu ou détruit, le déposant doit immédiatement porter ce fait à la connaissance de la Caisse d'épargne intéressée qui en fait mention dans ses livres et prend les dispositions nécessaires pour bloquer le compte de manière à ce qu'aucun versement ne soit effectué jusqu'à la prise d'une décision définitive.

Si le déposant peut prouver d'une manière irréfutable aux yeux de la Caisse, la destruction du livret, un autre lui est immédiatement remis, établi conformément aux livres. Dans tous les autres cas, la perte du livret devra faire l'objet de publications légales de la part de l'autorité judiciaire. Si dans le semestre courant, un individu se présente porteur du livret en question, celui-ci est confisqué par la Caisse d'épargne qui renvoie les deux parties se pourvoir devant le tribunal de bailliage pour faire valoir leurs droits. Si un semestre s'écoule, sans que cette éventualité se produise, la Caisse remet un certificat et un relevé de son compte à l'intéressé. Celui-ci les porte au tribunal en priant ce dernier de bien vouloir lui déférer le serment. Ceci fait, le tribunal ordonne les publications réglementaires aux fins de faire établir un nouveau livret.

Ces publications consistent dans des insertions dans les journaux les plus lus de la localité, insertions portant le numéro matricule du livret, le nom du déposant, le montant des dépôts, et un avis à toute personne qui juge avoir un droit quelconque à la propriété du livret en question, d'avoir à se présenter dans un délai fixé et de prouver ses droits à faute de quoi, le livret sera réputé détruit et un nouveau délivré à l'intéressé. Le délai mentionné ci-dessus est plus ou moins long suivant l'importance des dépôts, en moyenne de trois mois. Si quelqu'un se présente, porteur du livret qui avait été cru perdu, un procès engagé suivant la procédure régulière tranchera la question de propriété. Si personne ne se présente et que l'intéressé prête le serment que le livret lui appartient et qu'il l'a perdu ou qu'il a été détruit le tribunal rend un jugement d'annulation, de forclusion et d'amortissement (*Präklusion- und Amortisationserkenntnis*) qui devra être publié dans les journaux d'annonces légales et affiché pendant une quinzaine de jours au greffe.

Dès que le jugement sera exécutoire, la Caisse d'épargne devra délivrer un nouveau livret à l'intéressé, qui sera dans l'obligation de payer les frais de la procédure.

Ces dispositions sont très simplifiées par le statut type. Ce dernier prévoit en effet dans son paragraphe 20 chiffre 3 que si la destruction du livret n'est pas prouvée d'une manière convaincante, le comité de direction est libre ou bien de se charger lui-même

des publications légales aux frais du déposant et de déclarer le livret sans valeur ou bien de renvoyer le déposant se pourvoir devant le tribunal compétent. Le tribunal n'intervient plus s'il n'y a pas contestation et les délais de publication sont réduits.

Limites des dépôts.

Il n'y a jamais eu de discussion sur la nécessité de fixer le plus bas possible le minimum des dépôts afin de rendre accessible l'épargne même aux classes les plus pauvres de la population. Le règlement de 1838 ne spécifie aucune limite, son paragraphe 11, qui traite du sujet, est ainsi libellé :

« Afin d'atteindre le but désiré, le dépôt minimum qui pourra être accepté par les Caisses d'épargne devra être fixé aussi bas que les nécessités de l'administration le permettront, de manière à ce que la possibilité soit donnée aux classes les plus pauvres de la population de placer d'une manière sûre toute économie, aussi faible soit-elle, et de résister à la tentation de la dépenser sans nécessité urgente. »

La limite minimum adoptée le plus généralement fut 1 mark ; cependant certaines Caisses d'épargne ont accepté des dépôts inférieurs dans l'espoir de s'attacher une clientèle éventuelle.

Il fut beaucoup plus difficile de se mettre d'accord pour la limite maximum. Comme les caisses ont été créées dans l'intérêt des classes moyennes et des

pauvres gens, il est normal d'envisager une limite supérieure pour les dépôts. Le règlement de 1838 ne le fait cependant pas et laisse ce soin aux communautés. L'Oberpräsident est uniquement invité à veiller à ce que le maximum fixé ne soit pas trop bas pour entraver la constitution de capitaux d'épargne importants, mais aussi à ce qu'il ne soit pas trop haut, pour que des retraits en masse ne viennent compromettre l'assiette de la Caisse et la forcer à se prévaloir des dispositions instituant des délais de paiement (Cf. le § 12 en annexe).

À l'origine, la limite supérieure fut cependant assez peu élevée. Rau écrit en 1862 dans ses *Elements d'économie politique* qu'il ne convient pas de faciliter aux gros déposants le placement de leur fortune dans les Caisses d'épargne, les banques étant faites pour cela. L'idée de la Caisse d'épargne, établissement de bienfaisance travaillant à perte, était encore dominante à cette époque. Mais peu à peu, la conception s'élargit. Le maximum fut élevé en général à 20.000 marks dans les années qui suivirent la guerre pour être complètement supprimé par le statut-type de 1927.

Le règlement précisait que dans le cas où un maximum est fixé pour les dépôts, des valeurs considérées comme pouvant faire l'objet de placements pupillaires, devront être achetées en bourse par la Caisse d'épargne pour le client dont le dépôt dépassera la limite prescrite par la communauté garante, que ce soit par des versements nouveaux ou de par

le simple jeu des intérêts. Le règlement prévoit que ces valeurs achetées sans qu'il y ait à demander l'autorisation préalable du détenteur du compte, appartiennent en toute propriété à ce dernier et qu'il sera crédité ou débité de toutes les différences de cours susceptibles de se produire entre les cours d'achat et de vente de ces titres. Mais chose curieuse il ne sera crédité que de l'intérêt servi normalement par la Caisse pour les dépôts d'épargne, la différence étant bonifiée à cette dernière. Le règlement passe sous silence le cas où la différence serait négative, il est probable que l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que le fait ne se présente pas. Inutile d'ajouter que ces dispositions toutes théoriques n'ont guère trouvé d'application dans la pratique ; et que le statut-type ayant supprimé tout maximum, elles sont périmées aujourd'hui.

Retrait des dépôts.

Le désir de la clientèle est de pouvoir retirer à tout moment les sommes par elles déposées à la Caisse d'épargne, aussi en pratique ces établissements font-ils droit immédiatement à toute demande de remboursement. Mais il est nécessaire qu'ils soient mis à l'abri du danger que représenteraient des demandes de remboursement pour des sommes très élevées à des époques de crise. Aussi, comme le règlement laisse à l'initiative des Caisses d'épargne

le soin de prendre les dispositions nécessaires, celles-ci, par une clause des statuts analogue à la clause de sauvegarde française, ont pour la plupart décidé qu'elles ne seraient dans l'obligation de ne rembourser que 200 marks immédiatement, et 1.000 marks après expiration d'un délai d'un mois. Les sommes supérieures ne sont exigibles qu'après préavis de trois mois. Ces conditions peuvent d'ailleurs être modifiées par un contrat passé entre la Caisse d'épargne et le client.

Livrets bloqués.

Sur la demande du déposant, la Caisse d'épargne peut bloquer un livret jusqu'à une date déterminée ou jusqu'à l'arrivée d'un certain événement. Ce dernier peut être le mariage de l'intéressé, son départ pour le service militaire, la constitution d'une somme permettant de faire commencer les travaux de construction d'une maison d'habitation, etc. Une mention spéciale sera apposée sur le livret et les retraits ne devront être effectués que conformément à ses prescriptions.

Les Caisses et les fonds pupillaires.

Conformément au paragraphe 1807 du Code civil, « le placement des fonds du pupille ne peut être effectué que par l'un des modes suivants :

.
5° Dans une Caisse d'épargne publique de l'intérieur, lorsque cette caisse a été déclarée, par les autorités compétentes de l'Etat confédéré, propre à recevoir les fonds de mineur. »

D'après les dispositions d'application prussiennes du Code civil, paragraphe 75, le Regierungspräsident sur avis conforme du président du Tribunal de Pays, peut seul déclarer une Caisse d'épargne susceptible de recevoir des fonds pupillaires. Le retrait de cette autorisation est de la compétence des mêmes autorités. Ces décisions doivent paraître dans la feuille officielle.

Prêts à la Caisse d'épargne.

Ce fut surtout pendant la période inflationniste que les Caisses d'épargne cherchèrent à contracter des emprunts auprès d'autres établissements financiers de manière à pouvoir faire face à leurs obligations. Cette pratique est maintenant condamnée, il est interdit à ces établissements par le statut-type de 1927 d'emprunter à long terme à moins de circonstances très exceptionnelles, et, dans ce cas, l'autorisation de l'autorité préposée au contrôle leur est nécessaire. Par contre, un prêt à court terme peut être toléré au cas où la Caisse se trouverait momentanément gênée pour faire face à une échéance.

OPÉRATIONS ACTIVES

Généralités.

Dès l'origine, les statuts des Caisses d'épargne ont donné une solution très précise à toutes les questions ayant un rapport quelconque avec les dépôts ; mais, il n'en était pas de même pour les opérations actives. La réglementation était cette fois conçue dans un esprit fort large, donnant uniquement les grandes lignes d'après lesquelles devaient être accordés ou refusés les crédits. Tant de modalités peuvent se présenter dans ces opérations qu'il était difficile de fixer aux Caisses d'épargne des règles inflexibles. Il leur était donc permis de conserver une certaine liberté d'action dans les limites posées par le Code civil et le Code de commerce. Cependant depuis la mise en vigueur du nouveau statut-type de 1927, un effort considérable a été accompli pour préciser les conditions exigibles pour l'octroi de crédits hypothécaires ainsi que pour les autres opérations actives entreprises par les Caisses.

Le règlement de 1838 prévoyait que les investissements d'une Caisse d'épargne ne doivent être effectués « qu'en premières hypothèques, en valeurs

d'Etat ou en placements d'autre nature présentant une absolue sécurité ». Par ce dernier membre de phrase il faut entendre les placements autorisés par les paragraphes 1807, 1808 du Code civil ainsi que par les paragraphes 73, 74, 75 de la loi concernant l'application du Code civil.

Le statut type précise que les investissements de Caisse d'épargne doivent uniquement être effectués :

« 1^o En crédits réels par l'octroi de prêts garantis par hypothèques, dettes foncières ou rentes foncières.

2^o En crédits personnels (1) aux classes moyennes et aux sphères économiques les plus pauvres de la population par l'octroi de :

a) prêts sur nantissements ;

b) prêts sur reconnaissance de dettes, cautions ou effets de commerce.

3^o En prêts aux communes ou autres corporations de droit public ;

4^o En prêts à des coopératives de production, à l'exception des coopératives de crédit et des coopératives de vente et d'achat de marchandises ;

5^o En obligations au porteur ;

6^o En achat de créances sur des immeubles mis en vente ;

7^o En placements à court terme dans les banques ;

1. Il est à remarquer que les prêts sur nantissement sont considérés par le législateur allemand comme ressortissant du crédit personnel, ce qui peut, à bon droit semble-t-il, paraître bizarre, le nantissement étant une sûreté réelle. Même remarque en ce qui concerne les effets de commerce.

8^o En dépenses concernant leur propre immeuble ainsi qu'au cas où l'utilité s'en ferait sentir, en achats de biens immeubles mis en adjudication publique. »

Il a toujours été formellement interdit aux Caisses d'épargne de se livrer à une spéculation quelconque avec les fonds déposés chez elles. Une clause du statut type le rappelle formellement : il est interdit de disposer des fonds déposés en Caisse d'épargne pour accorder des crédits dans des buts spéculatifs.

Ces différents modes de placement des fonds sur lesquels travaillent les Caisses d'épargne ont toujours donné les meilleurs résultats. La garantie des communes a été bien rarement mise à contribution. Cependant vers 1893 certains économistes s'avisèrent du fait que les Caisses d'épargne n'étaient pas restées fidèles à leur but primitif. Il convenait donc de leur interdire législativement de s'adonner à la pratique de toutes les affaires qui normalement étaient du ressort des banques. La Chambre des députés prussienne adopta cette manière de voir, mais la proposition de loi se heurta à l'opposition de la Chambre des seigneurs.

Il fallut se rabattre sur un projet moins ambitieux. Une loi devait fixer les proportions dans lesquelles pouvaient être effectués les divers placements. Et cette fois, l'attention du législateur s'était surtout trouvée attirée sur le danger que présentait pour des raisons de liquidité, l'extension donnée aux prêts hypothécaires ; aussi envisageait-on la fixation

d'un maximum pour cette catégorie de placements. Mais les Caisses d'épargne considéraient cette limitation comme inopportune et dommageable tout à la fois aux intérêts des épargnants comme à ceux des communautés garantes. Les Caisses d'épargne étaient en effet fort appréciées par leur clientèle dans ce genre d'affaires, parce qu'elles ne dénonçaient pour ainsi dire jamais le contrat hypothécaire une fois consenti. Le débiteur n'avait donc pas à s'inquiéter de rechercher un nouveau bailleur de fonds et à faire face aux frais découlant de ce changement de créancier. La proposition n'aboutit pas.

La loi du 23 décembre 1912 concernant « le placement en titres au porteur des fonds des Caisses d'épargne » se contenta de fixer une certaine proportion de ces fonds à investir en titres au porteur. Les promoteurs de la loi désiraient atteindre deux buts différents. Premièrement, renforcer la liquidité des Caisses, les titres achetés conformément à la loi étant à tout moment négociables en bourse, et secondement, raison déterminante cette fois, soutenir le cours des rentes et autres valeurs d'Etat.

Aux termes du paragraphe 1 de cette loi, « les Caisses d'épargne publiques sont dans l'obligation de placer en titres au porteur susceptibles d'être utilisés pour le placement de fonds pupillaires, un montant minimum de : 1° 15 % des sommes disposées chez elles si celles-ci ne dépassent pas 5 millions et à condition que les prêts réels et personnels

accordés par les Caisses le soient sur le territoire de leur communauté garante ; 2° 20 % des sommes déposées chez elles si celles-ci ne dépassent pas 10 millions et à condition que les prêts réels et personnels accordés par les Caisses le soient sur le territoire de leur communauté garante ou celui des cercles adjacents ; 3° 25 % des sommes déposées chez elles dans tous les autres cas ». Le paragraphe 2 ajoute que les trois quarts de ces titres devront consister en obligations du Reich ou de l'Etat prussien.

Ces différentes prescriptions ont eu les conséquences les plus néfastes pour les Caisses d'épargne ; pendant l'inflation, elles ont contribué singulièrement à augmenter le chiffre des pertes. Néanmoins, malgré leur abrogation temporaire, elles ont été remises en vigueur en 1926.

Il est certain que la liquidité des Caisses en est bien médiocrement renforcée, car il serait impossible pour des raisons de loyalisme de pratiquer des ventes sérieuses sur ce compartiment. Aussi une des revendications les plus souvent exprimées lors des nombreux congrès des Caisses d'épargne consiste-t-elle en l'abrogation de ces dispositions ou tout au moins en la réduction de moitié des pourcentages mentionnés plus haut. Peut-être les Caisses d'épargne seraient-elles satisfaites et n'insisteraient-elles plus autant sur leurs revendications initiales si l'on se bornait à augmenter la proportion de titres communaux aux dépens des papiers du Reich et des Etats.

**Prêts garantis par hypothèque,
dette foncière ou rente foncière.**

Il est tout d'abord nécessaire de donner quelques indications sur les trois espèces hypothécaires distinguées par le Code civil allemand. L'hypothèque procède d'une conception identique à celle du droit français. C'est un droit réel dont est grevé un immeuble pour la sûreté d'une obligation. Elle engendre au profit du créancier un droit de préférence, en vertu duquel il passe avant les autres créanciers sur le prix de l'immeuble hypothéqué et un droit de suite qui lui permet de suivre son gage entre les mains du détenteur quel qu'il soit. La dette foncière (Grundschild) est une création du droit allemand. Lorsqu'il s'agit de cette dette, à la différence de la dette hypothécaire, c'est l'immeuble seul, personnifié pour la circonstance, qui doit. Aucune personne n'est débitrice, c'est une dette réelle. L'immeuble seul est tenu, s'il périt ou s'il est délaissé, rien n'est plus dû par personne. Enfin la rente foncière qui existait dans notre ancien droit se distingue de la conception française en ce sens qu'elle est toujours rachetable.

Les hypothèques se divisent en hypothèque avec lettre hypothécaire, hypothèque sans lettre hypothécaire et hypothèque de sûreté. Toutes ces garanties sont réglées par les paragraphes 1113 à 1203 du Code civil.

Ce sont les placements garantis par hypothèque qui sont de beaucoup les plus importants. Ces placements sont en effet l'objet de la faveur aussi bien du créancier que du débiteur, parce que le premier place ses capitaux d'une manière plus avantageuse et bien souvent plus sûre qu'en achetant des titres et que le débiteur a l'assurance, s'il se montre régulier dans le paiement des intérêts, de ne jamais se voir menacé d'une dénonciation du crédit qui lui a été accordé.

Le règlement précise que les hypothèques contractées devront nécessairement être des premières hypothèques. Mais la pratique a montré que cette restriction était inapplicable ; aussi se contente-t-on d'exiger toutes garanties de sécurité.

Quelle est la pierre de touche permettant de reconnaître la sécurité ? La loi d'application du Code civil précise qu'une hypothèque peut être considérée comme présentant toute sécurité (§ 73) si elle est contractée pour une somme qui ne dépasse pas vingt fois le revenu du bien-fonds sur laquelle elle est prise, et cela dans le cas d'une première hypothèque ; pour une seconde, la somme en question ne devra pas dépasser quinze fois le revenu. On peut aussi, toujours d'après les prescriptions du paragraphe 73 considérer comme sûre l'hypothèque dont la valeur ne dépasse pas une proportion de la valeur du bien calculée pour une police d'assurance sur l'incendie ou pour l'assiette de certaines taxes communales, proportion égale aux deux tiers pour

une hypothèque rurale, à la moitié pour une hypothèque urbaine.

Le statut type de 1927 a encore précisé ces règles dans son paragraphe 25 et ses dispositions annexes. Les prêts, garantis par une hypothèque, par une rente ou une dette foncière ne peuvent être accordés que pour des biens immeubles situés sur le territoire de la communauté garante ou des cercles environnants. Si la sécurité repose sur la valeur d'un bâtiment, le prêt n'est à accorder que si ce bâtiment est assuré à une société d'assurances contre l'incendie pour une valeur égale à sa valeur totale. Des prêts garantis de cette manière ne doivent être consentis sur des bâtiments ou des biens fonds réservés à la construction que pour une valeur égale à la moitié de celle du bâtiment ou à celle du bien-fonds. Cette valeur doit être estimée en tenant compte de la situation du bâtiment, de sa grandeur, de son état, du montant des assurances contractées, des impôts qui le frappent, de son bail, du prix auquel se vendent des immeubles comparables. L'estimation est faite par un ou deux experts jurés suivant l'importance du contrat.

Les prêts garantis par des hypothèque, rente ou dette foncière sur des bâtiments neufs ne doivent pas dépasser 40 % de la valeur représentée par les dépenses de construction et l'achat du terrain ni 60 % de la valeur telle qu'elle résulte d'une estimation publique. Dans le cas de maisons à bon marché les pourcentages respectifs sont élevés à 60 et 90 %.

Des biens-fonds ou des bâtiments utilisés dans un but commercial ne doivent faire l'objet de prêts que s'ils sont utilisés pour la construction de maisons d'habitation ou pour un usage agricole et seulement pour la valeur qu'ils représentent, abstraction faite de leur utilisation commerciale. L'approbation nécessaire du comité directeur devra être prise à une majorité des trois quarts.

Ne doivent pas être hypothéqués : 1° les terrains à construire desservis par des routes non aménagées dans ce but ; 2° les terrains dont la valeur décroît au fur et à mesure qu'ils sont exploités tels que les carrières ; 3° les théâtres, les locaux affectés à la danse, les cinématographes, etc.

Les prêts sur des terrains affectés à des exploitations agricoles ou forestières sont accordés dans les conditions suivantes : pour les propriétés importantes, il y a lieu à expertise de la valeur du terrain. En principe, la valeur est estimée être égale à 25 fois le produit net annuel, mais les experts devront tenir compte de la bonté du sol, de sa situation des possibilités d'accès, du fait que le terrain est d'un seul tenant ou non, etc. En outre, si la valeur de terrains comparables a été estimée d'une manière nettement inférieure lors de ventes récentes, il faudra prendre cette donnée pour base de l'estimation. Si au contraire, elle s'est avérée supérieure, il y aura lieu d'en tenir compte, mais avec toute la prudence désirable.

En ce qui concerne les propriétés dont la valeur

est estimée à moins de 5.000 marks, il est permis de renoncer à une expertise officielle. Le Comité directeur de la Caisse d'épargne se charge de l'estimation.

Tous ces prêts devront être amortis. Dans le cas de maisons à bon marché, les hypothèques le seront au taux de 1 % du capital hypothécaire jusqu'à ce que celui-ci ne représente plus que 60 % de sa valeur primitive, par la suite le taux de l'amortissement annuel sera abaissé à 1/2 %. La partie de l'hypothèque portant sur 50 % de la valeur courante devra être garantie par la communauté intéressée. Celle-ci devra s'engager à couvrir toutes les pertes pouvant résulter du contrat aussi bien en capital qu'en intérêts et en frais divers.

Les demandes tendant à l'octroi de prêts hypothécaires doivent être présentées au directeur oralement ou par écrit. Les pièces nécessaires à l'instruction de la demande devront être jointes. Elles consistent en un extrait récent du livre foncier, un relevé du cadastre et quand il s'agit de bâtiments en un certificat de cette dernière administration mentionnant qu'un bâtiment est bien construit à la place indiquée. Une estimation de la valeur de l'immeuble par un expert juré devra être jointe.

Le projet de contrat concernant toutes les conditions relatives au montant du prêt, aux intérêts à payer, à l'amortissement, sera signé de la personne qui demande un crédit et présenté par le directeur avec son avis motivé, au comité directeur de la

Caisse lors de la réunion mensuelle. Le demandeur est avisé immédiatement de l'avis exprimé par le Vorstand. Si le projet est accepté, il est transmis à un notaire qui fait inscrire l'hypothèque sur le livre foncier. Cette formalité accomplie, le versement des crédits est effectué dans les formes régulières.

Le paiement des intérêts hypothécaires est assuré sur le vu d'un livre spécial qui reprend tous les comptes de prêts qui ont été consentis et ce, d'après les dates des échéances. Si le paiement des intérêts n'a pas été effectué dans les quatre semaines qui ont suivi l'échéance, le directeur engage la procédure en poursuite de recouvrement.

Le montant des crédits hypothécaires susceptible d'être accordé n'est pas fixé par le règlement ; les Caisses peuvent donc agir dans la plénitude de leurs droits. Elles ne devront cependant jamais perdre de vue la nécessité de sauvegarder leur liquidité. Des sommes trop élevées affectées à l'octroi de crédits hypothécaires pourraient être l'occasion de sérieuses difficultés en cas de crise et de demandes nombreuses de retrait de dépôts. Avant la guerre, certaines Caisses d'épargne situées dans l'Ouest de la Prusse avaient investi en placements hypothécaires jusqu'à 80 % de leurs fonds. Les autorités préposées au contrôle s'étaient vues dans l'obligation d'attirer l'attention de ces établissements sur les dangers de cette pratique. Un pourcentage trop élevé de placements hypothécaires peut avoir des conséquences défavorables non seulement pour les Caisses

d'épargne, mais même pour les débiteurs, car si le crédit de l'établissement est ébranlé, il pourra se voir contraint à dénoncer les contrats hypothécaires et ses clients ne pourront se procurer les disponibilités qui leur seront nécessaires en ce cas qu'au prix des plus grands sacrifices. Il est d'ailleurs à remarquer que depuis le vote de la loi du 23 décembre 1912 sur les placements en titres au porteur, la marge des disponibilités qui pouvaient être affectées aux crédits hypothécaires s'est trouvée singulièrement réduite.

Les crédits hypothécaires consentis par les Caisses d'épargne se répartissaient avant la guerre, suivant leur importance respective en crédits affectés à des achats de terrains, en crédits nécessités par les besoins d'exploitations agricoles ou industrielles, et en crédits pour des constructions nouvelles. Depuis la guerre, ce sont ces dernières qui absorbent les sommes les plus importantes.

Prêts en nantissements.

Les prêts sur nantissement de titres présentant une sécurité suffisante pour être l'objet de placements pupillaires ont été autorisés par un arrêté ministériel du 25 janvier 1840. Les prêts ne devaient être effectués que jusqu'à concurrence de 75 % du cours coté en bourse et n'être jamais supérieurs à la valeur nominale. Il était spécifié que

les possesseurs de ces titres ne pourraient élever de réclamations du fait que la Caisse d'épargne aurait négligé de se faire rembourser lors d'un tirage au sort. Ces prêts n'avaient pas pris une grande extension, ils représentaient au total, en 1904, 1,2 % du total des placements, alors que le règlement autorisait un pourcentage de 25 %. Mais, par la suite, la mise en nantissement des gages les plus divers fut autorisée. Le paragraphe 26 du statut type prévoit que des prêts dénonçables à tout moment, pourront être accordés sur mise en nantissement :

a) De gages mobiliers repris au paragraphe 21 1 chiffre 3 a-c de la loi bancaire du 30 août 1924. Aux termes de ces prescriptions doivent être considérés comme gages répondant aux desiderata, l'or, l'argent, les actions libérées des chemins de fer allemands ; les obligations des corporations de droit public (Reich, Länder, Communes, etc.), parmi lesquelles il faut comprendre celles des associations des Caisses d'épargne et de virement. Ces gages ne devront être pris que pour une valeur se montant à 80 % des cours auxquels ils sont cotés en bourse. Des prêts pourront être consentis sur les autres types d'actions, conformément aux règles appliquées par la banque d'Etat prussienne, mais les prêts consentis ne devront se monter qu'aux trois quarts de ceux accordés dans les mêmes cas par cet institut. Si le cours des actions baissait, les dépôts devraient être augmentés proportionnelle-

ment à l'ampleur de la baisse ; sinon le contrat serait dénoncé.

b) De livrets de Caisses d'épargne allemandes jusqu'à concurrence du montant du dépôt ;

c) De créances garanties par hypothèques, dettes ou rentes foncières devant répondre aux exigences mentionnées plus haut pour la sécurité de ces garanties ;

d) De créances d'assurances sur la vie contractées dans des sociétés autorisées en Allemagne pour une somme qui n'excèdera pas 80% de la valeur de rachat ;

e) De traites répondant à certaines conditions énumérées plus bas ;

f) D'autres créances que la Caisse d'épargne aurait le droit d'acquérir pour une valeur ne dépassant pas 90 % de leur nominal.

g) De marchandises non périssables appartenant spécialement au petit et au moyen commerce et ce, jusqu'à concurrence de 30 % de leur valeur nominale ;

h) De créances diverses, à condition qu'une majorité des trois quarts l'ait décidé au sein du Comité directeur. Le prêt pourra se monter à la moitié de la valeur de la créance pour un traitement, du quart pour des machines, etc.

Prêts cautionnés.

Dès l'origine des Caisses d'épargne, il fut admis que celles-ci pourraient consentir des crédits per-

sonnels. La circulaire ministérielle du 18 avril 1856 spécifie que les Caisses devront venir en aide aux gens peu fortunés en leur accordant des prêts même sans nantissement, si certaines personnes connues sur la place pour leur solidité financière se portent garantes du remboursement du capital, des intérêts et des frais.

Le débiteur doit remettre à la Caisse une reconnaissance de dette et la caution une déclaration écrite par laquelle elle s'engage au même titre que le débiteur principal, de manière à ce que la Caisse d'épargne soit assurée que l'exception de discussion ne pourra être invoquée (§ 773 du Code civil). « L'exception de discussion, d'après laquelle la caution peut refuser de payer le créancier, lorsque celui-ci n'a pas essayé infructueusement l'exécution forcée contre le débiteur, ne peut être invoquée lorsque la caution y a renoncé, notamment lorsqu'elle a elle-même cautionné comme débitrice. »

Le statut type exige la caution d'une ou plusieurs personnes réputées solvables (Cf. § 27). Les crédits pourront être accordés pour six mois, s'ils le sont pour un laps de temps supérieur, ils devront pouvoir être dénoncés dans la quinzaine. Le règlement de 1838 prévoyait que les crédits accordés ne devaient pas dépasser une proportion de 25 % de l'actif ; en pratique ils n'ont jamais représenté une somme supérieure à 2 % du total des placements des Caisses.

Prêts sans garantie.

Des prêts accordés sur simple reçu sans autre garantie sont naturellement beaucoup plus dangereux. Ces « Blanko Kredite » ou crédits à découvert alloués à des personnes qui ne seraient pas estimées au point de vue de leur moralité et connues pour leur fortune ne pourraient évidemment être considérés comme des prêts sûrs au sens du règlement. Cependant, l'arrêté ministériel du 27 août 1897, reconnaissant que dans certains cas la recherche de cautions peut être extrêmement difficile les autorise. Mais il est nécessaire que les bénéficiaires soient domiciliés dans le cercle de la Caisse d'épargne, qu'il y ait accord unanime du comité directeur, que le prêt ne dépasse pas 3.000 marks, qu'il soit d'une durée maxima de six mois dénonçable après préavis de huit jours, et que le total des crédits ainsi accordés ne dépasse pas 10 % du montant du fonds de réserve. Ces différentes réserves se sont montrées si efficaces et d'autre part le montant des prêts accordés sans garantie a toujours été si minime (0,18 % du montant total des placements des Caisses d'épargne) que les rédacteurs du statut type ont jugé bon d'en conserver le principe, tout en laissant à la libre initiative des Caisses d'en fixer le montant maximum qui peut être accordé individuellement (Cf. § 27).

La tendance actuelle est de ne consentir ces prêts

qu'à des clients d'une honorabilité parfaite, mais dans une position modeste, en particulier à des fonctionnaires.

Opérations sur traites.

Les Caisses d'épargne peuvent se livrer à deux genres d'opérations sur les lettres de change : elle peuvent les escompter ou bien consentir un prêt garanti par l'émission d'une traite. Par contre, il leur est interdit de procéder elles-mêmes à l'émission ou à l'acceptation de papier de commerce.

Au début, toutes ces opérations semblaient également dangereuses ; la circulaire ministérielle du 7 août 1840 fait ressortir que les rentrées de crédits commerciaux sont plus ou moins faciles suivant la marche plus ou moins favorable des affaires et qu'il ne serait pas bon d'en accorder en trop grand nombre. Cependant, personne n'a jamais nié leur légalité ; l'arrêté ministériel du 15 janvier 1858 autorisant les prêts sur simple reconnaissance de dette même sans qu'ils soient cautionnés, on en déduisait l'autorisation implicite de ce genre d'affaires. Mais en 1904, elles ne représentaient encore qu'1 % de l'ensemble des sommes placées par les Caisses d'épargne.

A dater de 1908 les Caisses d'épargne s'intéressent plus activement à des opérations qui semblaient être beaucoup plus du ressort d'une banque

que de celui de ces instituts. L'arrêté du 15 avril 1921 autorise ces derniers à acheter des lettres de change et à prêter sur elles dans les conditions prévues par la loi bancaire du 14 mars 1875. Les craintes du début se sont donc effacées et les Caisses d'épargne ont aujourd'hui dans leur portefeuille de nombreuses traites, ce qui ne saurait vraiment représenter aucun danger à condition que les Caisses disposent d'un personnel spécialisé en la matière. La faculté de réescompter le papier de commerce à la Banque d'empire est en outre éminemment favorable à la liquidité. Dans ce dernier cas, elles doivent redoubler de vigilance dans l'examen des papiers de commerce qui leur sont présentés à l'escompte, car la Reichsbank se refuse à accepter à nouveau des traites provenant d'un établissement qui a fait antérieurement réescompter des effets protestés à l'échéance. Quand une Caisse d'épargne fait réescompter une traite, elle est responsable solidairement et doit tenir compte de cette responsabilité en en faisant mention sur ses livres.

Le statut-type de 1927 distingue le prêt garanti par traites et l'escompte (Cf. § 27-3, 4 du statut type). Dans le premier cas, des prêts ne doivent être consentis que si une ou plusieurs personnes réputées solvables avalisent l'effet. Celui-ci devra être tiré sur la Caisse d'épargne et être payable dans les trois mois. Dans le second cas, les lettres de change devront être payables en Allemagne, dans les trois mois, être réputées bonnes et porter la signature de

deux personnes considérées comme présentant toute garantie de solvabilité.

Répertoire des dettes contractées.

De nombreux clients des Caisses d'épargne apparaissent comme débiteurs à différents titres, aussi est-il nécessaire pour connaître le montant des engagements contractés par un client de tenir un répertoire spécial de tous les comptes à son nom (Zentral Obligo) reprenant par exemple sa dette comme débiteur hypothécaire, l'étendue de sa responsabilité comme caution, les avals qu'il a donnés à différentes lettres de change, etc. Ce répertoire devra être examiné mensuellement par les soins du comité directeur qui devra juger si les crédits accordés ne sont pas supérieurs à ceux permis par la prudence et les règlements.

Le statut type précise en cette matière (§ 28), que le montant total des prêts qui peuvent être accordés à une seule personne sur nantissement, reconnaissance de dette cautionnée ou non, ou traite ne peut dépasser un montant représentant 1 % du total des dépôts de la Caisse d'épargne, ni la somme de 20.000 marks. Le paragraphe 24 spécifie en outre que ces prêts ne peuvent être accordés qu'aux classes moyennes et aux catégories les moins fortunées de la population.

Prêts à des corporations de droit public.

Lors de la rédaction du règlement de 1838, les prêts d'une Caisse d'épargne n'étaient envisagés qu'au profit de la communauté garante. Ils devaient d'ailleurs être autorisés par l'autorité préposée au contrôle de la Caisse d'épargne ; mais par la suite ces prescriptions s'élargirent pour prendre enfin la forme suivante dans le statut type de 1927 (§ 29) :

« 1^o Des prêts peuvent être consentis à des communes, associations de communes et autres corporations de droit public capables de remplir leurs engagements, appartenant à l'Empire allemand et en particulier à des associations de droit public s'occupant de travaux hydrauliques et d'améliorations du sol, à des communautés de personnes intéressées au remembrement de biens fonds ainsi qu'à des associations de paroisses et d'écoles. En règle générale, les prêts ne devront être effectués qu'à des personnes domiciliées dans la province où la Caisse d'épargne a son siège social. Lorsque ces prêts sont à long terme, un amortissement régulier devra être prévu, un contrat en bonne et due forme rédigé et l'approbation de l'autorité préposée au contrôle obtenue. Des prêts garantis par le Reich, un pays allemand ou une association de communes, pourront être accordés de la même manière.

« 2^o Les prêts spécifiés au 1^o ne devront pas se monter en totalité à plus de 50 % des dépôts et

devront être à long terme pour une moitié au moins du contingent autorisé par la règle ci-dessus. Les prêts qui pourront être consentis à la propre communauté garante ne devront pas dépasser 25 % de la totalité des dépôts et dans ce montant devront être compris les emprunts au porteur de cette communauté, ainsi que les cautions qu'elle a données et les responsabilités qu'elle a assumées en fait de lettres de change. »

La possibilité juridique des prêts accordés à la communauté garante a été longtemps contestée et il semble à bon droit. Le Reichsgericht dans un arrêté du 5 janvier 1882 déclare que la Caisse étant un établissement municipal et que son patrimoine appartenant à la commune, il ne pouvait y avoir de relations de droit entre la Caisse d'épargne et la commune.

Le 1^{er} octobre 1894, le Reichsgericht a encore affirmé cette thèse et a jugé que des droits de timbre ne pouvaient pas être perçus lors de la vente d'obligations communales à la Caisse d'épargne municipale. Ce jugement a été très discuté, d'autant plus que l'arrêté ministériel du 12 juillet 1891 avait décidé au contraire que des droits de timbres devaient être perçus et que les Caisses d'épargne pouvaient contracter des obligations aussi bien envers la communauté garante qu'envers des tiers quelconques.

Néanmoins, la jurisprudence est maintenant formellement orientée dans le sens opposé. Les juristes allemands ont appliqué à ces emprunts leur théorie

du « quasi prêt », ayant tous les caractères d'un prêt ordinaire bien que la personnalité juridique de l'emprunteur et du créancier soit identique.

Prêt à des coopératives de production.

Tout d'abord interdits, ces crédits furent autorisés en 1899, l'attention de l'administration ayant été attirée sur l'intérêt que les coopératives de production présentaient au point de vue économique. Le statut type permet de connaître les modalités d'octroi de ces crédits (§ 30).

Une Caisse d'épargne peut accorder des prêts, sans qu'une sécurité spéciale leur soit affectée, à des coopératives de responsabilité illimitée ou dont les membres se sont engagés à concurrence de 10 % de leur patrimoine collectif, et à des coopératives de responsabilité limitée à concurrence de 75 % de la somme représentant l'étendue de la responsabilité des associés. Dans ce dernier cas, chaque associé ne pourra s'engager pour une somme supérieure à 100 marks ou à 20 % de son patrimoine.

Ces coopératives devront être situées dans le district de la Caisse d'épargne et constituer des coopératives de production, à l'exclusion de toute coopérative de crédit ou de consommation. Elles devront faire partie d'une association soumise au contrôle officiel, s'engager à faire contrôler annuellement par ce dernier leur bilan et leur rapport, ainsi que

la liste des membres nouveaux ou démissionnaires.

Les crédits consentis devront pouvoir être dénoncés dans les six mois, sinon un plan d'amortissement sera prévu.

Le total des prêts consentis à des coopératives du fait de ces dispositions ne pourra jamais être supérieur à 10 % du montant des dépôts de la Caisse d'épargne. Le comité directeur devra examiner au moins une fois par an la situation des coopératives débitrices.

Achat d'obligations au porteur.

Le règlement de 1838 ne spécifiait comme valeurs susceptibles d'être acquises par les Caisses d'épargne que les obligations émises par les divers états allemands et les lettres de gage établies par certains établissements officiels. Ces dispositions générales ont été maintenues, ainsi que le montrera l'examen du statut type (§ 31) :

« Les fonds de la Caisse d'épargne et les fonds de réserve pourront être investis en obligations au porteur des types suivants pour autant que celles-ci seront considérées comme placements pupillaires :

a) En obligations, créances sur le grand livre de la dette et bons du trésor de l'état allemand ou de pays allemands ;

b) En obligations au porteur dont l'état ou un pays allemand assure les arrérages ;

c) En lettres de rente des banques de rente instituées en Prusse ;

d) En obligations au porteur émises par une corporation communale allemande, une association de Caisses d'épargne et de virement ou par leur établissement de crédit ;

e) En lettres de gage ou autres reconnaissances de dette émises par un établissement de crédit public allemand, fondé par une union de propriétaires fonciers jouissant de la capacité juridique du fait d'une autorisation de l'état ou par un établissement de crédit foncier public fondé par une province ou une commune et autorisé par l'état ;

f) En reconnaissances de dette au porteur émises par une banque hypothécaire allemande et relatives à des prêts consentis à des corporations allemandes de droit public ou à des prêts garantis par une corporation de cette nature. »

Les dispositions de la loi du 23 décembre 1912 que nous avons étudiées plus haut (1), doivent naturellement être prises en considération quand il s'agira de savoir quelle est la proportion des dépôts à investir en obligations et la part faite, parmi celles-ci aux titres d'état.

En ce qui concerne les titres émis par la communauté garante de la Caisse d'épargne, nous renvoyons aux remarques faites à ce sujet au paragraphe consacré aux prêts consentis à des corporations de droit public.

1. Cf., p. 54.

Placements temporaires.

Une Caisse d'épargne peut déposer temporairement des fonds dont elle n'a pas d'emploi immédiat dans des établissements publics de crédit allemands, en particulier dans des centrales de virement et des banques de pays ou à titre exceptionnel dans des Caisses d'épargne voisines, si l'autorité préposée au contrôle l'autorise. Ces fonds peuvent être employés à l'achat d'effets de commerce, dont l'échéance devra être à trois mois de date. Par cette dernière opération autorisée depuis la guerre, les Caisses d'épargne empiètent singulièrement sur le domaine des banques et l'on ne peut guère s'étonner qu'une lutte ardente se soit poursuivie à ce sujet entre les deux organisations rivales.

Achat d'immeubles.

Enfin il est encore permis aux Caisses d'épargne d'acquérir l'immeuble où elles désirent installer leurs bureaux. En outre, au cas où l'acquisition serait jugée utile, elles pourraient procéder à l'achat d'immeubles mis en adjudication par autorité de justice. La vente d'immeubles appartenant à la Caisse nécessite l'autorisation du représentant de l'Etat, puisqu'il s'agit d'immeubles communaux.

OPERATIONS INDIFFÉRENTES

Les deux types d'opérations indifférentes qui furent dès l'origine pratiquée par les Caisses d'épargne allemandes bien qu'elles semblent devoir relever beaucoup plus de la sphère d'activité d'un établissement de crédit que d'une institution destinée à faciliter l'épargne à sa clientèle, sont l'achat des valeurs en bourse et la garde de ces valeurs ou d'objets précieux dans des coffres-forts loués au public contre rétribution.

Le règlement de 1838 prévoyait que des titres de rente ou des valeurs présentant une sécurité telle qu'ils pouvaient être utilisés pour le placement de fonds pupillaires, devaient être achetés par les soins des Caisses d'épargne au cas où le dépôt d'un client dépasserait une certaine limite considérée comme représentant le maximum autorisé pour les dépôts. Les Caisses inférèrent de cette pratique qu'elles étaient tacitement autorisées à pratiquer pour leur clientèle tous les achats en bourse dont elles recevaient l'ordre. Mais elles se heurtèrent à l'opposition des banques qui se considéraient comme ayant le monopole de ce genre d'opérations. En tout cas, semblait-il, ce ne pouvait être des établissements

créés dans le but de favoriser l'épargne, qui devaient faciliter à leur clientèle des opérations à tendance toujours spéculative. Il fallut l'évolution que nous nous proposons de décrire dans la deuxième partie de cet ouvrage, pour que les Caisses d'épargne obtinssent l'autorisation de s'adjoindre un service d'opérations boursières.

La garde d'objets précieux dans des coffres-forts fut pratiquée dès l'origine. Comme dans beaucoup de petites localités, il n'existait aucune banque susceptible de conserver en dépôt les objets de valeur, les Caisses organisèrent un service de garde de titres et firent établir des coffres dont les compartiments furent loués aux particuliers. Mais ce n'est que par l'arrêté ministériel du 3 juin 1905 que cette branche de leur activité fut reconnue licite, et ce, d'une manière qui ne permettait plus aucune controverse. La Caisse d'épargne qui voulait ouvrir ce service, devait y être autorisée par le Regierungspräsident après avis conforme de la communauté garante. Elle ne prenait aucune responsabilité en cas de vol par effraction ou en cas d'incendie, elle s'engageait uniquement à prendre les mêmes mesures de précaution que pour ses propres valeurs.

LE RÉGIME FINANCIER. LE CONTROLE ET LA DISSOLUTION DES CAISSES D'ÉPARGNE.

Intérêts.

Les dépôts confiés à la Caisse d'épargne ne doivent pas uniquement jouir des conditions de sécurité la plus complète, ils doivent aussi assurer à leurs propriétaires la bonification d'intérêts.

Il est impossible, étant donné les modifications incessantes des taux de l'intérêt de fixer législativement des limites précises à ses variations ; mais on peut par contre donner des directives générales qui devront être suivies par les Caisses d'épargne et c'est ce que fit le règlement de 1838 dans son paragraphe 9 :

« Le taux de l'intérêt doit être calculé de manière à ce que :

- a) Les intérêts versés aux déposants soient couverts par le rendement des fonds confiés à la Caisse.
- b) Et qu'en outre un excédent existe, qui permette :
 - 1^o De couvrir les frais de l'administration ;
 - 2^o De compenser les pertes résultant du fait qu'une certaine proportion des capitaux doit toujours être payable à vue ;

3^o De constituer un fonds de réserve. »

Le calcul du taux de l'intérêt devra tenir compte de la situation générale du marché des capitaux et des nécessités économiques du pays. Il fut en outre, d'usage à l'origine de faire une distinction entre les véritables dépôts d'épargne et les versements de capitaux plus considérables ne présentant pas les caractéristiques de la petite épargne. Ces dépôts à caractère bancaire reçurent même un nom spécial : Depositen, par opposition avec les dépôts d'épargne pure : Spareinlagen. Le taux de l'intérêt servi pour les premiers était inférieur au taux normal. Par la suite, cette distinction s'effaça, les gros dépôts s'avérant plus avantageux pour les Caisses d'épargne que les petits. Les statuts qui, au début, avaient fixé une limite maximum de manière à ce que les Caisses n'aient pas à s'embarrasser de ces dépôts à caractère bancaire, évitent avec le statut type de 1927 de mentionner un maximum quelconque.

La différence entre les intérêts créditeurs et débiteurs doit être aussi réduite que possible de manière à favoriser la clientèle. Il est cependant évident que les tendances des déposants et celles des Caisses ne peuvent qu'être contradictoires. Les premiers désirent des intérêts créditeurs élevés ; même si les bénéfices en souffrent. De même les débiteurs hypothécaires désirent voir les intérêts qui leur sont demandés à un taux aussi réduit que possible.

La politique constante des Caisses d'épargne a

été de maintenir le taux de l'intérêt au plus bas. Elles ont montré dans de nombreuses campagnes entreprises dans le pays que l'épargnant lui-même y avait intérêt en qualité de consommateur.

D'autre part les autorités administratives ne se lassent pas de répéter aux Caisses d'épargne que leur but unique doit être de se sacrifier au bien public et non pas de réaliser des bénéfices exagérés. Une quinzaine d'arrêtés ministériels soulignent cette nécessité ; par contre, on en trouve un seul, celui du 3 avril 1893 qui attire l'attention des Caisses sur les mesures qu'elles doivent prendre pour ne pas rester plusieurs années sans réaliser de bénéfices.

Le paragraphe 15 du statut type précise que le taux des intérêts est fixé par le comité directeur dans la limite des instructions données par l'association provinciale des Caisses d'épargne. En pratique, c'est cette dernière qui a le pouvoir de décision. Elle se base sur les conditions générales du marché des capitaux et en particulier sur les variations du taux d'escompte de la Reichsbank.

Liquidité.

Rechercher par tous les moyens en leur pouvoir à assurer la liquidité de leur entreprise constitue un des devoirs des Caisses d'épargne. Il est en effet de la plus haute importance d'obtenir une concordance aussi parfaite que possible entre les délais

de remboursement imposés aux débiteurs de la Caisse d'épargne et les exigences de ses créanciers.

Du point de vue de leur stabilité, les dépôts constitués dans les Caisses d'épargne se décomposent en :

1^o Véritables dépôts d'épargne, qui selon toute vraisemblance, ne doivent pas être retirés avant un délai assez long ;

2^o Dépôts qui sont constitués dans un but précis, motivé par l'attente d'un événement devant se réaliser à brève échéance : faire face aux dépenses en combustible nécessitées par l'approche de l'hiver, achat de vêtements et d'objets de ménage, loyers, impôts. Ces dépôts sont à l'heure actuelle en très sensible augmentation et ce qui le prouve, c'est que le nombre des encaissements et des retraits est sept fois supérieur à celui de 1914.

3^o Dépôts de commerçants et de petits capitalistes qui n'ont pas l'emploi de leurs fonds par suite du marasme des affaires et de la bourse. Une assez forte partie de la clientèle des banques est aussi passée aux Caisses d'épargne, dégoûtée qu'elle était par les résultats de l'inflation et de la revalorisation qui l'a suivie. Les dépôts confiés aux banques privées ayant été anéantis tandis que ceux remis aux Caisses d'épargne étaient revalorisés à 15 % de leur valeur primitive. Quelques clients ont été priés par les banques elles-mêmes de retirer leurs comptes considérés comme n'étant pas assez importants pour couvrir les frais de gestion. Toutes ces catégories de clients ont fourni des dépôts à caractère bancaire.

Les Caisses d'épargne doivent apporter tous leurs soins à obtenir une liquidité aussi grande que possible, car il leur faut répondre instantanément à la demande de retraits dans la mesure où elles ne sont pas protégées par la clause de sauvegarde. On peut donc dire que leur liquidité doit être fonction directe du chiffre des exigibilités immédiates. Cependant ces établissements ne peuvent pas oublier non plus la nécessité où ils sont de réaliser des bénéfices et n'effectuer que des placements disponibles à vue ou à court terme, leur nature même s'y opposerait puisqu'ils doivent consacrer leur activité à répartir des crédits hypothécaires aux classes moyennes.

Tout ceci considéré ; il est nécessaire dans une période aussi instable que celle où nous vivons, de conserver immédiatement disponible une somme correspondant à 30 % des dépôts. C'est d'ailleurs ce que prescrit dans son paragraphe 35 le statut-type.

Bénéfices.

Cette étude nous a déjà permis de nous rendre compte que le but essentiel des Caisses d'épargne était non pas de réaliser des bénéfices, mais de venir en aide aux classes les moins fortunées de la population. Le devoir social à remplir doit primer tout autre ordre de considération. Aussi l'idéal à atteindre est-il de verser aux déposants les intérêts

les plus considérables possibles et par contre de ne demander aux débiteurs de la Caisse d'épargne qu'un effort très modéré. L'écart entre intérêts débiteurs et créditeurs doit donc être réduit au minimum.

Une circulaire du ministre prussien de l'intérieur datée du 18 avril 1856, souligne le caractère d'utilité publique de la mission des Caisses d'épargne. Celles-ci ne sauraient assez se pénétrer de l'idée qu'elles doivent consacrer tous leurs efforts à faciliter l'existence de classes sociales qui sans elles pourraient être menacées. Elles doivent étudier les conditions de vie des travailleurs, en particulier des petits artisans et ne pas hésiter à intervenir quand la nécessité s'en fait sentir. Bien souvent, une somme minime accordée au bon moment sera suffisante. La clientèle qui aura bénéficié de cette intervention jouira de l'avantage inappréciable de se sentir plus sûre d'elle dans la lutte pour la vie parce qu'elle se saura soutenue et il sera plus aisé de faire comprendre aux intéressés la valeur de l'épargne.

Les Caisses d'épargne ne doivent donc considérer la recherche de bénéfices que comme un but subordonné à leur mission sociale. Un jugement du Tribunal hanséatique en date du 4 juin 1926 s'appuie sur l'absence de volonté de réaliser un bénéfice, alors que cette volonté suffit d'après le paragraphe 1 du Code de commerce pour caractériser le commerçant, pour refuser cette qualité aux Caisses d'épargne.

Les autres types d'exploitations communales si nombreux dans les villes allemandes, telles que tramways, services d'eau, de gaz, d'électricité, hôtels, etc., diffèrent des Caisses d'épargne communales en ce que, dans leur cas, l'idée de bénéfices est prédominante.

Il est évident que cette conception doit se heurter souvent au désir contraire des administrateurs d'assurer à leurs communes ou à leurs cercles des ressources abondantes. Dans une forme assez vulgaire, l'Oberbürgermeister de Posen, répondant avant la guerre à un Landrat qui rappelait à un congrès de Caisses d'épargne que ces institutions n'existaient pas dans le but de faire des bénéfices au plus grand profit des communes, déclarait que « tout au contraire les Caisses d'épargne n'avaient pas été fondées par les villes pour les beaux yeux des épargnants ». C'est là, théoriquement tout au moins, une hérésie.

Le règlement de 1838 précise que les excédents résultant de la différence entre intérêts créditeurs et débiteurs, doivent être affectés à la constitution d'un fonds de réserve susceptible de couvrir des pertes éventuelles, sans qu'il soit besoin de recourir à la garantie de la communauté responsable. Ce n'est qu'après constitution de ce fonds de réserve que la Communauté peut disposer pour d'autres fins d'une fraction des bénéfices. Elle doit d'ailleurs pour ce faire, obtenir l'autorisation du Regierungspräsident qui la donne après avis conforme du

Bezirksausschuss. Cette partie des bénéfices ne doit pas être affectée à des dépenses qui normalement devraient être couvertes par les impôts ordinaires. Ces fonds prélevés sur les épargnants doivent être utilisés en leur faveur et non pas servir à décharger de leurs contributions les classes possédantes.

Les bénéfices réalisés par les Caisses d'épargne représentaient avant la guerre une somme très appréciable et la part qui était affectée aux diverses communautés garantes était élevée puisqu'elle constituait 35 % des excédents de l'exploitation. Elle était employée à la construction d'hôpitaux, à leur entretien, à accorder différentes subventions, etc. La limite permettant de considérer le fonds de réserve comme suffisant n'avait pas été primitivement déterminée. L'arrêté du 19 février 1875 spécifiait qu'il ne pouvait s'agir de fixer une fois pour toutes une certaine somme, mais de constituer une réserve qui soit dans une proportion raisonnable avec le montant des dépôts. Celui du 16 novembre 1877 admit que la proportion convenable (ce qui s'accordait d'ailleurs avec une pratique constante), devait être de 10 % du passif des Caisses d'épargne. Cependant celles-ci pouvaient dans certains cas exceptionnels, motivés par des besoins urgents des communautés garantes abaisser cette limite jusqu'à 5 %.

Mais la guerre, puis l'inflation ont dévoré les fonds de réserve des Caisses d'épargne. La loi de revalorisation, si elle en a reconstitué une partie, a d'autre

part prévu que les sommes ainsi récupérées devraient être versées pour leur totalité au fonds de revalorisation, c'est-à-dire aux anciens déposants. Les bénéfices réalisés actuellement par les Caisses seront donc affectés à la reconstitution des fonds de réserve lorsque les dispositions des lois de revalorisation auront été satisfaites. Toutes les caisses doivent établir un bilan de revalorisation à faire approuver par le Regierungspräsident, bilan faisant ressortir que la masse atteint la proportion réglementaire, avant qu'il puisse être question d'un versement quelconque aux communautés garantes.

Lorsque cette condition est remplie, intervient la loi du 23 décembre 1912 sur le placement des fonds des Caisses d'épargne en obligations au porteur (1). D'après son paragraphe 17 :

« Les Caisses d'épargne, qui sont tenues de placer une proportion de leurs dépôts variant entre 20 et 25 % en obligations au porteur considérées comme pouvant faire l'objet de placements de fonds pupillaires, sont autorisées à employer dans des buts d'utilité publique au profit de la communauté garante, les bénéfices qui apparaissent au bilan annuel, et ce, dans la proportion :

a) d'un quart, si le fonds de réserve est supérieur à 2 %, mais inférieur à 5 % des dépôts ;

b) de la moitié si le fonds de réserve est supérieur à 5 %, mais inférieur ou égal à 8 % ;

1. Cf. p. 54.

c) de la totalité, si le fonds de réserve est supérieur à 8 %.

Pour les Caisses d'épargne tenues de placer un quantum de leurs dépôts supérieur à 25 %, la proportion des bénéfices distribuables est la suivante dans les trois cas respectivement :

- a) de la moitié;
- b) des trois quarts ;
- c) de la totalité.

Quand la communauté garante désire employer les sommes qui lui sont attribuées comme représentant sa part des bénéfices, à satisfaire à des dépenses auxquelles elle est déjà tenue de par la loi, l'autorisation des autorités préposées au contrôle est nécessaire. »

Le statut type reprend ces dispositions et précise que « les bénéfices révélés par la lecture du bilan, qui ne seront pas affectés au fonds de réserve, seront versés, compte tenu du paragraphe 5 de la deuxième ordonnance du 27 février 1926 relative à l'application de la revalorisation des avoirs en Caisse d'épargne, à la communauté garante. Cette dernière devra les utiliser dans des buts d'utilité publique ou charitables au sens défini par les lois fiscales et ce, sans qu'elle y soit contrainte par la loi ».

Les Caisses d'épargne n'ont jamais vu d'un œil bien favorable le versement de bénéfices réalisés par elles aux organismes communaux. Elles préféreraient de beaucoup la constitution de réserves importantes, car bien que le capital propre à l'éta-

blissement ne joue pas pour les Caisses d'épargne le rôle de premier plan qu'il joue pour les banques privées, la garantie qu'il représente étant remplacée en l'espèce par celle des communes, il est cependant pris en considération dans certains cas, par exemple lors de la fixation du taux d'escompte exigé pour des traites avalisées par la communauté ; et d'autre part, il constitue pour les administrateurs de la Caisse un sérieux motif de tranquillité d'esprit.

Contrôle.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, l'Etat, sans se désintéresser du mouvement des Caisses d'épargne n'avait pas jugé utile à l'origine de les soumettre à un contrôle quelconque de sa part. Les communautés garantes étaient uniquement tenues de faire part à l'autorité compétente de la fondation de la Caisse. Il fallut la publication du règlement de 1838 pour qu'un contrôle fut exercé sur elle. Les autorités qui l'exercent doivent s'employer à éviter toute espèce d'irrégularité et veiller à ce que les mesures prescrites par les règlements soient appliquées.

Les autorités administratives qui ont droit de contrôle sur la communauté garante ont ce même droit sur la Caisse d'épargne. Par suite, cette surveillance est exercée pour les Caisses communales rurales en première instance par le Landrat en qualité de président du Kreisausschuss, en seconde

instance par le Regierungspräsident et pour les cercles par le Regierungspräsident et par l'Oberpräsident suivant qu'il s'agit de la première instance ou de l'appel. Pour la ville de Berlin, l'Oberpräsident et le ministre de l'Intérieur sont compétents.

Le contrôle général appartient de droit au ministre de l'Intérieur.

Le règlement de 1839 spécifie que « les autorités préposées au contrôle seront tenues de consacrer une attention particulière et continuelle aux Caisses d'épargne, de se convaincre de la bonne utilisation des ressources et de l'ordre qui règne dans ces exploitations, d'exécuter et d'ordonner des inspections de caisse extraordinaires et d'insister sur la nécessité de prendre des mesures pour éviter certains désordres ou irrégularités quand il en est constaté ».

Les inspections auxquelles fait allusion le règlement font l'objet des dispositions du paragraphe 12 du statut type :

Le comité directeur ou les membres désignés par lui à cet effet doivent se livrer à une inspection inopinée de la Caisse d'épargne au moins quatre fois par an et cela malgré le contrôle ordinaire du comité directeur. Dans ces inspections doivent être examinés, outre les livres de commerce, la caisse et les lettres de change (le répertoire des obligations contractées par chaque client y compris) les valeurs achetées comme placements, les garanties pour les

crédits importants et toutes les autres affaires relatives à des crédits tout au moins par sondages. La Caisse d'épargne est en outre tenue de se soumettre aux inspections techniques inopinées effectuées par les soins de l'autorité préposée au contrôle ou par l'association des Caisses d'épargne agissant sur la réquisition de cette autorité. Les frais des inspections effectuées par l'association des Caisses d'épargne devront être supportés par la Caisse.

D'autre part l'autorité administrative est en droit d'exiger que le déficit éventuel des Caisses d'épargne soit couvert par les soins des communautés garantes. Ces dernières ont en effet, comme nous l'avons vu, le devoir de mettre la Caisse d'épargne en mesure de faire honneur à ses obligations. Si, pour une raison quelconque, la communauté garante se refusait à prendre les mesures nécessaires, l'autorité administrative inscrirait d'office à son budget les crédits nécessaires.

Enfin, conformément aux paragraphes 20 du règlement et 43 du statut type, un rapport et un bilan annuels devront être rédigés par les Caisses d'épargne.

Le rapport remis annuellement par la Caisse d'épargne traitera des points suivants :

A. — GÉNÉRALITÉS.

La situation économique de la localité, son influence sur l'activité de la Caisse, l'organisation intérieure de la Caisse, résumé de l'activité annuelle.

B. — LES AFFAIRES TRAITÉES :

1. Epargne, état mensuel des dépôts, nombre des livrets d'épargne, moyenne des dépôts, moyenne des premiers versements, dépôts par tête de population, dépôts par corps de métier, intérêts versés, résultats des Caisses scolaires, des Caisses de construction, du jour d'épargne mondiale.

2. Opérations de virement et de compte courant, état mensuel des dépôts, nombre des versements, nombre des virements, distinction entre les virements locaux et les virements intercommunaux, coût des virements.

3. Prêts hypothécaires, étendue, nombre, montant moyen, pourcentage des prêts hypothécaires en fonction des dépôts d'épargne, prêts urbains et ruraux, prêts amortissables, taux, délais de purge, financement des maisons à bon marché.

4. Crédits à court terme, étendue, nombre, moyenne, statistique des bénéficiaires, escompte des prêts, nombre et montant, protêts.

5. Prêts à la communauté garante, aux corporations, aux exploitations communales.

6. Opérations sur devises, achat de valeurs : papiers d'état, communaux, autres valeurs pupillaires, pertes, gains, commissions, dépôts.

7. Disponibilités : avoir à la centrale de virement, à la banque d'empire, au compte postal, aux banques publiques, liquidité.

8. Revalorisation.

9. Gains, faux frais, matériel, personnel, recettes, bénéfices, réserves, versements aux communes.

10. Bilan.

Le bilan comprendra les rubriques suivantes :

ACTIF.

1. Encaisse ; 2. traites et chèques ; 3. avoir en banque ; 4. valeurs diverses ; 5. prêts sur garantie conformes aux statuts ; 6. autres prêts ; 7. prêts à des syndicats ; 8. prêts à des corporations de droit public ; 9. prêts sur hypothèques, 10. compte de revalorisation ; 11. biens immobiliers ; 12. biens mobiliers ; 13. autres actifs ; 14. avals.

PASSIF.

1. Dépôts ; 2. dépôts en comptes courants et de virement ; 3. emprunts ; 4. compte de revalorisation ; 5. réserves ; 6. autres passifs ; 7. avals.

DISSOLUTION.

Les formalités à accomplir en cas de dissolution de la Caisse d'épargne, sont réglées par le paragraphe 39 du statut-type auquel nous renvoyons en annexe.

METHODES ET INSTITUTIONS PROPRES A DÉVELOPPER L'ÉPARGNE

Le statut type dans son paragraphe 21 spécifie que : « Le comité directeur peut, afin d'inciter à l'épargne, décider la création de Caisses d'épargne d'écoles, de fabriques, d'associations ; timbres d'épargne ; tire-lires ; appareils automatiques ; livrets gratuits, service d'encaissement à domicile. »

D'autres systèmes conçus dans le but d'encourager l'épargne avaient été autrefois pratiqués. Mais la loi sur les dépôts du 26 juin 1925 décida que tout tirage au sort permettant le paiement de primes aux épargnants est incompatible avec l'exercice des affaires de dépôt. Aussi, comme les systèmes auxquels nous faisons allusion étaient basés sur le hasard, a-t-il fallu y renoncer. Parmi ceux-ci, le système Scherlé avait acquis quelque notoriété. Il consistait à répartir un certain nombre de primes entre la clientèle de la Caisse d'épargne à condition que les bénéficiaires éventuels s'engageassent à augmenter leurs dépôts dans une proportion donnée jusqu'au jour du tirage et à maintenir leur compte à ce niveau pendant un certain laps de temps après le tirage au sort. Un autre système assez employé

également consistait à promettre une bonification à la personne qui deviendrait détenteur du livret numéro 100-1.000-10.000, etc., ou dont le dépôt ferait passer le total des disponibilités de la Caisse à un million, deux millions, etc. Comme, le plus souvent, il était institué un tirage au sort entre les personnes qui avaient apporté des dépôts le jour où l'événement s'était produit, ce système, bien que n'étant pas immédiatement visé par la loi, est cependant tombé en désuétude.

Les Caisses d'épargne ont aussi fort souvent alloué des primes aux épargnants qui se signalaient par la régularité de leurs dépôts. Il y a là une pratique intéressante qui ne paraît cependant plus avoir la faveur, l'intervention du comité directeur dans la répartition étant souvent la source de récriminations.

Caisses d'épargne scolaires.

Mais l'institution qui sans conteste eut de beaucoup le plus de succès fut celle de Caisses d'épargne scolaires. Destinée à inspirer l'esprit d'épargne aux enfants, elle peut être conçue suivant des modes très différents.

Les deux méthodes les plus employées consistent ou bien à charger l'instituteur de recevoir chaque fois que l'enfant le désire les quelques pfennigs économisés ou bien de distribuer aux écoliers des cartes sur lesquelles ils apposeront des timbres

qu'ils pourront se procurer de différentes manières.

La première de ces méthodes présente l'inconvénient de laisser l'instituteur qui est chargé tout à la fois de la propagande en faveur de l'idée d'épargne, de l'encaissement des sommes économisées, de la tenue d'une comptabilité et du transfert à échéance fixe, en général tous les mois, du total des dépôts. Ce système nécessite l'établissement d'un livret individuel pour chaque enfant par les soins de la Caisse et sa mise à jour, ce qui représente un gros travail étant donné les sommes minimales qui sont en jeu.

Le système des timbres paraît préférable. Les cartes remises aux enfants sont divisées en un certain nombre de cases sur lesquelles doivent être collés des timbres de 10 ou de 50 pfennigs. Quand la carte est remplie, elle est remise à la Caisse d'épargne qui crédite le compte de l'élève de la somme correspondante, somme déjà assez élevée pour constituer un travail productif. Cette méthode peut être combinée avec l'emploi d'appareils automatiques permettant à l'élève de se procurer des timbres sans avoir recours à l'intervention du professeur.

Au début, l'emploi de ces appareils automatiques présentait un inconvénient. Ils constituaient le réceptacle de toutes les pièces fausses ou démonétisées, mais par la suite l'inutilité de ces tentatives pour obtenir les timbres d'épargne fut reconnue et cette méthode donna les meilleurs résultats.

Les intérêts courent du jour où les sommes dépo-

sées sont apportées à la Caisse d'épargne. Les remboursements ne sont effectués que sur autorisation du père de famille ; jamais pendant la durée des études de l'intéressé sauf au cas de maladie, de pauvreté reconnue de parents ou encore si l'enfant a besoin d'argent pour sa première communion.

L'idée des Caisses scolaires avait été mise en pratique à l'étranger avant de l'être en Allemagne ; elle avait donné semble-t-il en France d'excellents résultats ; mais, abandonnée par la suite, elle avait été appliquée avec beaucoup plus d'esprit de suite par les Allemands. Un exemple souvent cité montre un enfant de 7 ans, économisant hebdomadairement une somme de 10 pfennigs et se trouvant à sa majorité à la tête d'un capital de 100 marks. Si l'on multiplie par 10 les économies réalisables, on trouve à 21 ans une somme non négligeable. De plus, le gain matériel que pourront réaliser les Caisses d'épargne sur ces sommes mises à leur disposition ne sera rien comparativement au gain moral, l'enfant aura pris l'habitude et le goût de l'épargne. On a quelquefois objecté que seuls les intéressés jouissant déjà d'une certaine aisance pourront épargner et que, ce serait souligner les différences sociales que d'encourager cette institution. Rien n'est plus faux, ce sont au contraire les enfants les moins riches qui montrent le plus de régularité dans l'apport de leurs épargnes.

On trouvait, en 1926, 5.820 Caisses scolaires pour l'ensemble de l'Allemagne.

Des Caisses d'épargne ont été aussi créées par des grands établissements industriels. Elles sont en rapport étroit avec les Caisses d'épargne publiques qui gèrent les dépôts que les premières ont recueillis. Parmi elles, nous prendrons comme exemple la Caisse des établissements Krupp.

Elle fut fondée pour les ouvriers et employés en 1900, son développement fut assez tardif. A l'origine, on comptait 1.288 déposants ; en 1905, 6.891 : les fonds déposés étant respectivement de 106.000 et 1.460.000 marks. En 1914, le nombre des déposants passe à 21.596 et le chiffre des dépôts à 9.119.000 marks. Pendant la guerre et l'inflation, on enregistre une augmentation considérable corrélatrice de celle des ouvriers et des salaires. En 1918, 56.315 déposants et 18.808.800 marks ; en 1924, 13.889 et 36.850.000. Aujourd'hui, après les réductions considérables opérées sur le personnel, on trouve encore 7.581 déposants et 2.038.000 marks.

Les dépôts sont reversés par les soins de la Caisse à la Caisse d'épargne municipale d'Essen. Sur demande des intéressés, les dépôts mensuels pour un chiffre fixé par eux sont versés directement à la Caisse en déduction de la solde. Le dépôt mensuel le moins important doit être de 1 mark : le maximum étant de 200 marks. La maison Krupp bonifie un intérêt de 1 % supérieur à celui payé par la Caisse municipale. Les dépôts d'avant-guerre ont été revalorisés à 25 % de leur valeur. Il est à

remarquer que les fonds étant versés à une Caisse d'épargne publique, les sommes qui y sont déposées peuvent être des fonds pupillaires.

Encaissement à domicile.

L'encaissement à domicile est aussi un moyen extrêmement précieux pour récupérer des sommes qui sans cela resteraient improductives. De nombreuses catégories de personnes ne peuvent en effet, de par la nature de leurs occupations, se rendre à une Caisse d'épargne ou ne le veulent pas par une sorte de timidité. L'encaissement à domicile permet en outre à la Caisse de suivre sa clientèle et de la contraindre pour ainsi dire à l'épargne. L'employé préposé à l'encaissement doit être choisi avec soin, il faut qu'il soit d'un extérieur agréable, se présentant bien, et être capable de donner tous les renseignements demandés par la clientèle. Il doit attirer l'attention de cette dernière sur les facilités mises à sa disposition par la Caisse d'épargne et apporter les journaux, revues, calendriers et tracts publiés par elle. Cet employé est ainsi susceptible d'acquies une influence réelle sur les épargnants

Avant de procéder à l'organisation de ce service, la Caisse d'épargne devra faire insérer dans les journaux de la localité une courte notice donnant l'essentiel de la nouvelle organisation ainsi qu'une formule d'adhésion à remplir. La clientèle peut

s engager à verser une somme variant entre 10 pfennigs et 50 marks et cela, périodiquement, soit toutes les semaines, soit tous les mois. Quelquefois, la somme à verser au lieu d'être fixe peut varier. Les perceptions ont souvent lieu le dimanche. Le reçu consiste en un timbre ou en une signature apposés sur un carnet divisé en 52 cases par exemple, s'il y a versement hebdomadaire. Les comptes tenus par la Caisse d'épargne sont crédités des sommes versées, soit immédiatement, soit tous les trimestres. Les intérêts servis sont légèrement inférieurs à ceux bonifiés aux autres déposants de manière à tenir compte de frais supplémentaires qu'entraîne ce procédé. Quelquefois, les personnes chargées des encaissements ne sont pas des employés de la Caisse ; mais des auxiliaires qui touchent un certain pourcentage sur les sommes qu'ils perçoivent.

On a pensé à combiner ce système avec l'emploi d'automobiles, ce qui permettrait de drainer l'épargne même dans les lieux les plus éloignés des grands centres et qui de plus, assurerait un apport des plus rapides des sommes touchées à la Caisse d'épargne et une utilisation meilleure du personnel employé à cet effet.

L'effet obtenu grâce à ces différents procédés, a été excellent. Il est certain que les tout premiers résultats ne sont pas rentables, si l'on nous permet ce néologisme, mais l'épargne se forme peu à peu et la clientèle demeurant fidèle dans sa grosse majorité, les Caisses d'épargne ne peuvent que se féliciter d'avoir recouru à cette méthode.

LE PROJET DE CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE

Un des dangers les plus graves auquel fût exposée l'organisation des Caisses d'épargne allemandes a été celui de la création d'une Caisse postale. Les succès obtenus dans cet ordre d'idées par l'administration en Grande-Bretagne furent si intéressants après qu'une Caisse eût été fondée en 1861 que différents pays européens, tels que la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et la France voulurent l'imiter. Les dirigeants prussiens étudièrent un projet analogue, mais ils n'eurent jamais l'intention de copier fidèlement l'organisation anglaise. Leur attention avait surtout été attirée par les facilités qu'eût été susceptible de donner le nombre considérable de bureaux de poste allemands à la clientèle pour ses versements et ses retraits. La possibilité de profiter des heures d'ouverture des guichets de la poste, heures relativement nombreuses, semblait aussi éminemment avantageuse à l'administration prussienne.

Ces différentes raisons firent inviter, à titre d'essai, toutes les Caisses d'épargne de la région rhénouestphalienne à utiliser les bureaux de poste à dater du 1^{er} avril 1872 comme bureaux accessoires de dépôt

et de versement. Mais celles-ci se refusèrent unanimement à se prêter à cet essai, prétendant qu'elles n'en voyaient pas la nécessité et que d'autre part les taxes à ristourner à la poste de 1 1/2 % pour les versements et de 1 % pour les retraits étaient sensiblement trop élevées.

La question de la création d'une Caisse d'épargne postale fut de nouveau discutée quand en 1884, le gouvernement du Reich déposa au parlement un projet de loi visant à créer une organisation de cette nature. L'exposé des motifs en est intéressant à connaître ; il se résume ainsi : « Les Caisses d'épargne aussi bien en Prusse que dans le reste de l'Allemagne ne sont pas restées fidèles à leur première mission qui était de recevoir en dépôt et de faire fructifier exclusivement les économies des classes laborieuses. Tout au contraire, elles ont essayé et non sans succès de jouer le rôle de banque de dépôt, mettant ainsi à profit l'habileté qu'elles avaient acquise et dès ce moment ont recherché avec beaucoup plus d'ardeur les gros dépôts que les petits. Une des raisons de l'échec partiel de la mission des Caisses d'épargne vis-à-vis des classes pauvres est certainement imputable au fait que leurs guichets ne sont pas assez facilement accessibles. Le nombre des heures d'ouverture est vraiment trop limité et la possibilité d'autoriser la pratique des virements de compte à compte ne peut que très difficilement être envisagée. Quel moyen plus efficace que l'utilisation des guichets postaux pour répondre à ces

différents desiderata ? Les bureaux de postes ne sont pas comme ceux des Caisses d'épargne uniquement installés dans les villes importantes ou dans les gros bourgs ; ils sont répartis dans tout le pays, ouverts à tout moment et de plus les facteurs ruraux pourraient être chargés de recevoir les fonds et de les transmettre au bureau auquel ils sont attachés. La vente de timbres d'épargne pourrait se concilier facilement avec cette organisation et un système de compensation par virements entre les différents bureaux de poste pourrait être créé. »

Etant donné l'échec des tentatives amiables faites par l'administration des postes pour organiser une coopération entre elle et les Caisses d'épargne, il n'existait qu'une possibilité, c'était de créer par voie législative une organisation nouvelle. Tout bureau de poste remettait un livret de Caisse d'épargne à toute personne désireuse de s'en faire ouvrir un, des versements et des retraits pouvaient être effectués par le déposant sur présentation de ce livret dans chaque bureau postal. Ces dispositions furent attaquées vivement lors de la discussion du projet de loi devant le Reichstag. Les petites Caisses d'épargne se seraient ressenties terriblement de cette concurrence nouvelle et le crédit hypothécaire octroyé dans des conditions si satisfaisantes par les organisations communales aurait été sapé. Aussi, comme il paraissait indispensable de maintenir le système existant, il était nécessaire de limiter l'activité de l'organisation à créer à l'en-

caissement des dépôts et au paiement des retraits.

Finalement, la commission du Reichstag décida en 1885 de ne rien retenir du projet ; une autre proposition en 1904 ne fut pas non plus prise en considération.

Les difficultés auxquelles on se heurte sont toujours les mêmes. Ou bien l'on se bornera à faire des bureaux de poste de simples guichets d'encaissement et comme les sommes susceptibles d'y être versées seront d'une importance minime, il sera nécessaire de percevoir des taxes assez lourdes ou bien l'on substituera à l'organisation existante une organisation nouvelle au grand détriment des besoins locaux de crédit. Conformément aux directives du paragraphe 1, chiffre 3 du statut-type, les Caisses publiques gèrent les fonds qui leur sont confiés en les prêtant à des personnes bien connues d'elles ou à des organismes locaux qu'elles peuvent surveiller. La Caisse d'épargne postale, par contre, versera les fonds recueillis à la Banque d'empire ou à tout autre institut central susceptible d'être désigné et ne sera qu'un échelon de plus et par conséquent inutile et coûteux entre les déposants et les personnes désireuses de contracter un emprunt.

Croit-on d'autre part, que l'ouverture des 46.744 bureaux de poste existants en Allemagne aux opérations d'épargne soit un fait capable de balancer les inconvénients signalés plus haut ? Le nombre de Caisses d'épargne existantes (3.236 caisses, 1.678 succursales et 6.635 guichets) paraît amplement suffi-

sant pour répondre à tous les besoins si elles savent mettre en pratique les méthodes d'encaissement à domicile auxquelles nous avons fait allusion dans un chapitre antérieur.

Enfin, la fusion du système de virements postaux avec une Caisse d'épargne postale, ne paraît pas non plus présenter d'utilité. L'organisation du réseau des caisses de virement affiliée à celle des Caisses d'épargne a donné en effet les meilleurs résultats comme nous le verrons plus loin.

LA PROPAGANDE

La presse.

L'association des Caisses d'épargne publie la *Deutsche Sparkassenzeitung*, journal très bien fait paraissant depuis décembre 1924 trois fois par semaine. Les fonctionnaires des Caisses d'épargne sont ainsi tenus au courant de toutes les questions actuelles susceptibles de les intéresser. C'est aussi un organe fort vivant de défense des intérêts des Caisses d'épargne. Tous les mois, il donne dans ses colonnes une nomenclature de tous les livres et articles parus sur la matière. La *Sparkasse* est une revue mensuelle à tendance plus scientifique ; enfin beaucoup d'associations provinciales publient elles-mêmes un périodique.

Le rôle de la presse appartenant à l'organisation est aussi de rechercher par quel moyen elle peut atteindre le grand public pour lui faire comprendre les avantages de l'épargne. Les bons articles de ces journaux spécialisés sont reproduits par les grands quotidiens et peuvent ainsi influencer l'opinion du pays.

Après l'inflation un gros effort de propagande a été fourni par l'organisation des Caisses d'épargne.

Elle a fait publier, par exemple dans le supplément illustré du *Berliner Börsen Courier* un numéro spécial consacré au nouveau mark sous le titre *Tu peux de nouveau épargner*. En première page, on trouve une reproduction d'une pièce de un mark avec la légende : « Le point de départ de ta nouvelle fortune, si au lieu de le garder en poche, tu le déposes à la Caisse d'épargne. » Un article est consacré au paiement par compensation. Des illustrations montrent les dangers de la thésaurisation : pas d'argent et le cycle entier des producteurs et consommateurs en est affecté ; des capitaux, les affaires sont florissantes et le bien-être de tous est assuré.

D'autres illustrations montrent l'avènement du pfennig qui signifie le retour à la « Pfennig-Kalkulation », calcul des prix à un pfennig près, dont les Allemands étaient si fiers avant la guerre. Le nouveau pfennig remplit d'aise le commerçant sérieux : « Quelques pfennigs de bénéfice, je peux livrer à nouveau ! » et confond au contraire le mercanti. Deux gravures opposent hier à aujourd'hui : 1^o l'apprenti Charles, devenu directeur général d'une « Inflation A. G. » éclabousse avec son auto son ancien patron ; 2^o l'apprenti Charles, remercié comme directeur général est forcé par le Rentenmark de rentrer comme apprenti dans son ancienne fabrique.

Le cinématographe.

La propagande par le cinématographe n'est pas moins active. Elle a commencé par la projection dans toutes les salles d'Allemagne d'un film livré aux Caisses d'épargne qui le font projeter par les établissements cinématographiques de leur circonscription, intitulé : « Tous à la Caisse d'épargne » qui est une sorte de gazette dont les légendes rimées sont destinées à frapper l'imagination des spectateurs : « Qui dédaigne le pfennig n'est pas digne du taler ». — « Avec l'épargne nous nous moquerons de la livre et du dollar ». — « Si 20 millions d'Allemands épargnaient chacun un mark par semaine, à la fin de l'année l'épargne allemande serait augmentée d'un milliard ».

Autre film de propagande : une pièce d'argent personnifiée sort d'une tirelire et appelle du geste et de la voix les pfennigs. Ceux-ci sortent de partout : du bas de laine, du gilet, etc... L'orateur déclame une petite poésie dans laquelle il les incite à marcher vers le livret de Caisse d'épargne. Tous se groupent sous une bannière sur laquelle est inscrit « Auf zur Sparkasse ».

Deux jeunes gens se marient ; mais n'ont pas de logement. Ils cherchent, vont à l'office spécial, mais sont découragés en voyant la masse de gens qui y font queue. Ils entrent dans une grande maison en construction, mais le concierge auquel ils s'adressent

leur fait remarquer que tout est loué. Désespérés, ils aperçoivent enfin une affiche de la Caisse d'épargne spécialisée pour les constructions des maisons d'habitation. Ils y courent. Tous les mois ils font un dépôt ; au bout d'un an, la maison s'élève ; des sacs de monnaie vont de la caisse d'épargne au chantier où ils se crèvent et où chaque pièce se transforme en pierre de taille. L'apothéose représente une maison superbe où les jeunes époux font une entrée triomphale.

La radiodiffusion.

La T. S. F. est aussi mise à contribution. Quelques réclames brèves, mais quotidiennes à l'heure des enfants ou des ménagères. Des conférences hebdomadaires sur des sujets divers tels que les comptes bloqués dans un but de voyage, pour la constitution d'une dot ou l'achat d'une machine à coudre. Tous les mois une conférence spéciale sur la situation générale de l'épargne.

Enfin, les Caisses ont institué un jour spécialement consacré à l'épargne où la propagande s'intensifie par la remise gratuite de livrets à certaines catégories d'écoliers, par différents avantages accordés aux personnes effectuant des dépôts, etc., etc...

LA CONSTRUCTION DE MAISONS D'HABITATION ET LES CAISSES D'ÉPARGNE

La crise du logement et les moyens d'y parer.

La crise du logement, si sensible en France a, sévi et sévit encore en Allemagne avec une acuité toute particulière. Aux causes générales de cette situation, communes à la plupart des pays d'Europe, telles que l'arrêt de la construction pendant les années de guerre, l'exode rural et l'habitude prise de se loger plus spacieusement qu'auparavant, s'ajoute ici une augmentation de la population, passée pour le territoire actuel du Reich de 59,18 millions en 1919 à 62,41 millions en 1925, et accrue régulièrement depuis lors d'un effectif annuel d'un demi-million par le jeu de l'excédent des naissances sur les décès. L'Allemagne a vu en même temps s'accroître le nombre des ménages par suite de la suppression du service militaire obligatoire et elle a dû pourvoir au logement de nombreuses familles refluant des territoires cédés en 1919.

Les difficultés monétaires aidant, le gouvernement de Berlin s'était vu dans la nécessité d'instituer

dans toutes les localités au lendemain de la guerre des Offices des logements qui eurent tous pouvoirs pour effectuer le recensement des appartements existants, les attribuer le cas échéant aux plus anciens demandeurs, en rechercher le loyer de 1914, et maintenir le prix des baux, tant que le mark-papier demeura la seule monnaie, à un niveau correspondant aux revenus des locataires, niveau très bas d'ailleurs.

Ce système de contrôle des logements a été la base même de l'organisation qui eut pour tâche, la stabilisation monétaire effectuée, de recueillir les fonds nécessaires à la construction des logements. En effet, ce fut surtout à la propriété bâtie, et indirectement aux locataires des logements existants, que l'on demanda les fonds nécessaires aux constructions nouvelles. Voici comment : le loyer d'avant-guerre fut conservé comme base, et le locataire dut en acquitter au propriétaire d'abord 68 %, puis par paliers progressifs, 120 %, taux actuel. Un logement loué 1.000 marks en 1914 vaut donc 1.200 marks en monnaie-or. Mais sur cette somme le propriétaire doit lui-même reverser au fisc des quotes-parts variant actuellement de 20 % à 48 % du loyer de base, suivant les régions. Ces reversements servent, pour une part, à alimenter les budgets locaux, l'autre part étant affectée aux constructions nouvelles (par moitiés le plus souvent).

Il est évident que ces dispositions, arrêtées fin 1923, ne devaient pas tarder à faire affluer dans les

caisses publiques une masse de disponibilités très importantes, dont la constitution coïncida avec le développement très accentué du chômage, autre conséquence de la restauration monétaire. Il était donc doublement de l'intérêt du gouvernement allemand de pousser très activement les constructions nouvelles assurant ainsi, directement ou indirectement, des possibilités de travail aux chômeurs, plutôt que de payer à ceux-ci des secours stériles. Ce sont surtout les municipalités qui ont pris en mains la direction des travaux. Autour des villes allemandes surgirent grâce à ces mesures d'importants quartiers neufs. C'est ainsi que la ville de Cologne (730.000 habit.) construit environ 5.000 logements par an. L'Etat de Prusse, qui retient 48 % du loyer de base sur les 120 % acquittés par les locataires et qui en emploie 26,66 % en faveur des constructions nouvelles, a fait un effort considérable : alors que sa population est de quelque 39 millions d'habitants, l'excédent des logements bâtis sur ceux qui ont dû être démolis (pour raison de vétusté notamment) a été de 129.000 en 1926, 178.500 en 1927 et 186.770 en 1928.

Mais cette aide de l'Etat, pour importante qu'elle fût, n'était pas suffisante et il fallut faire appel à diverses autres sources de crédit dont nous trouverons ci-après l'énumération pour l'année 1927. Il y avait 270.000 maisons à construire dont le coût pouvait être évalué à 3 milliards. Les crédits fournis directement par le Reich se montaient à 180. mil-

lions ; les autres crédits publics à 120. Les fonds provenant de l'impôt sur les loyers à 800 millions ; ceux mis par les Caisses d'épargne à la disposition du public à 250 millions ; par les Compagnies d'assurances à 150, par les banques hypothécaires à 200 et par divers établissements publics de crédit à 180 millions. Le capital propre appartenant aux constructeurs pouvait se monter à 350 millions et 770 autres millions provenant de sources diverses.

L'aide des Caisses d'épargne.

On voit donc que les Caisses ont considéré comme un de leurs devoirs primordiaux d'encourager la construction de maisons d'habitation et spécialement celle de logements appartenant à de petites gens. Avant la guerre, on estime à 13 milliards les sommes dépensées dans ce but.

Pendant la période inflationniste, il ne fut construit que grâce aux subventions de l'Etat ou des communes. Ce n'est guère que depuis 1927 que le marché de l'argent paraissant plus favorable et que le taux des intérêts baissant, il parut possible d'intéresser le capital privé à la construction. Le taux des loyers anciens ayant atteint celui d'avant-guerre, il apparut que les intérêts à servir pour les hypothèques et le capital engagé ne seraient pas plus élevés que le loyer légal des vieilles habitations.

Pour les constructions nouvelles, les Caisses peu-

vent consentir des crédits, garantis par première hypothèque, se montant à 50 % de la valeur de la construction et du terrain. Jusqu'à présent on n'avait pas voulu dépasser le pourcentage de 40 %, mais les Caisses considèrent maintenant qu'elles peuvent aller jusqu'à 50 % par suite de l'égalisation intervenue entre ancien et nouveau loyer. L'ordonnance du 5 mars 1927 du ministre prussien de l'assistance publique permet même de pousser à 60 % en obtenant de la communauté garante la disposition de certains fonds réunis grâce à l'impôt sur les loyers (Bürgschaftfond).

Le taux de l'intérêt doit être aussi bas que possible. Il peut être de 7 % dans les circonstances actuelles.

Si les fonds mis à la disposition de la clientèle par les Caisses d'épargne ne suffisaient pas, celles-ci s'arrangeraient pour que les intéressés puissent jouir de Zwischenkredite, c'est-à-dire que des établissements de crédit public ou des banques hypothécaires privées prêteraient les fonds nécessaires aux Caisses qui les distribueraient. Grâce à leur connaissance de la clientèle et de ses besoins, elles rendraient ainsi un service de premier ordre tout à la fois à la clientèle et aux banques.

Quelques chiffres éclaireront l'importance de l'aide apportée par les Caisses d'épargne :

Si l'on admet que la valeur de la construction et celle du terrain représentent 10.000 marks, le crédit hypothécaire accordé par la Caisse pourra se monter

à 60 %, c'est-à-dire à 6.000 marks ; les intérêts à verser par le propriétaire se monteront à 7 % sur les deux premiers tiers de cette somme (soit sur 4.000 marks) et représenteront une valeur annuelle de 280 marks. Sur l'autre tiers, l'intérêt s'élèvera à 1 %, donc à 20 marks. La différence d'intérêts de 6 % entre l'intérêt normal de 7 % et celui de 1 % demandé pour la première tranche sera fournie par les fonds de l'impôt sur les loyers. Un crédit hypothécaire s'élevant à 30 % du capital soit à 3.000 marks sera financé également par les fonds de l'impôt sur les loyers. L'intérêt étant de 1 %, il se montera donc à 30 marks. Le capital propre du propriétaire sera généralement de un dixième du capital nécessaire à la construction, soit de 1.000 marks représentant 70 marks d'intérêts. Si l'on évalue les frais d'administration annuelle à 100 marks, on trouve que le total des charges annuelles pour le propriétaire s'élèvera à 500 marks ; somme qui paraît absolument raisonnable étant donné le confort de l'habitation construite.

Comptes bloqués.

Les livrets bloqués, dont nous avons étudié l'organisation dans la première partie ont servi également à constituer des fonds destinés à la construction de maisons d'habitation. Les Caisses hessoises ont été les premières à pratiquer ce genre d'épargne

affectée uniquement à un but déterminé. Les dépôts versés à ce compte spécial jouissent d'un intérêt qui est généralement supérieur à l'intérêt normal. Si le déposant est autorisé à retirer ses fonds sans en faire l'emploi prévu statutairement, il n'a droit qu'à l'intérêt ordinaire. La Caisse d'épargne s'entremet pour faire obtenir à l'épargnant des subventions spéciales de l'Etat dans les meilleures conditions possibles. La différence d'intérêt que verse la Caisse en supplément représente pour cette dernière une charge minime dont l'importance est d'ailleurs largement compensée du fait qu'une foule de gens qui sans cette organisation spéciale n'auraient jamais franchi les portes de cet établissement, contractent l'habitude d'y déposer leurs économies et constituent une clientèle nouvelle.

Les Caisses d'épargne spécialisées dans la construction de maisons d'habitation.

Des Caisses d'épargne spéciales ont été instituées, basées sur le système de l'épargne collective. Voici en quoi consiste ce système :

La somme nécessaire à la construction d'une maison est en moyenne de 10.000 marks. Admettons que l'épargne annuelle des clients de la Caisse se monte à 1.000 marks. Si 10 personnes se réunissent, il est évident que l'une de celles-ci sera mise dans la possibilité de faire construire une maison dès la

première année alors qu'individuellement chacune d'elles devrait attendre 10 ans pour le faire. Cependant il y a des inconvénients certains à cette manière de faire. Si un des adhérents voit mettre à sa disposition dans un délai relativement rapide les sommes nécessaires à la construction d'une maison d'habitation, d'autres attendent au contraire plus longtemps que s'ils se faisaient ouvrir un compte ordinaire. Ce n'est pas en effet à l'expiration de la dixième année que l'épargnant individuel voit ses 10.000 marks complétés, mais dès la huitième si l'intérêt est de 5 1/2 %. Il est donc nécessaire pour rendre l'épargne collective intéressante de faire en sorte qu'aucun de ses adhérents ne soit plus maltraité que l'épargnant individuel si d'autres le sont mieux. C'est d'ailleurs ce qui a été réalisé de par le jeu des intérêts, car il est possible de construire les sixième et septième maisons dans le cours de la sixième année, les neuvième et dixième dans le cours de la septième.

Cette méthode a été fort attaquée par les Caisses d'épargne publiques et a pu l'être parce qu'elle avait été mise en pratique par des organisations assez peu recommandables. Puis l'ordre à observer pour apporter satisfaction à la clientèle a engendré des systèmes très différents en ce qui concerne la priorité. Certaines Caisses s'en sont remises au tirage au sort, d'autres à l'ordre d'inscription, à l'âge, au montant des versements, ce qui est le système le

plus dangereux, les adhérents s'épuisant dans une concurrence acharnée qui les pousse à s'endetter. Il est en outre nécessaire de constituer un fonds de réserves qui permette de faire face à des éventualités telles que la démission d'adhérents.

Après de nombreuses années où l'association des Caisses d'épargne défendit le principe de l'épargne individuelle et combattit énergiquement celui de l'épargne collective, le comité directeur s'est décidé cependant, le 28 février 1928, à mettre sur pied une organisation basée sur la dernière de ces méthodes.

Ce seront les associations provinciales pour la Prusse, de pays pour les Lânder qui créeront ces organismes spécialisés ; mais la propagande et les renseignements à fournir sur les adhérents éventuels seront l'affaire des Caisses d'épargne. Ce seront elles qui conclueront les contrats et gèreront les fonds recueillis jusqu'à ce que les Caisses de construction en aient l'emploi.

Le financement de la construction pourra être réalisé ou bien par le versement total des fonds nécessaires par l'intéressé, ou bien par des crédits hypothécaires accordés soit par la Caisse d'épargne dont il est le client, soit au titre de l'impôt sur les loyers. La sécurité de ces crédits sera assurée du fait qu'ils ne seront accordés qu'à des personnes sur lesquelles tous renseignements utiles auront été recueillis au point de vue moralité et situation financière. Des réserves importantes devront être constituées. Une garantie accessoire pourra être exigée des communes. Au

cas de mort du débiteur, une assurance devra être contractée qui permettra le paiement des sommes encore dues. Les Caisses pourront éventuellement constituer par ce même système d'épargne collective des dots, des fonds nécessaires à la poursuite d'études, etc...

La somme appartenant en propre à l'intéressé devra représenter 25 % de la dépense totale et n'être pas inférieure à 3.000 marks. Différents tarifs sont prévus pour l'amortissement suivant que la période de construction sera de 9, de 12 ou de 15 ans. Le taux serait par exemple de 8,29 % de la somme prêtée si la période est de 9 ans et de 4,66 % si elle est de 15. Dans le cas le plus favorable, l'intéressé pourra jouir de la possession de sa maison dans un minimum de trois mois. En tout cas, elle sera toujours terminée avant l'expiration du délai prévu.

LE STATUT JURIDIQUE DES CAISSES D'ÉPARGNE DANS LES DIFFÉRENTS ÉTATS ALLEMANDS

Le statut juridique des Caisses d'épargne ne relève pas du droit d'empire, chaque Etat allemand est maître de sa propre législation en ce qui les concerne. Ainsi s'explique la diversité des solutions adoptées qui cependant n'est pas telle qu'elle puisse être un obstacle à l'unification complète, dont le statut type de 1927 permettra la réalisation.

La personnalité des Caisses d'épargne prussiennes est, ainsi que nous l'avons vu, incontestablement incorporée à celle de la communauté garante. Les instituts prussiens ne jouissent pas de la personnalité juridique, à l'exception très rare de la Caisse d'épargne municipale de Berlin et de certaines Caisses provinciales. Ils sont soumis au contrôle de l'Etat et leurs statuts doivent être approuvés par l'Oberpräsident. Les communautés garantes sont responsables de leur gestion pour la totalité de leurs biens. Le règlement de 1838 est le texte législatif auquel il faut toujours se rapporter en ce qui les concerne. Les autres textes importants sont le décret ministériel du 20 avril 1909 introduisant la pra-

tique du chèque, la loi du 23 décembre 1912 concernant le placement de leurs fonds en obligations au porteur et le décret du 15 avril 1921 étendant la limite des affaires qu'ils sont en droit de traiter.

En Bavière, les Caisses d'épargne n'ont pas non plus de personnalité juridique à l'exception des quatre caisses de Cobourg. Ce sont uniquement des établissements communaux ou de districts, la communauté garante assumant l'entière responsabilité. Aucune loi ne règle leur statut. Une circulaire ministérielle bavaroise du 1^{er} janvier 1912 modifiée le 24 janvier 1923 contient les dispositions nécessaires à leur établissement.

Même situation en Saxe. Pas de personnalité juridique, responsabilité des communautés qui ont créé les Caisses. De nombreuses circulaires ministérielles règlent leur activité. Les Caisses d'épargne saxonnes doivent se consacrer uniquement à l'épargne. Elles ont donc conservé le type pur que nous venons de décrire dans les pages qui ont précédé, toutes les affaires de caractère spécialement bancaire et particulièrement les virements et les opérations par chèques sont réservés à l'activité des Caisses de virement.

Le Wurtemberg possède aussi des Caisses d'épargne dont la caractéristique est d'être des établissements communaux sans personnalité juridique. L'ordonnance du 28 juillet 1906 sur les communes et districts fixe leur statut. Elles sont autorisées à pratiquer les opérations par chèques.

Nous trouvons en Bade la première exception au principe général. Les Caisses d'épargne sont cette fois des établissements autonomes doués de la personnalité juridique. La responsabilité de la communauté qui les a fondées et de leur conseil d'administration se fonde uniquement sur les prescriptions du droit commun. La loi organique est celle du 9 avril 1880, modifiée par celle du 28 juillet 1923. Les opérations par chèques sont autorisées du fait de cette dernière loi.

La Hesse reconnaît également la personnalité juridique des Caisses d'épargne publiques du moment où elles sont autorisées par le ministre. La responsabilité des cercles et des communes est engagée du fait de leurs agissements, celle du Comité directeur ne l'est que conformément aux prescriptions générales du Code civil allemand. La loi qui règle les questions relatives aux Caisses d'épargne est celle du 8 août 1902. Les statuts particuliers spécifient à quelles conditions les opérations par chèque sont autorisées.

En Thuringe règne la diversité la plus complète. La plupart des Caisses d'épargne sont fondées par des communautés qui assument la garantie, mais cependant on en trouve un certain nombre qui sont la création d'associations charitables. La personnalité juridique est la règle pour ces deux catégories de Caisses; mais des exceptions se rencontrent. Aucune loi ne s'occupe de réglementer leur activité. Les statuts adoptés par ces instituts et soumis à l'ap-

probation du gouvernement en tiennent lieu. Ce sont eux qui autorisent le cas échéant les Caisses à pratiquer les opérations par chèques et virements.

La « Caisse d'épargne du Pays » jouit en Brunswick d'un monopole. C'est un établissement public, autonome, à personnalité juridique, ayant un patrimoine propre. L'Etat de Brunswick engage sa responsabilité pleine et entière pour tous les contrats passés par elle.

En Mecklembourg, les Caisses jouissent de la personnalité juridique, avec responsabilité des communautés garantes. Pas de loi organique, chaque Caisse fait approuver son statut. En 1926, le ministère a cherché à unifier le droit existant et promulgué un statut type qui sera probablement à bref délai remplacé par le statut allemand de 1927.

L'Oldenbourg ne reconnaît pas la personnalité juridique des Caisses d'épargne. Loi organique de 1912 modifiée en 1920. Loi organique également pour le petit pays de Birkenfeld. En Lippe et en Anhalt, ce sont les statuts des Caisses qui fixent le droit applicable.

Enfin, le sénat des villes hanséatiques a le rôle d'approuver les statuts qui lui sont soumis. Les Caisses d'épargne existantes sont pour la plupart fondées par des associations de bienfaisance. Le nombre des établissements communaux est très réduit.

Ayant ainsi passé en revue les différentes modalités adoptées pour les statuts juridiques des Caisses

d'épargne allemandes suivant les états auxquels elles appartiennent, il est permis de se demander si cette diversité a eu de sérieux inconvénients ? En réalité malgré certaines exceptions, l'évolution du droit a été parallèle dans ses grandes lignes dans toutes les parties de l'empire allemand, et aujourd'hui où, de par l'extension toujours plus considérable des affaires de crédit et leur étroite interpénétration, une unification semble véritablement désirable, la question est mûre et sa solution grâce à l'adoption généralisée du statut type paraît proche.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION BANCAIRE DES CAISSES D'ÉPARGNE

LA LOI DU 11 MARS 1908 ET LE DECRET DU 20 AVRIL 1909.

Afin de lutter contre le danger d'une mainmise de l'administration des postes sur l'organisation des Caisses d'épargne, ces dernières se fédérèrent en 1884 et constituèrent un « Deutscher Sparkassenverband » qui prit certaines initiatives intéressantes. Elles s'entendirent, sur la proposition de cette association, pour permettre au détenteur d'un compte de virer celui-ci, sans aucun frais, d'une Caisse sur une autre. Cette facilité fait encore l'objet d'une disposition du statut type de 1927. On lit en effet au paragraphe 19 : « Sur le désir du déposant, la Caisse d'épargne transfère les fonds en dépôt à une autre Caisse et reçoit les fonds qui font l'objet d'un transfert de la part d'une Caisse étrangère. » Ces établissements renoncèrent aussi en pratique à l'application de la clause de sauvegarde et augmentèrent considérablement la limite maximum des dépôts autorisés.

En 1895, le ministre des Finances Miquel proposa une réforme complète permettant aux Caisses d'épargne d'acheter et de vendre tous les titres cotés en bourse et de pratiquer les opérations en compte courant. Mais la question n'était pas mûre, et cette identification avec les banques fut unanimement repoussée par les intéressés.

La crise économique de 1906-1907 amena une augmentation du taux de l'escompte de la banque d'empire telle que les dirigeants s'efforcèrent de l'enrayer par tous les moyens. Afin de libérer une partie des capitaux que des méthodes arriérées de circulation condamnaient à l'improductivité et de parer aux difficultés que l'extension croissante de l'industrie et du commerce apportait aux paiements en numéraire, on s'efforça de réduire au minimum les règlements en espèces par une amélioration de la loi sur les chèques.

Une loi spéciale, réglementant leur émission, promulguée le 11 mars 1908, reconnut aux Caisses d'épargne « la capacité passive en matière de chèques » (passive Scheckfähigkeit), c'est-à-dire la possibilité pour la clientèle de déposer certaines sommes dans ces instituts sur lesquelles il serait loisible de tirer par chèques. Le principe étant établi, il était nécessaire de préciser les possibilités nouvelles qui s'ouvraient à l'activité des Caisses d'épargne. L'extension de leurs opérations était en effet vivement désirée. Bien que l'importance des affaires traitées par elles eût très sensiblement pro-

gressé en valeur absolue, les dépôts effectués dans les banques et les associations de crédit mutuel avaient néanmoins augmenté dans une proportion bien supérieure depuis 1870. Un décret pris le 20 avril 1909, donne suite à ces desiderata et est donc intéressant à connaître.

Tout d'abord, dans le cours de son exposé de motifs, le ministre remarque que les opérations autorisées ne constituent pas une des obligations fondamentales des Caisses d'épargne, mais une branche accessoire de leur exploitation (*Nebenbetrieb*). Le texte du décret spécifie ensuite que des chèques peuvent être tirés aussi bien sur les dépôts d'épargne que sur les dépôts à caractère bancaire, de virement et en compte courant.

En ce qui concerne les premiers, le livret d'épargne devra être remis à l'administration de la Caisse, qui ou bien le conservera en dépôt dans ses coffres ou bien y inscrira une formule spéciale faisant ressortir qu'il n'existe aucune garantie du fait que la somme portée sur le livret représente effectivement la somme en dépôt, des retraits par chèque ayant pu se produire sans qu'il en ait été fait mention.

Les dépôts à caractère bancaire se différencient des dépôts d'épargne. Pour ces derniers il y a remise aux déposants d'un livret de Caisse d'épargne et application stricte des clauses étudiées dans la première partie, alors que les premiers dits « *Depositeneinlagen* » sont des fonds d'une certaine importance dont le versement donne lieu à la remise d'un

simple reçu et pour le remboursement desquels des préavis sont généralement prévus. Les dépôts en comptes de virement et en compte courant sont disponibles à vue. Les comptes de virement sont toujours créditeurs, tandis que pour les dépôts en compte courant, le client peut être indifféremment débiteur ou créancier. Sur tous ces comptes, il est permis de tirer par chèque, cependant sur le compte courant ce ne peut être que jusqu'à la limite des crédits accordés par l'établissement.

Les opérations de virement présentent des avantages considérables tout à la fois pour la clientèle et pour les Caisses. La première instruite, grâce à une propagande bien conduite, des facilités que lui réservait l'organisation nouvelle, s'est recrutée surtout dans le monde des petits commerçants. Certaines maisons ont consenti après accord avec leurs employés à payer les traitements par un virement sur les Caisses d'épargne. Celles ci sont arrivées, d'autre part, grâce à l'institution de comptes de virement, à récupérer des sommes laissées inactives par des maisons de commerce qui désirent être en mesure de répondre à tout moment à leurs engagements.

Pour tous ces motifs, la pratique des virements ne pouvait prendre que la plus grande extension. Elle a remplacé au plus grand profit de l'économie monétaire, le déplacement des espèces. Autrefois, le client qui était dans l'obligation d'effectuer un paiement, devait se présenter à la Caisse d'épargne

muni de son livret et verser en monnaie la somme destinée à son créancier qui peut-être le même jour la reportait à la même Caisse. Aujourd'hui, ces trois opérations peuvent être réalisées par un ordre de virement unique, sans qu'il ait été fait appel au numéraire.

LES AFFAIRES BANCAIRES TRAITÉES PAR LES CAISSES D'ÉPARGNE.

Les opérations bancaires autorisées.

Ce ne fut que progressivement que les Caisses d'épargne entrèrent dans la voie ouverte par le décret du 20 avril 1909. La guerre contraignit les Caisses, qui cependant s'étaient montrées très opposées à cette transformation, à organiser une section bancaire. Le gouvernement allemand avait intérêt pour le placement de ses emprunts successifs, à leur faire appel, car elles étaient en relations beaucoup plus étroites avec la masse de la population que les banques de dépôts. Les Caisses d'épargne rendirent des services très appréciables en cette circonstance ; non seulement elles souscrivirent elles-mêmes aux emprunts d'empire, conformément aux dispositions du décret du 12 septembre 1914, mais encore elles facilitèrent à leurs clients ces opérations. C'est ainsi que 24 % des emprunts émis pendant la guerre furent souscrits par elles.

Les Caisses d'épargne ayant montré de cette manière les ressources très réelles qu'elles offraient au point de vue bancaire, de nombreuses communes jugèrent utile d'avoir recours à elles, d'autant plus

que la guerre a été l'occasion d'une augmentation très importante de l'activité financière des collectivités publiques locales. Des charges écrasantes pesaient, en effet, sur les cercles et les villes qui cherchaient à y faire face, notamment par une augmentation des recettes des diverses entreprises gérées par eux. La socialisation des organismes de répartition des céréales, du sucre et des pommes de terre, du charbon et des lubrifiants, exigeait des disponibilités beaucoup plus considérables qu'avant la guerre. C'est pour cette raison qu'il parut nécessaire d'étendre les possibilités des Caisses d'épargne. La proportion maxima des prêts à long terme qui pouvaient être consentis, était de 25 % des disponibilités, elle fut portée à 33 %. Mais, ce dont les organisations officielles eurent surtout besoin par la suite, ce fut de crédits à court terme. Pendant la période aiguë de l'inflation, ces prêts furent très appréciés par les communes auxquelles ils procurèrent des soulagements certains ; par contre ils s'avérèrent désastreux pour les Caisses d'épargne.

Les conséquences de la période inflationniste furent d'ailleurs déplorables à tous points de vue pour ces dernières. En effet, les frais d'administration croissaient dans une proportion qui n'était nullement contrebalancée par une augmentation du chiffre d'affaires, puisque la clientèle se refusait à faire de nouveaux dépôts, voyant de jour en jour leur valeur-or diminuer. Il devenait absolument indispensable aux Caisses d'épargne de s'ouvrir un

nouveau champ d'activité. C'est ainsi qu'après leur avoir accordé la seule autorisation d'acheter des titres d'emprunts d'Etat, le gouvernement dut aussi leur permettre de gérer les portefeuilles de leurs clients (service de coupons, amortissement, etc...). L'assimilation aux banques se poursuivait donc. Par la suite, l'autorisation, qui n'avait été accordée que pour les papiers d'Etat, fut étendue aux autres valeurs : actions et obligations de toutes sortes ; en outre, il fut expressément permis aux Caisses d'épargne, non seulement d'acheter, mais aussi de vendre toutes les valeurs considérées comme pouvant constituer des biens pupillaires, l'achat seul des autres valeurs étant autorisé.

Les prêts garantis par hypothèques et les crédits à long terme accordés aux communes et aux associations de communes, devenaient, par suite de l'inflation, non seulement désavantageux mais de plus en plus dangereux. Les Caisses d'épargne ne pouvaient plus se livrer qu'à des opérations ne nécessitant pas une immobilisation trop longue des capitaux. C'est pourquoi elles furent autorisées par le décret du 15 avril 1921 à pratiquer des opérations bancaires, telles que le prêt sur titres dans les mêmes conditions que les banques privées. Ce décret supprimait la proportion de 10 % à maintenir pour les dépôts en comptes courants vis-à-vis des dépôts d'épargne pure. Il autorisait pleinement les Caisses d'épargne à consentir des prêts aux associations de droit public, les placements temporaires de fonds dans les banques

publiques ainsi que l'achat et la vente de titres cotés dans les bourses allemandes. Une seule restriction fut maintenue, il leur était interdit de pratiquer la vente et l'achat de devises, mais cette prohibition s'explique d'elle-même si l'on songe que le décret a été pris à une époque où la spéculation sur les devises étrangères était un sujet de préoccupations constant pour le Reich, qui n'estimait jamais sa surveillance assez poussée. Encore était-il permis au ministre de donner l'autorisation nécessaire en cas de besoin dûment prouvé.

Octroi de crédits en compte courant.

Ainsi l'extraordinaire développement de l'économie depuis la fin du dernier siècle a contraint les Caisses d'épargne à une évolution qui était loin d'être prévue par leurs organisateurs. La nature des affaires de crédit est restée la même malgré l'extension du cercle de la clientèle, mais les méthodes employées pour la circulation des capitaux en jeu et la technique interne ont singulièrement évolué. Les opérations avec la clientèle ne sont plus traitées suivant l'ancienne méthode bureaucratique; ce sont les usages des grands établissements de crédit qui ont été adoptés. Au lieu d'accorder un crédit pour une somme fixe, les Caisses tendent de plus en plus à pratiquer les opérations en utilisant le compte courant.

Antérieurement, le bénéficiaire d'un crédit était

dans l'obligation de recevoir la somme totale qu'il avait demandée et qui lui avait été régulièrement accordée conformément aux règles statutaires. S'il n'en avait pas momentanément l'emploi, il devait la reverser à son compte d'épargne. Celui-ci jouissant d'un intérêt inférieur à celui payé par le client pour son compte débiteur, il en résultait une perte. A l'heure actuelle, le client se fait ouvrir un crédit jusqu'à concurrence d'une certaine somme, et peut en prélever uniquement la fraction dont il a besoin. Cette facilité représente une réduction des frais.

Il est à remarquer que cette méthode de consentir des crédits par compte courant n'est pas aussi dangereuse pour la banque qu'on le pensait à l'origine. Il est souvent facile de prévoir à quelle date les intéressés rembourseront le prêt qui leur a été accordé. Pour les agriculteurs par exemple, on n'ignore pas que les crédits seront utilisés jusqu'à la vente de la récolte ; pour les industries saisonnières, on peut savoir à l'avance les époques où il sera fait appel aux banques et celles des remboursements. D'ailleurs, le plus fréquemment les besoins des différents corps de métier se compensent et les sorties quotidiennes sont couvertes par les rentrées, sauf aux jours d'échéance.

Le statut type dans son paragraphe 34 reprend toutes les opérations susceptibles d'être traitées par les Caisses d'épargne. Nous y renvoyons en soulignant l'autorisation accordée depuis 1925 de traiter les opérations sur devises.

INTÉGRATIONS HORIZONTALE ET VERTICALE

Les associations de Caisses d'épargne.

Nous nous sommes rendu compte que les Caisses d'épargne ont pris en Allemagne une extension qui n'est inférieure à celle d'aucun pays, même si l'on ne considère que les facilités qu'elles apportent à la constitution de capitaux. Mais de plus elles n'ont pas hésité à dépasser les limites qui primitivement avaient été fixées à leur activité de manière à donner à leur clientèle toutes les satisfactions désirées. Elles s'attachèrent à développer les opérations de compensation et construisirent pour ce faire un réseau de centrales de virement qui couvrit en peu de temps toute l'Allemagne.

Cette organisation fort complète a été précédée par un mouvement tendant à réaliser une certaine liaison entre les Caisses d'épargne. Celles-ci furent amenées à s'unir entre elles tout d'abord pour des raisons de propagande afin d'expliquer au public les raisons profondes de leur existence. Puis, elles recherchèrent une union plus complète afin de se défendre tout à la fois contre certaines décisions des tribunaux et certaines interventions législatives. En

outre, elles se rendaient compte de l'intérêt que pourrait avoir la constitution d'une organisation bancaire soutenue par la garantie des Caisses d'épargne et des communautés qui les avaient créées.

Ce fut vers 1870 que les directeurs des Caisses d'épargne du district d'Arnsberg en Westphalie, se réunirent pour échanger leurs vues sur l'avenir de leurs établissements. Les résultats obtenus furent si intéressants qu'en octobre 1881 se fonda l'« Association des Caisses d'épargne des Pays rhénans et de Westphalie » dont l'organe fut la *Sparkasse*, journal fondé à Essen. Cette association se convertit en « Union des caisses de l'Allemagne occidentale » ; puis en 1884 se tint à Dortmund un Congrès qui constitua l'« Association allemande des Caisses d'épargne ». Son but était d'après les statuts : « la défense des intérêts communs des Caisses d'épargne et le perfectionnement de leur organisation sur tout le territoire allemand ». L'assemblée générale se tenait à Berlin tous les ans ; l'union était consultée par le ministre de l'Intérieur sur toutes les questions importantes. L'activité des groupements provinciaux affiliés s'est manifestée dans sa forme la plus intéressante par les inspections effectuées par leurs soins.

Ces associations jouaient uniquement un rôle de conseil au point de vue technique ; elles n'avaient pas été conçues dans le but de remplir un rôle financier. Il était nécessaire pour donner à l'ensemble des Caisses

d'épargne une force lui permettant de rivaliser avec les banques privées, de procéder à une nouvelle organisation. L'intégration tout à la fois horizontale et verticale que nous allons décrire a donné aux Caisses d'épargne publiques une importance bien supérieure à celle qu'elles avaient avant guerre. Il convient de retracer l'historique de ce mouvement et de décrire ensuite les opérations auxquelles est appelée à se livrer cette organisation nouvelle.

L'origine de l'organisation de compensation.

L'orientation des Caisses d'épargne vers ces opérations de virement n'aurait pu se produire si les Caisses n'avaient été soutenues par des banques centrales. Ce furent les « Girozentralen » qui leur fournirent l'appui nécessaire et qui constituèrent l'armature des associations de compensation.

L'origine des centrales de virement doit être cherchée dans Provinzialhilfskassen. Ce sont des caisses de crédit rurales qui avaient à peu près le même rôle en matière de crédit que les Caisses d'épargne. Par la suite, elles ont restreint l'importance des prêts qu'elles faisaient à de simples particuliers et elles tendent à ne plus ouvrir de crédits qu'à des associations d'intérêt public ou à des sociétés agricoles.

Les Caisses auxiliaires provinciales apparurent pour la première fois en 1831 en Westphalie. Elles

se développèrent quelque peu dans les autres États et devinrent de véritables établissements de crédit qui prirent le nom de « Landesbanken » ou banques provinciales. En 1903 se réunit une conférence de leurs directeurs qui émirent le souhait de voir créer un organisme unissant les différentes banques provinciales entre elles. Ce vœu ne fut réalisé que pendant la guerre grâce à la fondation de « l'Union allemande des établissements publics de crédit ».

Ces établissements, outre l'aide financière qu'ils apportaient aux communes, opéraient des virements entre les Caisses d'épargne qui leur étaient affiliées ; mais, comme leur organisation ne prit de l'importance que dans l'ouest de l'Allemagne, la réunion de toutes les Caisses d'épargne en un seul faisceau ne pouvait naître de leur association qui ne servit que de modèle.

Les Caisses d'épargne s'étaient rendu compte depuis longtemps de l'utilité de créer des établissements centraux pour l'achat et la vente de titres et pour servir d'offices de compensation. En 1900, un projet avait été élaboré et repoussé d'ailleurs, parce que l'on craignait de donner trop de facilités aux Caisses pour se lancer dans les affaires purement bancaires. Lorsque la loi de 1909 autorisa les Caisses d'épargne à pratiquer les opérations sur chèques, le manque d'un établissement central se fit cruellement sentir. Ce fut dans le royaume de Saxe que le Dr Eberlé-Nossen qui avait préconisé cette réforme de longue date, unit pour la première fois les

banques communales et les Caisses d'épargne en une association de compensation (Giroverband, 1909). Celle-ci effectua d'abord ses opérations par l'entremise de la banque d'Etat saxonne puis par une banque centrale de virement ou Girozentrale fondée à cet effet. Tous les fonds disponibles étaient mis à la disposition de cette centrale qui s'en servait pour régler toutes les opérations de virement nécessaires. Elle attribuait à ses membres un intérêt proportionnel aux sommes versées.

Les autres Etats ne suivirent cet exemple qu'avec hésitation parce que une telle nouveauté effrayait les esprits et qu'il existait en Prusse de réelles difficultés juridiques. Celles-ci ne disparurent qu'avec la loi prussienne du 19 juillet 1911 qui autorisa la formation d'associations de communes dans le but de réaliser des opérations analogues et leur concéda la jouissance de la personnalité publique.

Ce ne furent pas les Caisses qui fournirent les éléments de cette organisation, mais leurs communautés garantes, les premières ne jouissent pas de la personnalité juridique nécessaire pour une telle création. Les cercles et communes d'un même Bezirk entrèrent dans la même association desservie par la même centrale. Dans l'ouest ce furent les Landesbanken qui remplirent l'office des centrales de virement. Puis l'intégration verticale put être poussée plus loin, ces associations de compensation se fédérèrent en une association centrale dont le champ d'action couvrait cette fois tout le

Reich : le « Deutsche Zentrale Giroverband », créé en 1916, dont la banque, créée en 1918, porta le nom de « Deutsche Girozentrale ».

Les anciennes associations de Caisses d'épargne subsistaient encore, mais par la suite ces organisations fusionnèrent avec les associations de virement et en 1924 les trois associations : l'association allemande des Caisses d'épargne, l'association allemande centrale de virement et l'association allemande des établissements publics de crédit formèrent « l'association allemande de Caisses d'épargne et de virement ». Quelque temps plus tard les Landesbanken de Westphalie et de la province rhénane entrèrent dans cette organisation.

Sa structure interne.

L'association centrale aussi bien que les associations provinciales sont des corporations de droit public et ce, de par la loi sur « les associations de circonstance ». La surveillance de l'Etat est exercée par le ministre prussien de l'intérieur. Les associations capables en droit formées pour les différents pays ou provinces prussiennes ainsi que les diverses Landesbanken jouissent du titre de membre de l'association centrale. Fait tout à fait digne de remarque, les unions de Caisses d'épargne constituées dans les territoires cédés de par les clauses du traité de paix ainsi que celles d'Autriche peuvent entrer dans

l'association en qualité de membre extraordinaire.

Les associations provinciales sont responsables de tous les engagements pris par l'union centrale et comme derrière elles, il y a la responsabilité des communautés garantes des Caisses d'épargne, on peut dire que les engagements de l'association des Caisse d'épargne et de virement sont garantis par la puissance contributive de toutes les communes allemandes. Cette garantie illimitée remplace en quelque sorte le capital des banques privées.

L'association centrale a un comité directeur qui a dans ses attributions la direction générale des affaires. Il est constitué par un président et des représentants des associations provinciales. Les assemblées générales remplissent le même rôle que dans les sociétés anonymes. Elles prennent les décisions nécessaires à la modification des statuts et à la dissolution de l'union.

Le rôle de l'association est de défendre les intérêts des Caisses d'épargne, des centrales de virement et des banques communales auprès des autorités, du parlement et même de l'opinion publique. Elle doit recommander à ses adhérents toutes les mesures nouvelles ou procédés de travail susceptibles d'encourager ou de perfectionner l'épargne ou le crédit communal. La réunion annuelle portant le nom de « diète générale des Caisses d'épargne et des banques communales » donne l'occasion aux dirigeants des Caisses d'exposer leurs désirs et de prendre position officiellement au nom de leurs

mandants sur les questions les plus délicates soulevées au cours de l'année.

Les centrales de virement constituent les établissements bancaires des associations de Caisses d'épargne. Elles ont comme tâche principale d'effectuer les virements entre les établissements affiliés. En règle générale, chaque association provinciale de Caisses d'épargne possède une centrale. La banque centrale est la « deutsche Girozentrale » de Berlin qui a vis-à-vis des centrales provinciales le même rôle que ces dernières vis-à-vis des Caisses d'épargne. Les centrales de virement ont organisé des succursales dans les centres économiques les plus importants de leur ressort ce qui a eu pour conséquence de couvrir l'Allemagne d'un filet de 16 Girozentralen et de plus de 100 succursales.

Sa répartition géographique.

Voici la répartition géographique de ces différentes organisations ; Berlin est le siège de « l'Association allemande des Caisses d'épargne et de virement » ainsi que de la banque centrale qui porte le nom de « Centrale allemande de virement et Banque communale allemande ». Cette banque a fondé une succursale à Francfort ; cette exception étant motivée par le rôle historique de cette ville au point de vue financier et par son importance très réelle encore au point de vue boursier.

Les organisations provinciales prussiennes sont les suivantes : en Prusse occidentale, orientale et dans la Marche frontière nous trouvons une « Association communale d'épargne et de virement pour la Marche de l'Est » son établissement bancaire étant la « Centrale de virement » pour la Marche orientale avec 16 succursales. En Poméranie « l'Association des Caisses d'épargne et de virement poméranienne » avec une « Banque provinciale » faisant fonctions de centrale de virement. 2 succursales. Brandebourg « Association de Caisses d'épargne et de virement » avec « Centrale de virement ». Silésie : « Association communale de virement de Silésie » avec une « Banque communale » 21 succursales. Rhénanie et Westphalie : « Association des Caisses d'épargne rhénouestphalienne » avec une « Banque de Pays pour la province rhénane » et 4 succursales et une autre « Banque de Pays pour la province de Westphalie » avec 3 succursales. Berlin n'a pas d'association provinciale propre, l'association centrale pour le Reich en faisant fonctions, par contre elle a une « Banque municipale berlinoise ».

Enfin, chaque Etat autre que la Prusse a créé une « Association de Caisses d'épargne » avec « Centrale de virement » comme établissement bancaire.

Le système d'intégrations horizontale et verticale est donc complet. Les 3.000 Caisses d'épargne affiliées à l'organisation ainsi que leurs 8.000 succursales ou guichets constituent un réseau d'une importance telle qu'il ne peut se comparer qu'à celui de

la Poste, étant de beaucoup supérieur à celui constitué par la Reichsbank et ses filiales. Toutes ces Caisses sont réunies en organisations provinciales ayant chacune leur établissement bancaire constitué par la centrale provinciale de virement. Enfin, en troisième ligne une association centrale réunit toutes ces organisations provinciales avec une banque portant le nom de Centrale allemande de virement.

Ses opérations de virement.

L'association des Caisses d'épargne a apporté tous ses soins depuis sa constitution à faire comprendre au monde du petit commerce les avantages des méthodes modernes de paiement sans circulation de numéraire. Dans le cours des années, ces opérations se sont améliorées de plus en plus et à l'heure actuelle l'organisation de virement des Caisses d'épargne supporte la comparaison avec n'importe quelle organisation bancaire de par son étendue et sa perfection.

Les Caisses d'épargne se rendirent compte qu'il ne suffisait pas de permettre l'exécution de virements entre des clients habitant la même ville, mais, ainsi que nous l'avons vu, elles créèrent dans chaque province des Centrales spécialisées dans les virements de place à place. Cette association prendra certainement une importance de plus en plus

grande au détriment de la Reichsbank et des Postes, puisque elle a sur la première l'avantage de recevoir des ordres de et pour des personnes qui n'y possèdent pas de compte et sur la deuxième administration, celui de bonifier des intérêts aux dépôts constitués chez elle. L'instrument du virement est la Girokarte qui est rédigée par l'expéditeur et envoyée aux bénéficiaires par les soins de la poste. L'expéditeur peut ajouter sur la partie réservée au texte l'énumération des commandes qu'il désire faire ainsi que les recommandations nécessaires à leur bonne exécution. Un talon acquitté par la centrale de virement reste entre les mains de l'expéditeur, un autre à la centrale de virement.

L'opération se décompose de la manière suivante : Mayer de Coblenz donne un ordre de transfert de son compte au compte de Conrad à Magdebourg. La Caisse de Coblenz envoie à la centrale de virement provinciale compétente, par l'intermédiaire de la « Landesbank de la province rhénane » l'ordre de créditer le compte de Conrad à la Caisse d'épargne de Magdebourg. Si Conrad n'a pas de compte ouvert à cette Caisse, le montant du virement est versé à son compte en banque ou à son compte chèques-postaux. Si, éventualité bien rare, il ne possède aucun compte dans une de ces organisations, l'intéressé est prévenu qu'il n'a qu'à se présenter à la Caisse d'épargne pour toucher en numéraire, mais le texte de l'avis est rédigé de manière à servir de

propagande pour l'association de compensation communale (1).

Un mandat communal est prévu pour les personnes qui désirent envoyer de l'argent sans être possesseur d'un compte.

Une organisation intercommunale d'encaissement des chèques fonctionne à la satisfaction générale. Les chèques remis à une Caisse d'épargne a) sont envoyés à la centrale de virement A), de celle-ci à la centrale B) qui les transmet à la Caisse de son ressort compétente. A) crédite de leur montant la Caisse a) et débite B). La Caisse b) est elle-même débitée et se charge de l'encaissement. En cas de protêt, il y a naturellement correspondance entre tous les intéressés pour rectification des écritures.

Les virements qui nécessitent un paiement ultrarapide font l'objet d'une procédure spéciale qui a donné des résultats remarquables et qui permet de payer l'intéressé vingt-quatre heures après l'émission du mandat.

Pour le voyage, les Caisses d'épargne ont créé des « lettres de crédit de voyage » qui permettent à leurs clients de se présenter au guichet de n'importe quelle Caisse munis de leur lettre de crédit et d'obtenir le versement des sommes qui y sont portées. Les frais sont insignifiants.

1. Les virements sont en progression très nette : en 1925 leur montant s'élevait à 17 milliards de marks ; il passe à 22 en 1926, à 26 en 1927 et 32 milliards en 1928. Ces chiffres n'ont trait qu'aux virements intercommunaux et non pas à ceux effectués sur une même place.

Des « lettres de crédit circulaires des centrales de virement » complètent les facilités données à la clientèle pour les relations avec l'étranger. Elles ont reçu le nom de « lettres de crédit mondial », les Caisses s'étant assurées des correspondants dans tous les pays.

Ses opérations de crédit.

L'organisation décrite plus haut a eu aussi une influence extrêmement importante sur les opérations de crédit. Celles-ci sont maintenant basées sur les principes suivants :

Les sommes qui ont été recueillies par les Caisses d'épargne sont conformément aux statuts affectées aux besoins de crédit locaux. Après que satisfaction a été apportée à ces demandes, les sommes qui n'ont pas été employées sont offertes aux banques de pays ou aux centrales de virement provinciales qui les emploient suivant les besoins des différentes Caisses de leur ressort. Les capitaux non utilisés seront mis à la disposition de la centrale de virement principale de Berlin. Celle-ci les affecte aux centrales de virement provinciales qui n'auraient pas pu satisfaire toutes les demandes de crédit de leur clientèle.

Cet exposé suffit pour se rendre compte à quel point sont respectés les principes de décentralisation en ce qui concerne la répartition des crédits dans l'organisation des Caisses d'épargne et de vire-

ment. Alors que les subventions du Reich et des Etats sont toujours octroyées par l'administration centrale et que les crédits accordés par les grandes banques privées font l'objet de décisions prises par l'organisme dirigeant de Berlin, les Caisses d'épargne apportent tous leurs soins à satisfaire par priorité les besoins locaux et à affecter si possible les sommes recueillies aux classes sociales qui en ont été les productrices.

Les petits commerçants, les artisans, les cultivateurs sont donc parmi les principaux bénéficiaires des crédits. Comme la banque d'empire n'accorde aucun prêt à ces intéressés et que les crédits extérieurs ne sont pas faits pour eux, il leur aurait été extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de se relever des pertes qu'ils subirent pendant l'inflation si l'association des Caisses d'épargne ne leur était venue en aide. Cette dernière peut déclarer avec orgueil que, dès la première année qui suivit la stabilisation, elle a accordé 700 millions de marks aux petits commerçants et 250 aux agriculteurs, alors que jamais à aucune époque l'argent n'avait été aussi rare.

Mais les dépôts d'épargne ne sont pas toujours suffisants pour alimenter ces prêts. Il est heureux que les centrales de virement aient vu affluer chez elles les capitaux provenant des impôts communaux et des taxes perçues au titre des exploitations industrielles telles que celles du gaz, de l'électricité, des tramways et des eaux.

Cependant, ces disponibilités elles-mêmes n'étaient pas suffisantes, les communes en furent réduites à faire appel au marché financier. Elles avaient naturellement beaucoup plus d'intérêt à contracter des emprunts par l'intermédiaire des associations des Caisses d'épargne qu'individuellement. Les capitalistes faisant beaucoup plus de cas de la garantie d'une telle association que de celle d'une seule commune si bien administrée fut-elle.

En 1925, l'union allemande des Caisses d'épargne et de virement a placé pour la première fois un emprunt communal collectif en Amérique. L'étranger s'est immédiatement rendu compte de la garantie que représentait pour lui cette organisation unitaire puisque l'emprunt fut immédiatement couvert un grand nombre de fois.

Les communes ont donc la possibilité d'emprunter de trois manières différentes : individuellement, par l'intermédiaire de l'Association provinciale des Caisses d'épargne dont elles font partie et par celui de l'Union allemande des Caisses d'épargne et de virement. Dans le premier cas, il est nécessaire que la commune ait une puissance financière réelle ; dans les deux autres elles sont puissamment aidées par l'organisation bancaire décrite ci-dessus. L'emprunt collectif se recommande par sa sécurité pour le souscripteur et par ses facilités de placement en bourse.

Ses résultats.

On a accusé souvent les opérations de compensation intercommunale de ne pas donner des résultats financiers positifs. Cet argument peut être vrai, mais cette organisation n'en est pas moins un instrument de premier ordre au point de vue économique. L'introduction des virements communaux et intercommunaux, la pratique du chèque, la réunion en un faisceau unique de toutes les Caisses d'épargne, leur mise en contact pour les tâches les plus diverses telles que l'achat de devises, de titres en bourse, etc... ont amené une amélioration certaine de la technique bancaire des Caisses d'épargne. En outre, les centrales de virement permettent aux Caisses, en les appuyant dans les moments difficiles, de se livrer à des opérations qu'elles n'auraient pu envisager sans cela faute de disponibilités assez importantes. Cette entr'aide mutuelle a facilité l'essor d'une institution extrêmement précieuse pour la classe moyenne. Un vide existant dans l'organisation économique d'avant-guerre où seuls l'industrie et le commerce de gros pouvaient bénéficier de crédits, a ainsi été comblé.

LA TENDANCE A LA SOCIALISATION DU COMMERCE BANCAIRE ET LA RÉSIS- TANCE DES BANQUES PRIVÉES

La socialisation au ralenti.

« Kalte Sozialisierung » socialisation froide, socialisation insidieuse, mais à tendances certaines, telle est la crainte des banques privées prévoyant une intervention de l'Etat et une monopolisation dans des domaines où, d'après elles, la puissance publique n'a que faire. Le désir des établissements de crédit de se défendre contre le danger d'une socialisation du commerce bancaire est bien compréhensible, car il y a un parti pris évident du gouvernement allemand et des économistes qui le conseillent à considérer qu'une concurrence très active des banques socialisées est un correctif nécessaire de la puissance des établissements de crédit privés.

La tendance depuis le début du siècle dernier a été dans la voie d'une socialisation croissante de l'économie. Que n'a-t-on pas dit et écrit sur la supériorité de compagnies privées dans l'exploitation des chemins de fer et cependant Bismarck, poussé en l'occurrence par la Diskonto-Gesellschaft et la firme Bleichröder, se déclara partisan de l'étatisa-

tion. Les exploitations industrielles des grandes cités sont toutes passées sous la direction des municipalités. Il n'y a pas eu, il est vrai, réalisation des idées de Marx et il serait plus juste de parler ici de capitalisme étatisé que de socialisme d'Etat. L'Etat étant dans ce cas un employeur comme un autre.

L'antagonisme entre les entreprises publiques et les sociétés privées ne date pas du début du XIX^e siècle. On avait en effet reconnu, même en cette époque de libéralisme à outrance, qu'il y avait certaines branches de l'activité nationale où le laisser-faire ne répondait pas à tous les besoins. L'intérêt personnel ne suffisait pas à inciter les capitalistes à fonder certaines affaires fort importantes cependant pour l'économie nationale. Les Caisses d'épargne en sont un exemple. Elles répondaient à un besoin d'assistance et cependant bien que fruit de l'initiative privée, avaient été négligées par les possédants et n'auraient certainement pas vu leur importance s'accroître sans intervention de la puissance de l'Etat.

Les critiques du monde bancaire.

Dans la suite, la situation se modifia. La coordination en un système unique de toutes les Caisses d'épargne avait bien reçu l'approbation plus ou moins sincère de tous ; il était difficile de leur refuser les avantages de la concentration dont jouissent

les autres industries. Mais, les banques privées ne pouvaient voir sans chercher à réagir, se constituer en une organisation unique un faisceau de 3.000 concurrents qui manifestaient l'intention de pratiquer résolument les opérations de banque.

Cette rivalité pouvait être gênante même pour l'économie générale du pays si elle dépassait certaines limites en ce qui concerne le drainage des capitaux. Par contre, en ce qui concerne la répartition de ces mêmes capitaux, elle ne pouvait qu'être favorable. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que, pour ce dernier point, la clientèle des Caisses est différente de celle des banques puisqu'elle ne doit comprendre que la bourgeoisie et les classes les moins fortunées de la population.

Une des critiques les plus souvent formulées par le monde de la finance est la suivante : les Caisses d'épargne ne sont pas restées fidèles à leur but initial, qui aurait dû rester leur but unique, celui de donner à la population d'une fortune moyenne, la possibilité de se créer un capital absolument garanti contre tous risques de perte. Pourquoi avoir abandonné la prescription fixant un minimum aux dépôts ? Il y a là un désavantage pour les petits déposants ; les gros dépôts étant beaucoup plus mobiles que les petits, nécessitent par conséquent une liquidité bien supérieure des Caisses, d'où comme conséquence des intérêts moindres.

A cela, les Caisses objectent que les gros comptes ne sont que la conséquence de l'épargne assidue

réalisée par les petits déposants primitifs, quand ils ne sont pas constitués par les fonds pupillaires et que d'ailleurs seule la gestion de dépôts importants permet de compenser les résultats vraiment peu favorables réalisés sur les petits.

Autre critique : le monopole des Caisses d'épargne communales leur permet en s'appuyant sur la force contributive de la population de se montrer impunément retardataires et réfractaires au progrès. L'étude que nous ferons dans le chapitre suivant des résultats obtenus par la rationalisation dans les Caisses d'épargne permettra de répondre victorieusement à ce reproche. D'autre part, une critique analogue d'après laquelle les Caisses ne disposeraient pas d'un personnel assez expérimenté pour se lancer dans la gestion des affaires bancaires perd de plus en plus de sa force au fur et à mesure que les écoles et les cours de perfectionnement institués par les associations de caisses d'épargne donnent des résultats (1). Enfin, de nombreux employés de banque remerciés par leurs établissements ont été embauchés par les Caisses d'épargne.

Les banques privées demandent instamment que les Caisses d'épargne renoncent à l'octroi des crédits à court terme. A la fin de 1925, ces crédits représentaient seulement 25 % des capitaux placés

1. En novembre 1928 a été inauguré l'Institut des hautes études s'occupant des questions intéressant les Caisses d'épargne et le crédit. Les associations provinciales ont en outre organisé des cours de perfectionnement pour le personnel.

par les Caisses, c'est-à-dire un peu moins que la somme des dépôts de virement. La situation est tout à fait normale car, du point de vue de la liquidité, à des opérations passives d'une certaine catégorie doivent correspondre des affaires actives en proportion équivalente. D'ailleurs, les banques privées ne considéreraient probablement pas comme intéressante la clientèle actuelle des Caisses d'épargne en matière de crédit. Les opérations de crédit personnel limitées aux petites gens sont donc parfaitement de leur ressort.

On a dit aussi que le service des virements détournait la Caisse d'épargne de son rôle. Théoriquement ce reproche est fondé, mais pratiquement il est sans valeur. Le service des virements s'occupe certainement d'opérations d'une autre nature qu'une Caisse d'épargne de type pur. Mais il permet de réunir des fonds qui sans lui échapperaient à ces établissements ; c'est grâce à lui que les soldes de caisse des petits commerçants y affluent. Et tous les fonds qui peuvent être réunis servent au commerce et à l'agriculture étant donnée l'augmentation des crédits qui peuvent être consentis. Les Caisses étaient d'ailleurs dans la nécessité absolue de marcher avec leur temps et de ne pas s'immobiliser dans des formules périmées par suite de la transformation complète des méthodes industrielles et commerciales.

Les banques prétendent, faussement aux dires des Caisses d'épargne, que ces dernières leur font une concurrence déloyale grâce à l'argent des impôts

communaux déposés chez elles. Or, ceux-ci ne représentent que 6 % des dépôts à caractère bancaire. Cependant, il ne faut pas oublier que l'argent liquide des exploitations commerciales municipalisées y est déposé.

Concurrence déloyale, les exemptions d'impôts ? Les impôts ne peuvent présenter aucune utilité, puisque les communes sont propriétaires des Caisses. Les bénéfices reversés à la commune seraient diminués d'autant.

Méfais de la politique s'immisçant dans l'administration des Caisses publiques ? Pour nous Français, voilà une objection de poids ; pour qui connaît l'organisation communale allemande elle est ridicule dans l'état actuel des choses tout au moins.

Revendications des banques.

Toutes ces critiques ont été exposées de nombreuses fois dans la presse appartenant aux grandes puissances financières qui fournissent de morasses les deux tiers des journaux allemands, car, la haute finance voit dans les Caisses d'épargne et dans leur tendance à la socialisation un danger certain. D'autre part, les journaux n'appartenant pas à de grands financiers leurs sont liés par les annonces. Par contre, les organisations de Caisses d'épargne ne faisant pas de politique, aucun parti n'est intéressé à leur succès et la presse commerciale est dévouée

aux idées libérales et hostile aux banques publiques.

Les banques privées ont donc eu toutes facilités pour exposer leurs revendications. Depuis 1908, leur désir est d'obtenir une séparation par voie législative entre leurs opérations et celles des Caisses d'épargne. Il leur paraît désirable, avant toute chose d'interdire l'octroi de crédits en compte courant à la clientèle. Ces affaires n'ayant pas été pendant longtemps considérées, au point de vue fiscal comme du ressort des Caisses d'épargne, ne devraient pas leur être tolérées. Les banques privées ne parlent plus de délimitation de sphère d'activité, mais de l'interdiction complète d'une concurrence gênante. Or, un des principes de droit public allemand affirme la liberté de la concurrence. Il peut paraître étrange que, seule de tous les corps de métiers, la banque jouisse d'un monopole.

Puis, quel dommage pour l'économie nationale ! La clientèle se verra forcée à son corps défendant de s'adresser à des maisons dont elle ne connaît et ne peut contrôler la valeur. Dans beaucoup de cas, les petites localités n'ont pas de banque, les grands établissements ayant par économie opéré de sérieuses compressions. Aux reproches des banques privées qui prétendent que les Caisses d'épargne n'ont pas les qualités nécessaires pour pratiquer le crédit en compte courant, celles-ci répondent par l'énumération des faillites d'établissements de banque et déclarent que des erreurs et des fautes se commettent partout.

Les Caisses d'épargne n'ont fait qu'occuper une place laissée vide par les banquiers. Ceux-ci, pendant le siècle dernier, étaient considérés comme des conseillers par leur clientèle qu'ils connaissaient personnellement ; leur activité ne s'exerçait que dans un cadre local. Le plus souvent ils travaillaient avec leurs propres capitaux, fort prudemment par conséquent. Or, le directeur d'une grande banque doit faire des affaires fructueuses avec les capitaux prêtés qui représentent souvent un multiple important du capital propre de son établissement.

Puis la concentration a joué, la petite banque a été fréquemment absorbée par des grands établissements. Avec sa disparition un organisme de première importance dans l'octroi des crédits à la bourgeoisie a cessé d'exister. La place qu'occupent les Caisses d'épargne était donc absolument libre.

L'accord entre les Caisses d'épargne et les banques.

Après une lutte fort longue, alimentée par l'argumentation dont nous avons essayé de donner une idée plus haut, les Caisses d'épargne et les banques se sont décidées à signer en décembre 1927 un accord mettant un terme à leur hostilité. Elles ont reconnu qu'il était impossible d'établir une ligne de démarcation entre leurs affaires respectives. Cette

division était impossible, car si les Caisses d'épargne ne pratiquent pas et ne pratiqueront jamais le lancement d'actions et le financement de grosses entreprises, les associations de virement émettent des emprunts et les Caisses d'épargne ne peuvent renoncer à accorder des crédits à court terme à la petite clientèle.

L'accord se réduit donc à un engagement des deux parties d'éviter des méthodes de concurrence déloyale. Elles ne pratiqueront pas, en ce qui concerne le taux des intérêts, une politique de surenchère. La réclame qu'elles pourront faire ne sortira pas des limites qu'impose le souci d'être beaux joueurs.

Bref, une trêve est signée. Il n'apparaît pas en effet que cet accord puisse être autre chose qu'une trêve. Susceptible de se ranimer avec un gouvernement franchement socialiste, l'étatisation du commerce bancaire par l'extension de la puissance des Caisses d'épargne est encore trop menaçante pour que les banques privées n'emploient pas tous les moyens en leur pouvoir pour l'enrayer.

LA RATIONALISATION DANS LES CAISSES D'ÉPARGNE

Qu'est-ce que rationaliser ? « Rationaliser, c'est tirer du matériel technique et de l'effort humain le rendement maximum. C'est par conséquent abaisser le prix de revient et le prix de vente, donner la possibilité de gagner de hauts salaires et celle d'accroître la consommation, dans le niveau de la richesse nationale, à la fois par l'élévation du revenu de la majorité des hommes et par celle du niveau de consommation qu'un revenu donné permet d'atteindre. » (1)

Cette définition générale est naturellement susceptible d'être modifiée suivant que la rationalisation s'applique à telle ou telle branche de l'économie. En ce qui concerne la Caisse d'épargne, la rationalisation a été poursuivie dans trois ordres d'idées différents : en premier lieu, grâce à un processus de concentration et d'intégration, secondement, par une organisation scientifique du travail et en troisième lieu, par la mécanisation des entreprises.

1. Truchy, *Le Capital*, 24 avril 1929.

La Concentration

Nous avons vu dans les chapitres précédents la réalisation du processus des intégrations horizontale et verticale, il nous reste à dire quelques mots de la concentration des entreprises par suite de la suppression des petites Caisses d'épargne. Cette évolution a été rendue nécessaire par le souci de réaliser des économies après la grande tourmente de l'inflation. Un exemple montrera qu'elle a été poursuivie avec vigueur. Du 1^{er} mars 1926 au 1^{er} mars 1928, plus de 50 Caisses d'épargne ont été rattachées à des Caisses plus importantes dans le district rhénouestphalien et ce, du fait des annexions de territoires adjacents aux communes principales.

La tendance générale est en outre de considérer comme peu avantageuse la création de Caisses nouvelles autonomes, mais de fonder des succursales aux Caisses existantes lorsque le besoin s'en fait sentir.

La concentration a été recherchée pour deux raisons. La première est d'éviter une concurrence nuisible entre des Caisses trop rapprochées qui relèvent les unes et les autres de la puissance publique. Il est vrai que l'on peut prétendre que la concurrence a des effets excellents du point de vue de la clientèle. Mais la concentration est surtout indispensable pour une raison technique. Seule la Caisse importante est susceptible d'avoir des fonction-

naires de valeur et d'employer des machines. Cependant ici encore, on peut répondre par une objection ; c'est que le gros avantage de l'organisation allemande consiste dans son caractère local ; or, la clientèle est d'autant mieux connue que le champ d'action de la Caisse est plus restreint.

L'organisation du travail.

Ce sont ici beaucoup plus des idées analogues à celles de Fayol que celles de Taylor qui ont été mises en pratique. L'organisateur devra porter son effort « sur ce qu'on peut appeler le gouvernement des entreprises industrielles et commerciales » (1). Il devra s'intéresser à la mise en valeur des aptitudes du personnel et à son affectation aux travaux pour lesquels il est le plus apte. Il faudra, par contre, se garder de pousser la spécialisation à l'extrême. Tous les fonctionnaires devront passer par tous les services de la Caisse d'épargne, seul moyen pour se rendre compte de leurs capacités et pour leur donner des idées générales.

Il faudra avant toute chose se préoccuper de faire régner le plus grand ordre, aussi bien au point de vue matériel qu'au point de vue de la réglementation du travail. Il sera nécessaire de calculer la durée normale de certaines tâches de manière à ce que la

1. *Ibid.*

direction puisse contrôler le rendement de ses employés. La division des travaux à effectuer suivant les diverses heures de la journée a aussi son importance. Il arrive fréquemment que certains services tels que la comptabilité par exemple restent inactifs tandis que d'autres sont surchargés ; l'inverse se produisant par la suite, le personnel dactylographique peut ne pas avoir de travail à son entrée au bureau, le courrier étant dicté trop tard, puis être débordé par le nombre de lettres à taper ce qui en fait souffrir l'expédition.

Le directeur ne devra pas perdre de vue que les Caisses d'épargne se sont développées sans qu'il ait été établi un plan raisonné d'extension. Dans la plupart des cas, il conviendrait de reprendre toute l'organisation depuis l'origine et de se rendre compte si des bureaux n'ont pas été ajoutés à d'autres bureaux suivant les besoins du moment et s'il ne serait pas possible de les fusionner ou d'en supprimer.

Le prix de revient de tous les services de la Caisse d'épargne sera établi très soigneusement ; les administrateurs devront se rendre compte des possibilités de gain dont ils sont susceptibles. Il sera nécessaire de tenir compte du fait que certaines branches ont des périodes d'activité réduites. Le service des titres par exemple ne peut avoir de rendement quand la bourse est mauvaise, la clientèle ne donnant aucun ordre et cela peut durer des années ainsi que le montre la période de dépression qui a

suivi celle d'activité fiévreuse précédant le « vendredi noir » de 1926.

Les Caisses d'épargne ont pu, grâce aux conseils fournis par l'association à laquelle elles étaient affiliées, se tenir mutuellement au courant des progrès réalisés et unifier les méthodes employées en adoptant uniquement les plus perfectionnées. Au contraire les banques privées ont travaillé pour elles seules, refusant jalousement de faire profiter leurs concurrents des résultats obtenus.

Les Caisses d'épargne ont adopté ainsi un des progrès les plus considérables réalisés par la technique bancaire, à savoir la numérotation de leur clientèle et de leurs correspondants conformément à une méthode souvent prônée par les Américains. Chaque ville aux Etats-Unis et chaque banque a un numéro qui lui est affecté. Ainsi New York-National Bank s'écrit 1.2 ; Chicago-National Bank 2 2. Les Caisses d'épargne allemandes s'inspirant de cette idée ont affecté chaque centrale de virement d'un numéro ainsi que chaque Caisse affiliée. Le numérotage de la clientèle a aussi été adopté par toutes les Caisses, alors que, chose curieuse, la banque d'empire ne l'avait pas fait pour ses comptes de virements. Les Caisses d'épargne ont de même affecté des chiffres aux différentes formules employées d'une façon courante. Le chèque répond au n° 1 et l'on peut inscrire sur les livres la formule 1-526 : payé, qui signifie que le chèque 526 a été payé.

Le numérotage des titres cotés en bourse a été

appliqué par toutes les Caisses d'épargne qui ont cette fois suivi le mouvement inauguré par les banques privées. Les organisations communales de virements ont adopté le chèque unitaire ; ce que les banques n'ont pu encore réaliser.

Toutes ces pratiques permettent pour les Caisses d'une importance moyenne de ne pas trop se préoccuper de l'utilisation de machines. Il est en effet beaucoup plus facile de passer une écriture qui ne se compose que de numéros que de recopier un texte. Les machines ne sont rentables que s'il y a un certain minimum d'écritures à passer ; ce minimum étant en raison directe de l'emploi des méthodes signalées plus haut.

Les Caisses d'épargne ont été également fort en avance sur les banques privées, grâce à la pratique des bilans journaliers qui ne sont pas seulement une simple copie du livre journal, mais une revue et une comptabilisation des comptes qui ont enregistré un mouvement. Les centrales de virement ont pu, dès leur origine, au grand étonnement des banquiers privés, envoyer le solde du compte le jour même où était effectuée l'opération.

Une institution des plus curieuses qui relève du souci de rationalisation doit être encore signalée ici puisque les Caisses d'épargne sont autorisées depuis le 16 mars 1927 à y participer. C'est celle du dépôt collectif des valeurs de bourse. Le client de province qui achète un titre à la bourse de Berlin ne l'aura jamais en possession ; il sera purement

et simplement crédité de son titre et le vendra sans qu'il y ait eu déplacement effectif. Les titres seront conservés à Berlin et soumis à certaines règles relevant de l'organisation du Giroeffektenverkehr.

L'emploi des machines.

Outre cette organisation scientifique du travail, les Caisses d'épargne ont été amenées à étudier les résultats que pourrait leur donner l'emploi des machines et cela pour la raison suivante. Le coefficient d'exploitation de l'entreprise a augmenté dans des proportions considérables depuis la guerre. Si l'on considère le chiffre d'affaires, les catégories d'opérations traitées, le personnel et les frais d'administration, on enregistre une augmentation de 300 à 400 % par rapport aux chiffres d'avant guerre ; seul le chiffre des dépôts est très inférieur. Il est donc indispensable de chercher tous les moyens permettant de rendre l'exploitation la moins coûteuse possible.

Dès avant la guerre, les Caisses d'épargne employaient des machines à calculer qui leur permettaient d'établir rapidement les longues additions nécessaires à leur comptabilité ; mais l'inflation avait été la cause d'un ralentissement certain de l'effort de modernisation. Et cependant le machinisme permet la diminution des frais d'administration. Un travail qui exigeait l'activité de plusieurs employés

peut être accompli en une seule opération. La pratique des copies multiples est un avantage inappréciable ; les copies successives à la main étant une source d'erreurs qui est supprimée avec la machine. Puis, le travail de contrôle est très diminué par la lecture facile des pièces comptables. Le public est satisfait et considère la maison comme sérieuse. La clientèle est servie plus rapidement, ce qui est fort appréciable étant donnée la lenteur désespérante de tout personnel allemand. Enfin, le public joue un rôle d'auxiliaire en contrôlant lui-même les relevés de compte qui lui seront fournis.

Le travail des Caisses d'épargne a été réduit dans des proportions considérables par l'utilisation de la machine américaine à tirer les soldes ou machine comptable. Le client est servi d'une façon purement mécanique depuis l'instant où il s'est présenté au guichet jusqu'au moment où son ordre a été exécuté. Même les signatures des fonctionnaires intéressés peuvent être remplacées par des signes idoines. Grâce au jeu d'un clavier extraordinairement lisible, il est devenu possible d'obtenir la comptabilisation de l'opération divisée en : dépôts (en numéraire ou par virement) ; retraits (en numéraire ou par virement) ; intérêts annuels. Le numéro du compte, le total de l'opération, la date et le solde obtenu sont portés sur la pièce comptable qui est tirée en quatre exemplaires savoir : quittance ou livret de Caisse d'épargne, copie, livre et pièce de contrôle.

Chaque entrée est caractérisée par un signe spécial affecté à la personne qui a passé l'écriture.

Tous les comptes sont naturellement automatiquement concordants. A chaque fermeture de l'établissement, ils sont arrêtés et la Caisse peut être vérifiée avec la plus grande facilité. Le calcul des intérêts annuels s'effectue de la même manière et avec autant de garanties de sécurité. Les erreurs sont d'ailleurs corrigées grâce à une combinaison spéciale de manière à ce qu'aucune rectification manuscrite n'apparaisse.

Si l'on admet que la machine comptable est d'un prix de revient de 7.500 marks et qu'il est nécessaire d'en avoir deux au cas où l'une d'elles est mise dans l'impossibilité de fonctionner, que ce capital de 15.000 marks est amortissable en 10 ans au taux de 10 %, il est donc nécessaire de réaliser une économie annuelle de 2.400 marks (la dépense totale étant de 23.250), pour que l'opération soit intéressante.

Des machines moins compliquées peuvent d'ailleurs rendre des services précieux pour des entreprises moins importantes. D'autre part, les Caisses d'épargne utilisent des machines spéciales pour les adresses, pour affranchir, pour éviter les fraudes dans la confection des chèques, pour contrôler les entrées du personnel ainsi que des transporteurs mécaniques entre les divers services.

LES IMPOTS ET LES CAISSES D'ÉPARGNE

Le caractère d'établissement charitable qu'ont revendiqué les Caisses d'épargne publiques en Allemagne leur a permis de se créer et de maintenir longtemps une situation privilégiée en matière fiscale malgré de nombreuses campagnes de protestation de la part des banques privées. D'une part, le législateur ne voulait pas rendre plus difficile leur mission bienfaisante en les chargeant d'impôts et en faisant ainsi renchérir les crédits qu'il était en leur pouvoir de répartir; d'autre part, il se rendait compte que l'autorité garante se serait elle-même imposée sous le régime de l'ancien système fiscal, puisque les impôts qui auraient pu atteindre les Caisses d'épargne étaient impôts communaux ou impôts d'Etat. Aussi ces établissements étaient-ils entièrement exempts d'impôts dans l'ancienne Allemagne impériale.

La situation se modifia avec la révolution. La constitution de Weimar pose dans son paragraphe 8 le principe de la souveraineté fiscale du Reich : « Le Reich a, en outre, le droit de légiférer en ce qui concerne les impositions et autres sources de revenu, il les réclame en tout ou en partie pour

ses fins. Lorsque l'empire réclame des impositions ou autres sources de revenu qui précédemment appartenaient aux pays, le maintien à ces pays de ressources suffisantes pour leur existence doit être pris en considération. » Etant donné cette évolution, et la diminution de la puissance des pays au profit de celui toujours grandissant de l'empire, il devenait certain que le législateur n'hésiterait plus à soumettre les établissements communaux au droit commun fiscal.

**La distinction entre opérations considérées
comme étant spécifiquement du ressort des
Caisses et opérations qui n'en sont pas.**

Ce fut en effet ce qui arriva. La loi du 26 juillet 1918 sur le timbre d'empire distingue pour la première fois entre affaires considérées comme étant spécifiquement du ressort des Caisses d'épargne et celles qui ne le sont pas, et impose ces dernières, tout en exemptant la première catégorie. La discrimination reposait, d'après une décision du Bundesrat en date du 20 août 1908, sur le fait qu'un livret de Caisse d'épargne devait jouer un rôle à un titre quelconque dans les affaires considérées comme du ressort de la Caisse. Les affaires en compte courant étaient donc considérées comme étrangères à son exploitation au sens des lois fiscales.

La loi du 8 avril 1922 portant modification de

l'impôt sur le revenu des sociétés contient dans ses dispositions d'application une nouvelle définition de ces deux types d'affaires : « Doivent être considérés comme ressortissant spécifiquement de l'activité des caisses d'épargne : le versement et le retrait de dépôts d'épargne, la garde et l'administration de titres et autres valeurs, la location de coffres-forts, les opérations en compte courant sans qu'il y ait octroi de crédits, la perception de coupons à l'échéance, les opérations de virement et par chèque ainsi que le placement des disponibilités de la clientèle. Par contre, ne peuvent pas être considérés comme rentrant dans la catégorie d'opérations précitées : l'achat de titres avant que le client ait fait provision ou leur vente avant qu'ils n'aient été déposés ; l'achat et la vente de devises pour le compte d'un client ; les opérations en compte courant avec octroi de crédits, le recouvrement de créances appartenant à la clientèle et les affaires d'argent à tendance spéculative. »

Ces distinctions étaient applicables pour tous les impôts qui distinguaient entre affaires du ressort des Caisses d'épargne et affaires qui n'en étaient pas, c'est-à dire pour l'impôt sur la rente du capital, sur le capital, etc.

La question semblait tranchée et cependant des discussions sans fin s'engagèrent ; les Caisses d'épargne voulant faire reconnaître à toutes les affaires qu'elles étaient susceptibles de traiter le caractère d'affaires de leur ressort.

Il est cependant certain que bien que les Caisses d'épargne soient autorisées aujourd'hui à traiter les opérations sur devises, ces dernières ont toujours été considérées, et à bon droit, comme étant étrangères spécifiquement aux opérations d'épargne. De nombreux arrêts du tribunal suprême confirment cette manière de voir.

Mais les Caisses désiraient avant tout que l'octroi de crédits en compte courant soit reconnu comme affaire de leur ressort et qu'en conséquence il soit exempt d'impôt. Elles n'obtinrent pas satisfaction lors de la grande réforme de 1925 qui conserva le critérium de la loi de 1922. Le ministre des Finances du Reich ne voulait faire aucune concession malgré les instances réitérées des Etats et en particulier de la Prusse.

Les intéressés se mirent d'accord pour demander une consultation à la Cour de finances de l'empire sur le point suivant : « est-il désirable, dans l'intérêt de l'économie nationale, de considérer l'octroi de crédits en compte courant comme faisant partie des affaires propres aux Caisses d'épargne quand ces crédits sont gagés conformément aux prescriptions des lois locales ? »

La réponse se trouve dans le mémoire du 12 novembre 1926. Aussi bien le crédit en compte courant garanti que celui non garanti doivent être considérés comme ressortissants de la sphère d'activité normale de la Caisse d'épargne et par conséquent doivent être exempts d'impôt. Les considérants sont

particulièrement intéressants : « le Sénat est d'avis que le concept de l'activité des Caisses d'épargne ne doit pas être fixé une fois pour toute en le modelant sur l'idéal à atteindre. Les économistes sont arrivés à se mettre d'accord sur la définition d'une Caisse d'épargne et sur les devoirs qu'elle a à remplir vis-à-vis de la collectivité. Mais ces établissements sont soumis ainsi que toutes les institutions humaines à des modifications dans la conception de leur rôle et de leurs méthodes de travail, devant s'adapter à des besoins croissants de leur clientèle. Il peut se faire que non seulement le petit épargnant en devienne client, mais aussi le commerçant et le capitaliste et que ceux-ci exigent d'autres méthodes de travail auxquelles les Caisses peuvent parfaitement s'adapter avec l'accord des autorités préposées au contrôle. Cette évolution ne peut être négligée par l'administration.

Aussi est-il impossible de répondre à la question posée en se basant sur les opinions exprimées il y a une centaine d'années. Il aurait été possible de prétendre en 1880 que les opérations en compte courant étaient du ressort exclusif des banques, aujourd'hui elles sont devenues si fréquentes que tout client de la Caisse d'épargne est en droit d'exiger le bénéfice de cette institution. La seule condition à remplir par les Caisses est de maintenir l'usage du compte courant en fonction du rôle des Caisses : celui de servir les intérêts des classes moyennes et des pauvres gens. »

Cette manière de voir est évidemment fort élastique : quelle est la norme qui permettra de se rendre compte si la Caisse est bien fidèle à son but d'intérêt public ? Mais précisément là est un des avantages les plus considérables de la conception allemande, qui au lieu de ligoter le développement des Caisses d'épargne dans les liens les plus étroits, a toujours eu comme idéal de permettre leur évolution et leur adaptation à tous les desiderata de la vie économique moderne.

Une seconde question avait été posée à la Cour : celle de savoir si, au cas où les crédits n'étaient pas garantis, il conviendrait cependant de considérer les opérations en compte courant comme affaires du ressort des Caisses d'épargne, à condition que le montant de ces crédits n'excède pas un certain pourcentage des dépôts. Le Sénat envisagea cette seconde question avec circonspection ; cependant il n'hésita pas à répondre par l'affirmative à condition que ces crédits ne soient accordés qu'avec une grande prudence et à des personnes réputées solvables.

La Cour fit en outre remarquer que d'après l'impôt sur le revenu des sociétés lui-même, les banques d'Etat qui ont comme rôle principal d'exécuter des opérations pour le compte de l'Etat ou des communes doivent être exemptées du paiement de l'impôt. Et cependant, il peut se faire que ces banques octroient des crédits à des sociétés entrant ainsi en concurrence avec les banques privées. C'est la preuve que le légis-

lateur n'a pas retenu l'argument si souvent invoqué par ces dernières d'après lequel il est souverainement injuste de favoriser par des exemptions d'impôt les instituts publics au détriment des maisons privées.

Ayant donné son avis sur ces deux points, la Cour a été sollicitée de préciser la distinction qui lui apparaîtra juste entre les affaires qui doivent être considérées comme étant spécifiquement du ressort des Caisses d'épargne et celles qui ne le sont pas. Malgré ou peut-être à cause de l'importance que présente sa décision en la matière, le Reichsfinanzhof ne s'est pas encore décidé à le faire connaître.

Le législateur tiendra-t-il compte de l'avis exprimé par la plus haute juridiction fiscale de l'empire ? Cela est certain ; malgré la résistance du ministère des Finances, le parlement ne pourra que s'incliner quand il aura l'occasion d'examiner de nouveau la question. Quoi qu'il en soit, au point de vue du droit actuel, la situation est la suivante pour les différentes catégories d'impôt :

Impôt sur le revenu des sociétés.

Le paragraphe 9, chiffre 4 de la loi exempte du paiement de l'impôt toutes les Caisses d'épargne publiques qui bornent leur activité aux affaires spécifiquement de leur ressort (sparkasseneigenen) ; et, c'est en dernière analyse aux Finanzämter (1) de

1. Finanzamt : organe élémentaire de la perception des impôts. Son ressort coïncide généralement avec celui du cercle.

déterminer si une Caisse d'épargne donnée doit ou non profiter de ces dispositions.

Les Caisses d'épargne qui pratiquent les deux sortes d'affaires sont exemptes d'impôt sur les affaires considérées comme étant spécifiquement de leur ressort, mais par contre sont tenues de payer l'impôt sur les autres. Cependant, même pour ce genre d'affaires, elles peuvent être dispensées de tout versement, si elles se consacrent spécialement aux termes de leurs statuts à des buts d'utilité publique ou de charité au sens donné par les dispositions d'application. D'après celles-ci, les établissements visés ne doivent faire aucun bénéfice ou les employer entièrement à des buts charitables.

Impôt sur le capital.

La loi du 10 août 1925 spécifie dans son paragraphe 4 que « les Caisses d'épargne publiques ou servant aux opérations publiques qui se sont limitées aux opérations considérées comme étant de leur ressort, seront exemptées de l'impôt. Le ministre des Finances déterminera avec l'assentiment du conseil de l'empire, les opérations qui devront être considérées comme du ressort des Caisses d'épargne ».

Ici, comme pour l'impôt précédent, ce sont encore pratiquement les Finanzämter qui déterminent dans chaque cas particulier si une Caisse doit ou non

payer l'impôt. Mais cette fois, si elle pratique les deux sortes d'opérations, elle devra acquitter l'impôt sur la totalité, n'ayant pas le droit de discriminer et de n'acquitter l'impôt que sur les affaires étrangères à son activité. Les Caisses qui sont soumises à cet impôt devront acquitter de même la taxe sur les charges de l'industrie (Loi du 30 août 1924).

Autres impôts.

Les Caisses d'épargne sont exemptes de l'impôt sur la circulation des capitaux comme établissements dont les bénéfices reviennent au Reich, aux pays ou à des communes ou associations de communes. Cet impôt est fort important, se divisant en quatre branches : *a)* impôt sur les sociétés, applicable surtout en cas de fondation ou d'augmentation de capital ; *b)* impôt sur les valeurs mobilières applicable lors de l'émission de valeurs et d'obligations ; *c)* impôt sur les transactions en bourse ; *d)* impôt sur les gratifications aux administrateurs.

L'impôt sur les transactions commerciales distingue pour les exempter, les établissements ou les services dont le but est de se livrer à des opérations de bienfaisance ou d'utilité publique, si les honoraires que demandent ces organismes restent inférieurs à ceux qu'exigent en moyenne les sociétés privées concurrentes.

Les Caisses d'épargne publiques peuvent revendi-

quer le bénéfice de ces dispositions pour les opérations qui relèvent du type pur de la Caisse d'épargne, pour les autres, elles sont dans l'obligation d'acquitter l'impôt. Mais, afin d'éviter des doubles impositions, les dispositions d'application ont limité de telle manière les affaires qui ne devaient pas être considérées comme étant du ressort des Caisses que seules les opérations suivantes sont demeurées passibles de l'impôt : les dépôts de titres, d'objets de valeur et la location des coffres-forts.

Enfin les Caisses d'épargne qui jouissent de la personnalité juridique et celles-là seulement, sont susceptibles d'acquitter l'impôt sur l'acquisition de bien-fonds. Dans le cas contraire, nous avons vu en effet que ce sont les communautés garantes qui sont les véritables acquéreurs et qui par conséquent sont redevables de l'impôt.

Si l'on récapitule la situation des Caisses d'épargne publiques dans le droit fiscal allemand, on voit donc de quelle importance est la discrimination entre opérations considérées comme étant spécifiquement du ressort des Caisses et celles qui ne rentrent pas dans cette catégorie. Aussi peut-on s'étonner à bon droit que la Cour suprême de l'empire en droit fiscal n'ait pas encore donné son avis à ce sujet, avis auquel se rallieront certainement les autorités compétentes.

L'impôt sur les avoirs en Caisse d'épargne

L'impôt sur le revenu du 10 août 1925 a supprimé la perception des 10 % qui sont retenus sur le revenu des dépôts en Caisse d'épargne à condition que les intéressés renoncent explicitement au retrait des fonds déposés avant un laps de temps de 20 ans ou avant leur mort. Les dépôts annuels ne doivent pas dépasser la somme de 480 marks, cette somme étant augmentée de 100 marks par personne à la charge des déposants.

Renseignements à fournir par les Caisses d'épargne

D'après la Reichsabgabenordnung, les Caisses d'épargne, ainsi d'ailleurs que toutes les banques, étaient obligées de faire connaître aux offices de finances l'existence et le montant des comptes ouverts chez elles. Des protestations sans nombre accueillirent cette innovation d'après guerre. Aussi la loi du 20 mars 1923 relative à la dépréciation monétaire a-t-elle supprimé ces dispositions.

Mais comme le paragraphe 117 qui lui n'a pas été supprimé oblige tout citoyen à donner les renseignements qu'il peut avoir à la demande du fisc, les Caisses d'épargne sont tenues de fournir toutes précisions lorsque l'autorité a appris d'une source quel-

conque l'établissement financier où le contribuable a son compte. Le secret bancaire n'a donc pas été entièrement restauré, malgré l'utilité qu'il présenterait pour la formation des capitaux. Le fisc s'y oppose formellement, prétendant que, le cas échéant, les banques serviraient de repaire à tous les fraudeurs. Les Caisses d'épargne sont en outre, tenues de fournir lors du décès d'un déposant tous les renseignements concernant son compte et ce, d'après les dispositions de la loi sur les successions.

TROISIÈME PARTIE

L'INFLATION ET LA RENAISSANCE DE L'ESPRIT D'ÉPARGNE

L'INFLATION ET LA REVALORISATION DES DÉPOTS EN CAISSE D'ÉPARGNE

L'inflation et ses conséquences.

L'inflation qui a eu pour conséquence, sinon même pour objet de décharger l'Etat allemand d'une dette dont il ne pouvait plus assurer le service, fut la source de difficultés sans nombre pour les administrations comme pour les particuliers.

Les portefeuilles les plus solidement composés fondirent en même temps que l'unité monétaire, seules les propriétés immobilières donnèrent raison aux vieilles convictions paysannes qui ne voient de sécurité au point de vue financier que dans la possession de la terre. La chute du mark a vérifié une fois encore cette manière de voir ; bien que grevés d'impôts fort élevés et ne donnant plus que des reve-

nus limités par une législation très stricte, les biens immeubles ont pu, de par leur nature même, sortir intacts de l'effroyable tourmente que déclencha et qui suivit la guerre mondiale.

Les Caisses d'épargne ont été parmi les établissements financiers les plus touchés par la politique inflationniste des dirigeants allemands et ce, de par leurs statuts. Leur portefeuille-titres, constitué uniquement de valeurs d'Etat, tomba à une valeur infime, et il leur fut impossible d'imiter les grands établissements de crédit qui purent pratiquer sur une large échelle l'évasion des capitaux et leur investissement à l'étranger. Leurs créances en marks suivirent le sort de cette monnaie ; seuls leurs placements hypothécaires ont permis, dans une faible mesure il est vrai, de réajuster à la situation nouvelle leurs droits en tant que créanciers.

Deux chiffres jetteront une lumière brutale sur les conséquences qu'eurent l'inflation pour les dépôts des Caisses ; représentant en 1913 une valeur de 21 milliards de marks, ils sont estimés à la fin de 1923, c'est-à-dire à l'époque où l'inflation prend fin sur le coup de frein du docteur Schacht, à 607 millions.

Passons maintenant en revue les différents éléments de l'actif des Caisses et voyons ce qu'ils sont devenus pendant la tourmente. L'actif se compose de l'encaisse en numéraire, de dépôts en banque, d'emprunts publics, de créances hypothécaires et des immeubles qui servent de bureaux.

En ce qui concerne les encaisses, il est inutile de prendre en considération la monnaie métallique. Les pièces d'or qui seules ont conservé, de par la loi monétaire du 30 août 1924, leur valeur intrinsèque, sont toutes ou à l'étranger ou dans les caisses de la Reichsbank. Quant aux pièces d'argent, les Caisses d'épargne s'en étaient aussi démunies au profit de l'institut d'émission et n'en possédant plus, ne purent même pas réaliser la maigre somme de 35 pfennigs par mark qu'en offre généreusement la Banque d'Empire.

Les billets émis par les différentes banques d'émission allemandes sont convertis sur la base de un billion de mark en numération allemande (soit un trillion en numération française) pour un Reichsmark. Les dépôts en banque sont, de ce fait, réduits à zéro. L'encaisse des Caisses d'épargne peut donc être considérée comme anéantie.

Pour ce qui est des emprunts, les chiffres suivants suffisent à montrer quelles furent les conséquences de l'inflation pour les porteurs d'emprunts d'Etat. Le 30 juin 1914, le 3 % perpétuel cotait 76,80 marks, il valait encore en 1922 12 marks-or, puis il tomba sans arrêt atteignant 1,72 marks-or le 1^{er} septembre 1924, et, en juillet 1925, époque où fut promulguée la loi de revalorisation, son cours n'était plus que de 0,65 mark-or; les dispositions de la loi du 7 juillet 1925 étant nettement défavorables et ayant sapé tout espoir d'une cotation plus avantageuse pour le titre de rente qui n'est pas entre les mains d'anciens possesseurs.

Les créances hypothécaires, toujours libellées en marks, se déprécient parallèlement ; finalement elles sont réduites à néant. Seule demeure intacte la propriété immobilière, représentée en l'espèce par les bureaux des Caisses d'épargne. Et encore sa valeur marchande a fléchi dans des proportions considérables, temporairement, il est vrai, puisque nous voyons des immeubles qui se vendaient avant guerre 185.000 marks à Berlin, se vendre 310 marks-or en 1923, pour retrouver en 1925 le prix de 62.000 Reichsmarks. Les exemples de différences analogues sont légion.

La débâcle monétaire allemande avait donc eu pour effet d'annihiler les droits des créanciers. Les lois du 16 juillet 1925 sur la conversion des emprunts publics et sur la revalorisation des dettes hypothécaires ont eu pour but d'atténuer dans une mesure bien légère d'ailleurs les injustices qui découlaient de cette situation.

Les lois de revalorisation.

Les emprunts libellés en marks, émis par le Reich, sont échangés contre des titres dits « dette de rachat des emprunts » (Anleiheablosungsschuld).

Ont été admis à cet échange :

1^o Les obligations, les inscriptions au grand livre de la dette publique et les bons du trésor libellés en marks ;

2° Les dettes analogues des pays que le Reich a pris à son compte par suite du rachat des chemins de fer.

Sont exclus de l'échange :

- 1° Les obligations de l'emprunt forcé ;
- 2° Les bons du trésor non productifs d'intérêt ;
- 3° Les bons de caisse du Reich ;
- 4° Les bons des caisses de prêts.

La dette de rachat des emprunts est libellée en Reichsmarks. Elle ne doit pas être productive d'intérêt avant extinction des obligations contractées au titre des réparations.

Les anciens titres sont convertis en titres nouveaux dans la proportion ci-après : il sera délivré un titre nominal de 25 Reichsmarks de « dettes de rachat des emprunts » pour 1.000 marks en nominal des divers emprunts du Reich émis avant guerre, ou une somme proportionnelle à la dépréciation monétaire pour les emprunts postérieurs. Aucun titre inférieur à 12,50 marks ne sera délivré.

Les porteurs de titres d'Anleiheablösungsschuld qui les ont reçus contre échange de titres d'emprunt qu'ils possédaient antérieurement au 1^{er} juillet 1920 sont réputés « anciens possesseurs » et jouiront du droit de participer à des tirages au sort en vue d'amortir la dette de rachat des emprunts. La loi allemande énumère certains cas dans lesquels des titres acquis postérieurement à la date précitée seront cependant considérés comme ayant été acquis

antérieurement (héritage, placement de biens pupillaires, etc...).

Le titre remis à l'ancien propriétaire, qui est appelé « droit à l'amortissement par tirage au sort » (Auslosungsrecht) est égal au nominal du titre correspondant de dettes de rachat des emprunts.

La partie de la dette de rachat des emprunts correspondant au total des titres représentant les droits à l'amortissement, doit être amortie en trente ans à dater de 1926.

Lorsqu'un Auslosungsrecht sort au tirage, il est remboursé au quintuple de son montant nominal contre remise de titres d'Anleiheablösungsschuld pour une valeur égale à son propre nominal. En outre, un intérêt de 4,5 % par an, pour la période écoulée entre le 1^{er} janvier 1926 et le remboursement sera payé en même temps que le capital. Cet intérêt sera calculé sur la somme remboursée et non sur le nominal du titre. Le « droit à l'amortissement par tirage au sort » ne peut être négocié.

Les Caisses d'épargne ont joui pour la plus grosse partie de leur patrimoine des dispositions de la loi de revalorisation relative aux anciens possesseurs. Par contre, elles n'ont pu profiter de la réglementation beaucoup plus avantageuse que le législateur a réservé pour les personnes nécessiteuses de nationalité allemande.

On voit donc que pratiquement les nouveaux porteurs de titres ont été dépouillés de leurs droits. On peut dire que tout titre de rentes qui a été négo-

cié en bourse avant 1920 est annulé. Aucun intérêt ne devant être payé jusqu'à ce que l'Allemagne se soit entièrement acquittée de ses réparations. Tout l'intérêt de la revalorisation porte donc sur les mesures qui ont été prises en faveur des anciens possesseurs. Un exemple permettra de comprendre le mécanisme de l'opération.

Un ancien propriétaire possédait un titre de 1.000 marks 3 %, lui rapportant annuellement 30 marks. Ce titre est échangé contre 25 marks de dette de rachat des emprunts et 25 marks de droits à l'amortissement par tirage au sort. Les 25 marks de dette de rachat des emprunts valaient en bourse en 1927 une dizaine de marks; quant au titre de « droit à l'amortissement par tirage au sort », s'il vient à sortir, il est remboursé par une somme équivalant à 5 fois le montant du nouveau titre, soit 125 marks, plus un intérêt annuel de 4,5 % calculé sur les 125 marks qui lui sont payés à raison du temps écoulé entre le 1^{er} janvier 1926 et la date du remboursement. Autrement dit, pour son capital de 1.000 marks il reçoit en paiement 125 marks-or et au lieu et place des 25 marks de revenu annuel, 5.625 marks. Ces chiffres modifient l'idée que l'on se fait généralement de l'expropriation complète du rentier allemand. Il faut remarquer, il est vrai, que ces intérêts ne seront payés que cumulativement et peut-être dans un laps de temps fort éloigné, l'amortissement devant durer 30 ans, ce qui diminue singulièrement l'avantage de l'opération pour le por-

teur de titres. La situation des porteurs anciens dits « nécessaires » est beaucoup plus favorable, mais ne nous intéresse pas dans les limites du sujet traité.

La conversion des emprunts émis par les Etats et les communes s'est opérée d'une manière identique.

Enfin, les Caisses d'épargne possédaient dans leur patrimoine une proportion extrêmement importante de créances hypothécaires. Or, le créancier hypothécaire a été traité aussi bien que possible par la loi de revalorisation.

Les droits hypothécaires sont valorisés à 25 % de leur montant or, valeur calculée au jour de l'inscription de l'hypothèque sur le livre foncier ou au jour de la cession du droit hypothécaire. Il y a lieu d'effectuer la revalorisation prescrite par la loi, même lorsque le débiteur s'est libéré conformément au contrat, si le créancier, tout en acceptant le paiement, a réservé ses droits. Cependant, pendant la période écoulée du 15 juin 1922 au 14 février 1924, période où le mark s'est déprécié dans des proportions considérables, la revalorisation est prescrite même si le créancier n'a pas fait de réserves.

Le remboursement du nouveau capital ne peut être exigé avant le 1^{er} janvier 1932 ni du propriétaire du fonds hypothéqué, ni du débiteur personnel. Le paiement des intérêts et le remboursement du capital revalorisé s'effectuent comme pour les obligations.

Il est à remarquer que le taux adopté pour la valorisation de l'hypothèque n'est qu'un taux moyen.

La loi prenant en considération, pour la fixation du taux de valorisation, les situations de fortune réciproques du prêteur et de l'emprunteur, prévoit qu'il peut être abaissé à 15 % par le bureau spécialement chargé des opérations de valorisation et que même les échéances prévues pour le remboursement du capital peuvent être retardées. La législation allemande s'inspire, en quelque sorte, de ce qui a été fait pour la réglementation des loyers. Elle intervient dans les contrats individuels, les annule, ou les consolide d'après les situations respectives des deux parties sans se préoccuper de ce qu'elles ont pu stipuler. L'Aufwertungsstelle possède le droit de prendre ses décisions en équité.

Un exemple chiffré permettra de se rendre compte du mécanisme de la novation en ce qui concerne les hypothèques.

Un prêt hypothécaire de 1.000 marks 3 % constitué avant la guerre est transformé de la façon suivante, que le remboursement de la créance ait été effectué, ou ne l'ait pas été. Le titre nouveau s'élève en principe à 250 marks, toutefois il peut être ramené par décision de l'Aufwertungsstelle à 150 marks. En supposant que l'obligation ait été fixée à 250 marks dont le remboursement ne peut être exigé avant 1932, le règlement des intérêts a lieu comme suit : 5,125 marks en 1925, 7,50 marks en 1926 et 1927 et à partir du 1^{er} janvier 1928 : 12,5 marks par an.

La revalorisation des dépôts en Caisses d'épargne.

On voit donc que les différents éléments qui constituaient le patrimoine des Caisses d'épargne ont été revalorisés de façon sensible. Cela a permis d'instituer pour les dépôts remis aux Caisses d'épargne avant la guerre un régime spécial. Une masse à partager a été constituée par le patrimoine valorisé des Caisses d'épargne ainsi que par les sommes à verser par les communautés garantes et cette masse a été répartie par les soins d'un représentant fiduciaire des créanciers. La loi de valorisation laissait aux autorités des Etats le droit de fixer un taux unique de valorisation pour toutes les Caisses d'épargne ou de valoriser à un taux différent pour chacune d'elles. La première ordonnance concernant la valorisation des avoirs en Caisses d'épargne édicté le 24 octobre 1925, a tranché la question en ce qui concerne la Prusse. Elle a fixé un taux unique de valorisation pour toutes les Caisses d'épargne publiques de 12,5 % qui est le minimum autorisé par la loi. Le paragraphe 2 de l'ordonnance prévoit que si l'Etat ou la commune qui s'est porté garant de la gestion de la Caisse d'épargne a revalorisé ses emprunts à un taux supérieur, le taux de valorisation des avoirs en Caisse d'épargne sera élevé dans la même proportion. On a voulu de cette manière éviter que les créanciers des Caisses d'épargne

soient défavorisés par rapport à ceux des emprunts communaux.

En 1927, la Prusse a élevé le pourcentage minimum à 15 %. Il a été prévu la constitution d'un fonds de compensation auquel les Caisses d'épargne possédant une masse supérieure à 15 % devront verser leur excédent. Celui-ci sera réparti entre les communes qui ne peuvent élever de 12 1/2 % à 15 % leur répartition. Quant aux Caisses d'épargne qui ne peuvent rassembler les fonds nécessaires à la répartition de 12 1/2 %, elles devront faire appel à la puissance contributive de la communauté garante.

Les autres Etats se sont en grande majorité contentés de revaloriser au taux minimum de 12 1/2 % les avoirs des déposants. Cependant on peut relever qu'à Hambourg le pourcentage de répartition a été élevé pour les Caisses communales à 25 %.

On remarquera que les dépôts constitués en Caisses d'épargne ont été traités d'une manière essentiellement différente des dépôts en banque. Il est curieux de constater que le déposant qui a eu la malencontreuse idée de confier ses économies à un établissement de crédit privé a été entièrement dépouillé, alors que, si celles-ci avaient été remises à une Caisse publique elles auraient été revalorisées dans une proportion minime, mais cependant appréciable. Exemple frappant des inégalités et des injustices qu'engendre l'inflation.

L'ÉPARGNE ET LES ASSURANCES SOCIALES

Dans un article paru récemment dans la *Sparkas-senzeitung*, le Dr Wenz de Fulda souligne combien il est injuste, bien que cela soit de mode, de nier purement et simplement les immenses services rendus par les assurances sociales. Celles ci protègent en effet les travailleurs des conséquences terribles des maladies et des accidents, de l'invalidité et du chômage. Elles sont un véritable bienfait pour ceux dont le capital consiste purement et simplement dans la force de leurs bras. Le grand, l'indéniable avantage des assurances sociales réside dans le système de compensation des risques qui permet à une personne qui n'a encore fourni qu'un effort d'épargne insignifiant d'être entièrement protégée contre tous les risques sociaux.

Mais, si l'on doit se refuser à une critique systématique, il n'en est pas moins vrai que le système actuel présente des inconvénients très réels. L'Etat a dû intervenir étant donné l'industrialisation croissante de l'Allemagne. Il s'est rendu compte que l'ouvrier était dans l'impossibilité absolue de se garantir contre tous les risques qu'il peut courir,

grâce uniquement à ses propres facultés d'épargne. De par leur extension, le financement des assurances sociales est devenu un grave problème pour l'Etat. Bien que la classe ouvrière ne se déclare qu'incomplètement satisfaite, une somme de 5 milliards de marks doit être affectée annuellement à cette organisation.

Un des plus grands défauts des assurances sociales consiste dans le fait que l'assuré n'a pas la disposition de son capital. L'argent économisé ne reste pas entre les mains de l'épargnant, mais est versé à une caisse d'Etat dont l'existence et les attributions sont pour lui pleines de mystère. Peut-être en reverra-t-il quelques fractions dans son existence de travailleur sous la forme d'allocation de chômage; dans le cas le plus favorable, à 65 ans, il deviendra ce que les Allemands appellent un Sozialrentner. Mais le plus souvent, les assurances sociales seront pour lui plutôt une charge qu'un bienfait. Il suppose le capital dont il est indûment privé et s'estime lésé; l'effet utile de l'assurance sociale étant fatalement dans le plus grand nombre de cas inférieur à l'effort fourni.

On peut donc se demander et, si cela n'est pas encore une revendication officielle des Caisses, la question a cependant été longuement étudiée par elles, s'il ne conviendrait pas de convertir le système actuellement existant d'assurances en un système d'épargne obligatoire.

Dans ce cas, les versements seraient égaux en

importance aux versements actuels, mais le compte de l'intéressé serait crédité des sommes versées. Ces comptes seraient gérés par les soins des Caisses d'épargne communales. Une Reichssparkbank aurait la haute main sur le système. Les Caisses ne devraient pas en principe réaliser de bénéfices, ceux-ci seraient ristournés aux intéressés, qui recevraient à date fixe un relevé de leur compte. Hors le cas de décès, il serait interdit aux déposants de disposer de leur épargne avant leur soixantième année ; cependant, dans le cas de maladie ou de chômage, il leur serait loisible de faire certains prélèvements réglementaires. La subvention de l'Etat qui se monte actuellement à 560 millions pourrait contribuer à l'organisation d'un fonds de réserve destiné à fournir une allocation aux membres de la famille de l'épargnant décédé.

Il est aisé de se rendre compte de l'intérêt de ce projet. Admettons qu'un jeune homme de dix-huit ans commence à effectuer des versements mensuels de 10 marks et qu'il les continue par la suite (théoriquement l'âge du premier versement est de 14 ans, mais pratiquement la somme versée oscille entre 20 et 30 marks). Si un intérêt de 5 %, très minime dans les circonstances actuelles, lui est bonifié, nous voyons qu'au bout de 10 ans, un capital de 1.545 marks lui appartient déjà. A 30 ans, il possèdera 8.624 marks, à 60 ans 16.968 et à 65 ans 22.436 marks, ce qui lui donne droit à une rente de 1.568 marks au taux de 7 %. Dans une hypothèse plus

favorable et se rapprochant d'ailleurs beaucoup plus des conditions réelles, si le versement mensuel est de 15 marks et le taux d'intérêt de capitalisation de 7 %, nous trouvons l'intéressé possesseur à 65 ans d'un capital de 66.184 marks donnant une rente annuelle de 4.627 marks.

Jamais les assurances sociales ne pourront donner des résultats aussi favorables. Que l'on ajoute la possibilité d'introduire certaines modifications au règlement initial permettant par exemple à un jeune ménage d'opérer les retraits nécessaires à l'édification d'une maison ouvrière et l'on voit sous quel aspect favorable se présente le projet.

L'influence que pourrait avoir ce système sur la formation des capitaux est loin d'être négligeable. Un des désirs certainement le plus répandus dans la masse de la population ouvrière est de s'évader du prolétariat et d'avoir quelque bien au soleil. Croit-on que cet espoir et les possibilités qui s'ouvriront de l'exaucer ne seront pas d'un puissant attrait ? La facilité d'augmenter son capital et de le léguer à ses descendants au jour de sa mort pourra être d'un grand secours pour permettre de combattre l'idée qui tend malheureusement à se répandre, d'après laquelle le socialisme dans son expression la plus radicale peut seul amener une amélioration du sort du prolétaire.

De plus, certains inconvénients des assurances sociales seraient évités, le système actuel présentant de graves inconvénients du point de vue des finances

de l'Etat en général. Toutes les branches d'assurances, aussi bien l'assurance accidents que l'assurance-maladies, l'assurance-invalidité, l'assurance des employés et l'assurance-chômage capitalisent des sommes énormes, amassent réserves sur réserves afin d'être en mesure de vaincre des crises éventuelles. La liberté relative laissée aux organismes d'assurances de remployer ces sommes dans des entreprises productives écarte le danger qui semble le plus à craindre pour un Français : celui du emploi de sommes colossales dans des entreprises d'Etat. Mais un péril n'en existe pas moins. En cas de révolution et de prise de pouvoir par les collectivistes, la première mesure du nouveau gouvernement serait, à n'en pas douter, de mettre la main sur ces énormes réserves et de se procurer ainsi un moyen d'une puissance extrême pour l'affermissement de l'idéal communiste. Avec l'autre organisation au contraire, il serait impossible à un gouvernement quelconque de tenter une action contre les petits capitalistes représentant la clientèle des Caisses.

Un autre danger des assurances sociales est d'habituer le particulier à la conception néfaste de l'Etat-providence. Le petit rentier, certain de jouir des revenus que lui apporte l'Etat, se laisse vivre et renonce à tout effort. Tandis que la possibilité de voir croître dans des proportions intéressantes le capital qu'il peut se constituer ouvre des perspectives sans fin à l'économie nationale.

Enfin, la réalisation de la fusion entre les organi

sations d'assurances et les Caisses d'épargne serait susceptible d'amener une simplification fort importante de ces administrations respectives, avantage qui ne serait certes pas à dédaigner étant donné la complexité toujours croissante des organisations étatistes.

L'évocation de ces diverses raisons suffit à prouver que le sujet mérite d'être traité beaucoup plus sérieusement qu'on ne le fait en France où, hypnotisé par l'exemple de l'Allemagne et par les résultats que le système des assurances sociales a paru donner, on ne prête pas assez l'oreille aux doléances dont il est l'origine.

LA RENAISSANCE DE L'ESPRIT D'ÉPARGNE

L'augmentation des dépôts en caisses d'épargne.

On aurait pu croire que la catastrophe financière qui fut la conséquence de l'inflation aurait l'influence la plus désastreuse sur la formation de l'épargne. Il n'en a rien été, les populations allemandes se sont remises à économiser dès que l'ère de la dépréciation monétaire a pris fin. Nous allons nous en rendre aisément compte en étudiant l'accroissement des dépôts dans la période actuelle.

Ces dépôts ne représentent pas bien entendu à eux seuls toute la puissance d'épargne de l'Allemagne. Il faudrait ajouter les sommes déposées dans les banques privées, dans les banques coopératives, investies dans des achats d'actions, de biens fonds, etc. Le chiffre des dépôts en Caisses d'épargne ne donne qu'une tendance, éminemment représentative d'ailleurs du rythme de la formation des capitaux.

D'autre part, ces chiffres ne sont pas une traduction absolument exacte du bien-être de la population. Il peut en effet se former une classe jouissant d'un bien-être tel qu'il lui soit possible de réaliser des économies et qu'à côté d'elle, certaines catégories de la population soient plongées dans la

plus grande misère. Qu'il y ait des gens qui souffrent, c'est l'évidence : rentiers ruinés par l'inflation et ayant pris de l'âge, femmes obligées de travailler hors de chez elles, agriculteurs en difficultés.

En 1870, les dépôts dans les Caisses d'épargne prussiennes se montaient à 467 millions de marks, en 1880, ils étaient passés à 1478, en 1900 à 5.493. A partir de cette date nous possédons la statistique pour l'ensemble des Caisses allemandes : 8.838 millions. En 1913, nous arrivons à 19.401 millions ; la guerre fait passer ce dernier chiffre à 22 milliards de marks or. Puis, c'est l'inflation et en novembre 1923, il ne reste plus rien de l'épargne accumulée pendant tout un siècle.

Il fallait reconstruire. L'influence des Caisses d'épargne sur la formation des capitaux a été de tout premier plan. Elle a été accrue depuis la guerre par l'extension donnée aux services de virement, par la politique à courte vue des banques privées qui ont découragé leur clientèle et surtout par la manière dont les Caisses ont pratiqué la revalorisation des dépôts de leur clientèle d'avant-guerre.

La route à parcourir était néanmoins fort longue ; elle l'a été cependant avec une rapidité remarquable et bien imprévue pour le plus grand nombre. Que l'on se rappelle qu'en 1913, le dépôt moyen en Caisse d'épargne se montait par tête d'habitant à 325 marks, que fin 1924 il était de 9,80 marks après être passé par un minimum bien voisin de zéro, et l'on est surpris de constater qu'en 1928, il atteint 115 marks.

Donc, rapidité de reconstitution des épargnes surprenante. A la fin de 1928, les dépôts se sont montés dans les Caisses d'épargne allemandes à une somme de 8.650 millions de marks se répartissant en dépôts d'épargne pour 7.250 millions et en dépôts en comptes courants et à caractère bancaire pour 1.400 millions. Cette statistique ne tient pas compte des sommes placées aux caisses de virement affiliées à l'organisation saxonne qui, revêtant un caractère particulier, n'a pas donné les chiffres l'intéressant. Les capitaux remis aux banques communales fondées dans 35 villes prussiennes et effectuant les opérations de caractère bancaire en lieu et place de la caisse d'épargne locale, ne sont pas non plus imputés dans cette statistique. Si l'on ajoutait les chiffres provenant de ces deux organisations, on trouverait pour les dépôts en comptes courants et à caractère bancaire une somme de 1.840 millions, ce qui ferait passer le total des dépôts à un montant supérieur à 9 milliards.

L'augmentation des dépôts pour les caisses allemandes est donnée par le tableau suivant :

Années	Augmentation des dépôts d'épargne	Augmentation des dépôts en compte courant	Augmentation du total des dépôts
1924	557	655	1.212
1925	1.118	153	1.272
1926	1.496	281	1.778
1927	1.640	60	1.700
1928	2.420	250	2.670

(En millions de marks)

La forte augmentation des dépôts d'épargne est particulièrement remarquable, elle a progressé d'année en année, étant en 1925 de 560 millions supérieure à celle de 1924, en 1926 de 380 millions à celle de 1925, en 1927 de 150 millions à celle de 1926 et en 1928 de 780 millions à celle de 1927. L'intérêt que présentent ces chiffres, confirmation de la renaissance de l'esprit d'épargne en Allemagne, ne doit pas faire oublier que la bonification d'intérêts aux dépôts déjà constitués a joué un rôle grandissant dans cette amélioration de la situation allemande. Ce rôle des intérêts dans la formation du capital-épargne est d'autant plus considérable en 1928 que leur taux était de 1 % supérieur à celui de 1927. Le tableau suivant nous le montre :

Années	Augmentation par le jeu des dépôts	Augmentation par le jeu des intérêts	Augmentation totale
1924	535	22	557
1925	1.037	81	1.118
1926	1.363	133	1.496
1927	1.455	185	1.640
1928	2.070	350	2.420

En millions en marks

Il faut d'autre part tenir compte de l'influence de la loi de revalorisation qui commence dès maintenant à donner des résultats effectifs. Les capitaux importants qui étaient placés en hypothèques renaissent de leurs cendres, pour un faible quantum il est vrai. Les fractions revalorisées ne peuvent,

étant donné leur peu d'importance, qu'être imputées au compte d'épargne. De plus les Caisses d'épargne commencent, en particulier dans les Etats non prussiens, à bonifier aux anciens déposants la fraction des dépôts d'avant-guerre qu'ils sont en droit de voir revaloriser. En 1928, 100 millions de ces dépôts ont ainsi reparu. Le poste qui les comptabilise prendra naturellement une importance de plus en plus grande.

Il convient en outre de se souvenir, lorsqu'on s'étonne de la croissance des dépôts d'épargne, du fait que la médiocre activité économique des dernières années a amené aux Caisses des capitaux qui normalement eussent dû être employés dans des buts commerciaux ou industriels. Il est vrai que comme contre-partie la population n'a pu, étant donné son activité réduite, toucher des salaires aussi élevés que ceux qu'elle aurait perçus dans une période de pleine activité, et que par conséquent, la part réservée à l'épargne en a été diminuée d'autant.

Enfin, il est évident qu'après une débâcle comparable à celle de la période inflationniste, toutes les activités de la nation devaient être tendues dans le désir commun de restaurer l'équilibre économique, et pour ce faire, de reconstituer les capitaux détruits. Une comparaison avec l'état des dépôts en 1913 montrera à quel point ce travail de reconstruction a été accompli. Il faut tenir compte de la diminution des territoires du Reich et aussi de la dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie en rédui-

sant les chiffres obtenus proportionnellement aux variations de l'index du commerce de gros. Un calcul assez compliqué montre donc que les dépôts des Caisses d'épargne à la fin de 1928 représentent 27,49 % du montant de 1913, c'est-à-dire, à peu de chose près, le total qu'ils atteignaient en 1885.

Le total des dépôts effectués ou retirés a été naturellement plus élevé en chiffres absolus en 1928, qu'il ne l'a été l'année précédente. 6.529 millions de marks ont été inscrits sur les livrets et 4.241 millions de retraits ont été opérés. Il est cependant à remarquer que la fréquence de ces derniers a diminué en chiffres relatifs. Tandis qu'en 1924, 16 % des dépôts étaient retirés, cette proportion est tombée en 1928 à 6 %, et même en Saxe, à 3 %. Cette fréquence relativement très lente prouve que les dépôts d'épargne peuvent maintenant être considérés comme entièrement stabilisés. Une influence saisonnière peut être relevée. Les chiffres les plus hauts sont régulièrement ceux des mois de mars, de juillet, d'octobre et de décembre correspondant en mars, aux dépenses de Pâques et de la Confirmation, en juillet à l'époque des voyages, en octobre aux préparatifs pour passer l'hiver, tels que : achat de vêtements, de combustibles et en décembre, par les dépenses nécessitées par les fêtes de Noël. Le chiffre très bas que nous avons donné pour la Saxe s'explique par la séparation stricte existante dans ce pays entre les Caisses d'épargne et les caisses de virements.

Années	Dépôts	Retraits
1924	1.305	748
1925	2.852	1.734
1826	3.897	2.401
1927	5.009	3.369
1928	6.529	4.109
En millions de marks		

Les dépôts de caractère bancaire et en compte courant qui n'avaient progressé que de 60 millions en 1927, ont augmenté de 150 millions en 1928. Cette augmentation proportionnellement forte s'explique par le marasme des affaires qui a libéré les capitaux et les a conduits à s'investir dans les comptes de virements. Il n'en reste pas moins que la proportion des dépôts en compte courant a subi une baisse très nette relativement aux dépôts d'épargne, étant donné que les premiers représentaient 52 % du total des dépôts à la fin de 1924, et que cette proportion s'est abaissée à 16 % en 1928.

La répartition des divers éléments de leurs bilans.

Les bilans bimestriels que les Caisses d'épargne sont tenues de faire paraître vont nous permettre d'étudier la répartition des différents éléments repris dans les bilans de l'ensemble de ces établissements ainsi que leur valeur. Nous prendrons les

bilans parus à la fin juin 1928, les derniers ayant servi à établir une étude complète par les soins de la revue officielle : *Wirtschaft und Statistik* publiée par l'office de statistique de l'Empire et les comparerons à ceux de décembre 1913 et décembre 1924.

Postes	31/12/1913	31/12/1924	30/6/1928
<i>Actif :</i>			
Encaisse/.....	234,2	63,9	81,4
Avoirs dans les autres banques.....	—	327,5	1.148,9
Traites et chèques.....	101,5	119,6	290,9
Débiteurs.....	465,9	751,6	2.055,2
Hypothèques.....	12.722,3	79,6	2.486,5
Valeurs.....	3.910,4	20,9	1.000,9
Prêts aux communes.....	2.318,3	62,1	728,9
Autres actifs.....	359,7	142,7	539,3
Total.....	20.112,3	1.567,9	8.332,0
<i>Passif :</i>			
Réserves.....	922,1	55	222,5
Avoirs d'autres banques.....	—	84,3	343,1
Dépôts d'épargne.....	19.037,5	608	5.852,1
Dépôts en comptes courants..	63,6	655,4	1.344,8
Autres passifs.....	89,1	165,2	569,5
Total.....	20.112,3	1.567,9	8.332,0

En millions de marks

La politique de crédit des Caisses d'épargne a eu pour conséquence une amélioration considérable de leur liquidité. Si nous définissons la liquidité de première catégorie : le rapport entre les disponibilités représentées par l'encaisse (comprenant les avoirs auprès des banques d'émissions) et les exigibilités, ces dernières étant représentées par le chiffre 100, on trouve que cette liquidité qui était égale à 4,74 le 31 décembre 1924, était tombée à

1,08 % le 30 juin 1928. Si maintenant nous considérons la liquidité de deuxième catégorie définie par le pourcentage des disponibilités : encaisses, avoirs auprès des banques d'émission, avoirs dans les banques privées, traites, par rapport aux exigences, on voit que cette liquidité passe de 37,92 le 31 décembre 1924, à 20,18 % le 30 juin 1928. Ce dernier coefficient de liquidité était passé par un minimum le 31 décembre 1927 (17,23 %). Cette diminution n'est pas inquiétante, étant donné que la fréquence des retraits est en recul et que par conséquent, les coefficients de liquidité n'ont pas besoin d'être maintenus aussi haut que précédemment. Si l'on compare enfin les chiffres donnés pour la liquidité des Caisses d'épargne avec ceux des établissements bancaires, on doit tenir compte de la stabilité plus grande des dépôts chez les premières. Il n'est donc pas étonnant qu'aux chiffres respectifs de 1,08 % et de 20,18 % trouvés pour les Caisses d'épargne s'opposent ceux de 2,60 % et de 33,66 % pour les grandes banques privées.

CONCLUSION

Il pourrait sembler étrange à des lecteurs français que nous ne tentions pas d'établir une comparaison entre les Caisses d'épargne allemandes et le système pratiqué en France. Et cependant, le développement de ces deux institutions ayant été entièrement différent, le parallèle sera peu substantiel.

A l'origine, le but est identique : recevoir les sommes les plus minimes et les conserver en mettant le déposant à l'abri de la tentation de les dépenser. « La Caisse d'épargne n'est qu'une tirelire perfectionnée » (1) ; les formalités imposées pour le retrait équivalent à la difficulté de casser la tirelire.

Mais dans la suite, à la limitation étroite du maximum des dépôts adoptée en France, s'oppose en Allemagne la liberté de constituer des capitaux fort importants, théoriquement illimités.

Cependant la différence la plus importante n'est pas à chercher dans cette limitation quantitative des opérations passives. Elle consiste beaucoup plus dans l'obligation où sont les Caisses d'épargne françaises de verser à la Caisse des dépôts et con-

1. Gide, *Economie politique*.

signations les sommes confiées par leur clientèle, tandis que les Caisses allemandes peuvent consacrer aux besoins de crédit locaux la plus grosse partie des fonds qui leur sont confiés. Le premier système soutient les rentes. « Mais, l'immobilisation dans des rentes perpétuelles de dépôts à vue place les caisses de l'Etat dans une situation difficile, lorsqu'il s'agit de faire face à des demandes de retrait. La liberté d'emploi donne en principe une sécurité moins grande, mais quand elle est affectée au crédit populaire, elle est d'une solidarité féconde en résultats » (1).

Nous avons pu nous rendre compte comment le système allemand a pu éviter de donner prise à ce reproche de présenter une sécurité moindre que celui de l'apport obligatoire à une Caisse publique. La puissance contributive des communes étant théoriquement illimitée, il semble impossible que les déposants soient lésés. Seule, une catastrophe nationale telle que l'inflation peut avoir cette conséquence ; et encore, même dans ce cas, la clientèle des Caisses d'épargne a été singulièrement mieux traitée que les créanciers de l'Etat.

Nous ne reviendrons pas sur les avantages que présente le système allemand en ce qui concerne la décentralisation du crédit. Le danger de permettre à l'Etat de disposer de sommes aussi importantes que les dépôts en Caisses d'épargne est

1. Nogaro, *Economie politique*.

évident. Une mauvaise direction imprimée à la politique d'investissement pouvant avoir des conséquences considérables.

En France, les services financiers organisés par les P. T. T. prennent une extension de plus en plus grande (service des recouvrements, du compte courant postal, de placement des bons de la défense nationale et des emprunts d'Etat) et interdisent à la Caisse d'épargne postale, si elle en avait jamais l'idée, de mettre sur pied un service bancaire analogue à l'organisation allemande.

La crainte d'entrer en concurrence avec les banques privées a, d'autre part, empêché d'accorder un intérêt aux dépôts en compte courant postal, et la Caisse d'épargne en est restée en fait d'opérations sur titres à l'achat de rentes sur l'Etat conformément au désir du titulaire du compte ou bien lorsque le montant de son dépôt dépasse la limite maximum prévue par la loi.

Le système allemand a été imité bien timidement en ce qui concerne les encouragements à donner à la construction de maisons à bon marché. La loi française autorise en effet les Caisses d'épargne à utiliser leur fortune personnelle constituée par le fonds de réserve et de garantie, à financer la construction d'habitations ouvrières ou à consentir des prêts hypothécaires aux sociétés créées dans ce but.

L'extension des Caisses d'épargne allemandes a donc été beaucoup plus considérable que celle des Caisses françaises. Il semble bien, malgré toutes

les dénégations des dirigeants du mouvement, que l'administration a longuement caressé le rêve d'opposer au système des banques privées une organisation souple, mais très serrée, constituée par l'intégration horizontale et verticale des Caisses d'épargne et des centrales de virement. Le législateur n'a contrarié en rien cette évolution, l'a facilité tout au contraire en permettant la pratique de toutes les opérations bancaires aux Caisses d'épargne qui sortaient ainsi résolument de leur sphère d'activité primitive. Cette évolution paraît d'ailleurs loin d'être terminée ; il se pourrait qu'elle marquât en ce moment un moment d'arrêt, mais la tendance à la socialisation est trop spécifiquement allemande pour que les plus grands efforts ne soient pas faits afin de renforcer l'armature, déjà si puissante cependant, de l'organisation des Caisses d'épargne publiques, même si l'on ne peut en arriver à la monopolisation complète à son profit du commerce bancaire.

ANNEXES

RÈGLEMENT DU 12 DÉCEMBRE 1838

Nous, Frédéric Guillaume, par la grâce de Dieu Roi de Prusse, etc..., faisons connaître ce qui suit :

Comme la création des Caisses d'épargne s'est montrée utile, et que cette institution a pris un développement toujours plus important ; que d'autre part, certains inconvénients ont été signalés qui nécessitent une intervention législative ; Nous avons considéré comme indispensable la rédaction d'un règlement général, afin de dissiper d'une part les difficultés qui se sont manifestées dans différentes localités et d'autre part d'assurer la sécurité aussi bien des personnes qui ont confié leurs économies à ces établissements que des communes qui les ont créés. A cette fin, Nous décrétons ce qui suit :

§ 1. — *Création d'une Caisse d'épargne*

Quand une commune a l'intention de créer une Caisse d'épargne, elle doit s'adresser à l'autorité préposée au contrôle communal qui lui est hiérarchiquement supérieure et faire les propositions nécessaires pour la création de cette institution. Une condition indispensable est d'obtenir l'approbation du conseil municipal ou de la représentation de

la commune (de la diète du cercle pour les cercles) à la création de l'institution et en tout cas à la suppléance générale assumée par la commune. Une décision des autorités de l'Etat tranchera les doutes éventuels et les résistances de l'autorité administrative communale.

§ 2. — *Autorisation nécessaire à la création
d'une Caisse d'épargne.*

L'autorité préposée au contrôle communal de la Caisse d'épargne, après avoir préparé l'affaire ainsi qu'il se doit et étudié le statut, est tenue de faire un rapport à l'Oberpräsident à qui revient le droit et le devoir d'approuver l'institution et les statuts ou d'opposer un refus. L'approbation de la Caisse d'épargne et de ses statuts ne peut être refusée par l'Oberpräsident qu'avec l'accord du conseil provincial.

§ 3. — *Refus d'autorisation.*

L'autorisation de créer de semblables institutions ne peut être refusée à une commune qui fait des propositions convenables et qui, de par sa situation et l'ordre régnant dans son budget, est en état de fournir aux déposants toute garantie de sécurité.

§ 4. — *Projets satisfaisants.*

L'examen des projets devra porter sur les points suivants :

- a) Les dépôts sont-ils suffisamment garantis ?
- b) Le budget communal n'est-il pas mis en danger par la création projetée ?

c) L'établissement projeté servira-t-il principalement à satisfaire les besoins des classes les plus pauvres, qui auront ainsi l'occasion de placer leurs petites économies et des mesures seront-elles prises afin d'empêcher toute irrégularité dans ces établissements ?

§ 5. — *Placement des dépôts.*

Afin d'atteindre le but spécifié au paragraphe 4 a, toutes explications devront être fournies avant qu'une approbation soit donnée aux méthodes permettant d'investir d'une façon sûre les capitaux qui auront été constitués grâce aux dépôts individuels. Les communes sont autorisées à investir ces capitaux non seulement en premières hypothèques, en titres d'Etat prussien, en lettres de gage et de toute autre manière présentant des garanties de sécurité complète, mais encore à les utiliser au rachat de leurs propres obligations ou en subventions aux établissements de prêts municipaux organisés par l'ordonnance du 28 juin 1826.

Si l'Oberpräsident est disposé à donner son approbation à l'emploi de fonds spécifié en dernier lieu, il doit non seulement examiner si le budget des dettes municipales se présente d'une manière régulière, si le service des intérêts et et de l'amortissement est assuré, si la dotation à consentir aux établissements de prêts municipaux correspond aux directives de l'ordonnance sus-mentionnée et paraît utile, mais encore continuer sa surveillance par la suite et apporter tous ses soins à ce que la sécurité des dépôts ne soit pas mise en danger par une mauvaise administration.

§ 6. — *Fonds spécial.*

Afin d'atteindre ce but, la Caisse d'épargne doit constituer un fonds spécial qui sera tenu distinct des autres caisses de l'administration municipale. Les titres qui auront été émis à l'occasion des investissements de capitaux ainsi que les obligations municipales et les reconnaissances de dette appartenant aux caisses de prêt, devront être conservés à part. Les intérêts qu'ils produiront devront être imputés sur le fonds spécial de la Caisse d'épargne.

§ 7. — *Bénéfices.*

Lorsque les intérêts produits par les capitaux investis seront supérieurs à ceux payés aux déposants, il sera réalisé un excédent qui demeurera en possession de la Caisse d'épargne et produira des intérêts jusqu'à ce que soit constitué un capital suffisant pour couvrir les pertes éventuelles du fonds spécial et pour permettre de remplir les obligations prises vis-à-vis des déposants, sans qu'il y ait besoin de mettre en cause la suppléance générale assumée par la commune. Lorsque cet excédent aura atteint une somme supérieure à celle qui paraît nécessaire pour le but visé, et que la commune manifestera l'intention de disposer d'une partie de cet excédent pour des besoins publics, il sera nécessaire d'obtenir l'approbation du Regierungspräsident. Ce dernier ne doit la donner que si un fonds de réserve suffisant subsiste après que le retrait envisagé aura été opéré. Le refus de l'approbation de la mesure envisagée ne pourra être prononcé que sur avis conforme du comité de district.

§ 8. — *Prêts à la communauté garante.*

Les cercles ou les communes ne peuvent contracter d'emprunts sur le fonds spécial de la Caisse d'épargne, pour faire face à de nouveaux besoins qu'avec l'approbation de l'Oberpräsident ou du Regierungspräsident. Cette approbation ne peut être donnée que si le service des intérêts et de l'amortissement d'un tel emprunt est d'ores et déjà entièrement assuré. Les obligations émises deviendront la propriété du fonds spécial dans les conditions spécifiées au paragraphe 6, les intérêts lui seront également bonifiés. Le refus d'autorisation ne pourra être valable qu'avec l'approbation du comité de district.

§ 9. — *Précautions pour le budget communal*

Les prescriptions mentionnées aux paragraphes 5, 6, 7, 8 visent à atteindre le but préconisé au paragraphe 4 b et à obtenir que l'obligation de représentation générale des communes ne soit mise en cause que dans des cas très rares.

Afin d'assurer le bon ordre du budget communal, le taux des intérêts doit être fixé de manière à ce qu'il soit non seulement entièrement garanti par celui des capitaux placés par la Caisse d'épargne, mais qu'en outre un excédent demeure disponible de façon à couvrir les frais de l'administration et les pertes d'intérêt résultant de l'obligation où est la Caisse d'épargne de conserver par devers elle des capitaux disponibles pour les paiements sans préavis et pour former le capital de réserve mentionné au paragraphe 7

permettant de faire face au paiement de pertes éventuelles en capital et en intérêts.

§ 10. — *Remboursement.*

Il n'est pas moins indispensable de spécifier les sommes qui pourront être retirées à vue de la Caisse d'épargne et celles qui seront soumises à préavis afin que les communes ne soient pas exposées à des pertes trop importantes sur les intérêts par suite des disponibilités à conserver. Cela permettra aussi d'éviter que les Caisses soient contraintes de suspendre leurs paiements au comptant par suite d'un afflux accidentel de créanciers ou d'exécuter des opérations coûteuses afin de se procurer l'argent nécessaire.

A ce propos, les petites sommes nécessaires pour permettre la satisfaction de besoins momentanés, seront payables immédiatement au comptant, tandis que pour les gros dépôts, qui peuvent déjà être considérés comme de petits capitaux, il sera fixé un délai de paiement plus ou moins long d'après le montant de la somme en jeu.

§ 11. — *Montant minimum des dépôts.*

Afin d'atteindre le but mentionné au paragraphe 4 c, le dépôt minimum qui peut être accepté par une Caisse d'épargne doit être fixé aussi bas que les nécessités de l'administration le permettent, afin que la possibilité soit donnée aux classes les plus pauvres de la population de placer d'une manière sûre toute économie aussi faible soit-elle et de résister à la tentation de la dépenser sans nécessité urgente. On devra en outre veiller à ce que des inté-

rêts soient bonifiés pour les dépôts les plus faibles autant que cela sera possible sans risque de trop compliquer la tenue de la comptabilité.

§ 12. — *Montant maximum des dépôts.*

Nous voulons à la vérité laisser déterminer librement par les communes si elles doivent, étant donné les circonstances locales, fixer un maximum aux dépôts partiels ou au montant total des dépôts de chaque client. Il est réservé à l'Oberpräsident de demander des modifications si l'expérience montre que cette prescription éventuelle ou son absence comporte des désavantages pour les Caisses d'épargne, les communes ou l'économie générale.

Cependant, même si le préavis fixé a été donné en temps voulu, le paiement en espèces de grosses sommes pourrait dans certaines circonstances être la cause de difficultés pour les communes et peut-être ne pas être exécutable. Aussi a-t-il été prévu dans chaque statut, même si un maximum n'a pas été fixé pour le montant des dépôts, un certain quantum jusqu'à concurrence duquel le remboursement des dépôts et celui des intérêts devra être effectué en numéraire. Si cette somme est dépassée du fait de nouveaux dépôts ou du jeu des intérêts, des valeurs publiques, susceptibles de servir au placement de fonds pupillaires devront être achetées au compte de l'intéressé, même sans que l'avis de ce dernier ait été sollicité. Ces valeurs seront portées à son compte avec spécification de leur nature, de leur type et de leur numéro et le prix payé pour leur achat ainsi que les différents frais devront être imputés. Le déposant devient propriétaire des

valeurs achetées et par conséquent il bénéficiera des avantages ou des inconvénients susceptibles de lui être procurés par une hausse ou une baisse de ces titres. Les intérêts qui lui seront bonifiés seront les intérêts habituels, l'excédent étant versé au compte de la Caisse d'épargne. Les valeurs publiques ainsi acquises sont gardées dans un fonds spécial conformément aux prescriptions du paragraphe 6 comme dépôt spécial. Il est cependant permis à l'autorité administrative si les valeurs nécessaires ne peuvent être acquises en nombre suffisant, de procéder à des échanges avec des valeurs de même nature provenant de son propre fonds.

Il est réservé à la libre volonté des Caisses d'épargne de proposer la somme à partir de laquelle ces opérations devront avoir lieu ; cependant la décision appartient à l'Oberpräsident. Il devra être pris garde en fixant une somme trop basse de ne pas rendre plus difficile la poursuite du but primordial des Caisses d'épargne qui doit être d'inciter les classes les plus pauvres à la pratique de l'épargne et de ne pas risquer non plus de rendre la situation de la Caisse d'épargne moins saine pour la plus grande facilité des possédants en donnant à ces derniers qui investissent de grosses sommes productives d'intérêts la certitude de rentrer en possession de ces sommes même après un préavis assez court, ce qui pourrait être la source de complications pour les communes.

L'approbation du conseil provincial est nécessaire pour modifier ou compléter ces dispositions statutaires malgré la volonté contraire de la commune.

§ 13. — *Livrets.*

Sur les livrets ouverts par les soins des Caisses d'épargne doivent être imprimés le statut ainsi qu'un tableau permettant de savoir quel capital représentera chaque dépôt augmenté des intérêts à compter du minimum autorisé jusqu'à la somme de 100 Taler (ou bien si le maximum autorisé est inférieur à ce dernier chiffre, jusqu'à ce maximum), pour toutes les années consécutives jusqu'à la dixième. Les communes seront libres d'établir des tableaux pour des sommes plus importantes et pour une période plus longue.

§ 14. — *Identité du déposant.*

Les livrets de Caisses d'épargne devront être numérotés en série continue, de manière que les livres de la Caisse concordent avec le livret remis au déposant en ce qui concerne le numéro et le montant du dépôt. Le nom du déposant devra être porté sur le livret et les livres de la Caisse d'épargne.

Comme cependant, si le porteur du livret devait prouver son identité lors du retrait de dépôts ainsi que son droit à la perception de ces fonds, cette pratique serait, surtout dans les grandes villes et en cas d'héritage, la cause de longueurs et de frais qui pourraient facilement dépasser le montant de beaucoup de dépôts, les communes sont autorisées à insérer dans leurs statuts la disposition suivante :

« Le montant sera versé à tout porteur du livret sans autre vérification d'identité et la commune ne sera plus tenue envers la personne qui a effectué le dépôt ou ses héri-

tiers une fois ce versement effectué à condition qu'aucune opposition antérieure n'ait été faite au paiement. »

Cette disposition est édictée afin de ne pas détourner les communes de la fondation de Caisses, étant donné les complications inhérentes à cette création et l'engagement de leur responsabilité et afin de ne pas effrayer les déposants par la crainte de ne recouvrer leurs économies qu'avec difficultés et frais élevés. .

§ 15. — *Livrets perdus.*

Afin que le possesseur d'un livret puisse en cas de perte sauvegarder ses droits dans la mesure du possible. Nous arrêtons ce qui suit :

a) Celui, qui a par hasard perdu ou détruit un livret de Caisse d'épargne, doit s'il désire en posséder un autre, faire connaître la perte à la direction de la Caisse d'épargne aussitôt qu'il s'est aperçu du fait. La Caisse note la communication dans ses livres sans se préoccuper de l'identité du porteur.

b) Si le porteur peut prouver, d'une manière considérée comme convaincante de l'avis de la direction de la Caisse d'épargne, la destruction totale de son livret, un autre livret lui est remis, établi sur les données des livres. Dans tous les autres cas, le livret perdu doit faire l'objet de publications judiciaires et être amorti.

c) Avant de procéder à ces publications, il est nécessaire d'attendre l'expiration du trimestre dans lequel a été annoncé la perte ainsi que celle du trimestre suivant. Si durant ce laps de temps, le livret perdu est présenté à la Caisse par

une autre personne que celle qui a notifié la perte, la Caisse d'épargne confisque le livret, l'envoie au tribunal local et renvoie la personne qui a présenté le livret ainsi que celle qui en a annoncé la perte pour se pourvoir devant ce tribunal qui décidera de leurs prétentions respectives à la propriété du livret.

d) Si le délai fixé en c) s'est écoulé sans que le livret ait été présenté, la Caisse remet à la personne qui est présumée avoir perdu le livret un certificat et un relevé de son compte établi d'après les livres et ce, contre simple paiement des frais de copie. En envoyant ces pièces et en exprimant le désir que le serment lui soit déféré pour lui permettre d'affirmer sa propriété sur le livret et la perte de celui-ci, la personne qui a perdu le livret, peut demander qu'il soit procédé aux publications officielles et à l'amortissement par les soins du tribunal local.

e) Ce dernier doit faire connaître la perte du livret, le numéro de celui-ci, le nom de la personne à laquelle il a été primitivement remis ainsi que le nom de la personne qui est censée l'avoir perdu, le montant de la somme totale des dépôts au moment de la perte éventuelle, dans le journal officiel le plus lu de la localité et au cas où il n'en existe pas encore dans la feuille officielle du district avec la mention : que « la personne qui juge avoir un droit sur le livret perdu, doit se pourvoir devant le tribunal et cela au plus tard dans un délai déterminé plus bas afin de prouver ses dires ; au cas contraire, le livret est déclaré annulé et un nouveau est remis à l'intéressé en ses lieu et place. »

Si le montant du livret est inférieur à 50 Taler, le délai est réduit à quatre semaines à dater du jour de la publica-

tion et celle-ci n'est insérée qu'une fois dans la feuille officielle.

Pour des montants variant entre 50 et 100 Taler, le délai est de huit semaines et l'insertion doit être faite à deux reprises. Pour les montants supérieurs à 100 Taler, le délai est de trois mois et l'insertion faite à trois reprises.

f) Si personne ne se présente dans le délai déterminé pour revendiquer le livret, et que la personne qui est présumée l'avoir perdu prête un serment certifiant qu' « elle possédait ce livret en toute propriété et l'a perdu » ; le tribunal rend un jugement de forclusion et d'amortissement que la personne qui a perdu le livret doit faire publier et qui doit être affiché pendant quatorze jours dans les locaux du tribunal.

g) Dès que le jugement est devenu exécutable, la Caisse d'épargne doit remettre à la personne qui a perdu le livret un nouvel exemplaire et cela, sans frais.

h) La personne qui a perdu le livret supporte les frais de l'action judiciaire. Par contre, si le dépôt est supérieur à 100 Taler, ne lui seront imputées, outre les frais d'insertion et les droits de timbre que les taxes sur les ampliations. Enfin pour des sommes moins élevées ne seront imputées que les taxes sur les ampliations, les frais d'insertions ne devant être perçus que si le journal insérant l'annonce est édité par des personnes privées. Dans ce dernier cas, Nous faisons remise du droit de timbre et si l'insertion a paru dans un journal édité pour le compte de l'Etat, son impression sera gratuite.

§ 16. — *Arrêt du service des intérêts.*

Lorsqu'une personne ne s'est pas présentée depuis trente ans à la Caisse d'épargne munie de son livret, les intérêts cessent de courir à l'expiration de ce laps de temps.

§ 17. — *Statut.*

Un statut complet doit être établi pour chaque Caisse d'épargne en tenant compte des principes édictés par le présent règlement. Ce statut devra reprendre celles des prescriptions édictées ci-dessus qui seront nécessaires à la cohérence du texte. Il devra être imprimé avec l'approbation de l'Oberpräsident sur chaque livret.

Si une prescription contraire aux dispositions de ce règlement était jugée utile étant donné certaines circonstances locales, cette prescription ne pourrait être valable qu'avec Notre approbation expresse. Le décret pris à ce sujet devra de même être imprimé sur le livret.

§ 18. — *Contenu du statut.*

Chaque statut devra contenir les dispositions nécessaires concernant l'administration de la Caisse d'épargne, les personnes à employer, leur engagement, les cautions qu'elles devront fournir, la localité où la Caisse d'épargne a son siège, les jours et les heures où les dépôts et les retraits pourront avoir lieu. Il ne sera pas moins utile de spécifier comment devront être effectuées les modifications éventuelles à apporter au statut, celles qui pourront l'être avec l'appro-

bation de l'Oberpräsident, celles qui devront l'être sur son ordre au cas où elles seront nécessitées par certaines circonstances ou par des abus et finalement comment la dissolution éventuelle de l'établissement pourra être portée à la connaissance des intéressés.

L'approbation du conseil provincial est nécessaire pour modifier le statut et pour dissoudre la Caisse d'épargne contre la volonté des cercles, des communes ou des autres communautés.

Quand les déposants auront été prévenus, en conformité avec les règles édictées par le statut de la modification intervenue, et invités à retirer leurs fonds pendant un certain laps de temps, au cas où les nouvelles conditions ne leur plairaient pas, il doit être admis en ce qui concerne les personnes qui ne se présenteraient pas qu'elles désirent laisser leurs dépôts à la Caisse d'épargne aux nouvelles conditions.

§ 19. — *Contrôle de l'Etat.*

En ce qui concerne le contrôle de l'Etat sur les Caisses d'épargne, il faut se référer en règle générale aux textes législatifs concernant le contrôle de l'Etat sur les autres instituts communaux. Néanmoins les Oberpräsidenten et les autorités préposées au contrôle communal sont tenus de consacrer une attention particulière et continuelle à ces établissements, de se convaincre de leur bonne gestion et de l'ordre qui règne dans ces exploitations, d'exécuter et d'ordonner des inspections de caisse extraordinaires et d'inviter avec insistance les Caisses d'épargne à prendre des mesures pour éviter certains désordres et irrégularités quand il en est constaté.

§ 20. — *Rapport sur l'exploitation.*

En outre, les Oberpräsidenten devront se faire envoyer annuellement des rapports concernant l'exploitation et les résultats donnés par les Caisses d'épargne. Ces rapports devront être utilisés pour établir un état général intéressant toute la province conformément à un modèle établi par les soins du ministre de l'intérieur et de la police. Cet état devra être envoyé au ministre. L'administration de la Caisse d'épargne est en outre tenue de faire publier le rapport concernant son exploitation envoyé à l'Oberpräsident dans le journal d'annonces paraissant dans la localité ou dans le cercle et s'il n'en existe pas dans la feuille officielle.

§ 21. — *Caisses d'épargne créées
par des divisions administratives plus étendues.*

Lorsque des divisions administratives plus étendues telles que cercles et associations de communes veulent créer des Caisses d'épargne, le statut doit être présenté à Notre approbation. Les principes énumérés ci-dessus devront également être observés.

§ 22. — *Dispositions transitoires.*

En ce qui concerne les Caisses d'épargne déjà existantes, s'il se trouve qu'elles soient administrées suivant des principes en contradiction avec les dispositions ci-dessus, elles devront continuer à l'être pendant six mois après publication du présent règlement. Après expiration de ce délai, un

nouveau statut conçu sur les données du présent règlement devra être uniquement pris en considération pour régler les questions relatives aux nouveaux dépôts.

Les livrets de Caisse d'épargne, libellés au porteur, conservent momentanément leur validité. De nouveaux livrets devront par contre être remis après expiration du délai ci-dessus mentionné et libellés conformément aux indications du paragraphe 13.

Le ministère d'Etat devra publier le présent règlement dans le recueil des lois.

STATUT TYPE DU 26 JUILLET 1927

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 1. — *Nom, siège et but.*

1° La Caisse d'épargne établie dans la commune (cercle ou association de communes) de... dont le siège est à... portera le nom de : Caisse d'épargne de la ville (du cercle, du bailiage, de la commune, etc...) de... et aura droit à un sceau portant cette désignation.

2° La Caisse d'épargne est un établissement de droit public, d'utilité générale et apte à recevoir les fonds pupillaires, appartenant à la commune (cercle, association de communes) de... et jouissant de son entière garantie.

3° La Caisse d'épargne devra encourager l'esprit d'épargne. Elle donnera toutes facilités pour placer les économies et les capitaux d'une manière sûre et productive d'intérêts. Elle servira à donner toute satisfaction aux besoins locaux de crédit et ce, conformément aux prescriptions du présent statut.

§ 2. — *Patrimoine de la Caisse d'épargne, responsabilité de la communauté garante, association de Caisses d'épargne.*

1° Les capitaux de la Caisse d'épargne constituent un fonds spécial (patrimoine de la Caisse d'épargne) qui devra

être tenu distinct des fonds des autres caisses ou masses patrimoniales de la communauté garante.

2° Les engagements de la Caisse d'épargne devront être satisfaits, en premier lieu grâce au patrimoine de la Caisse d'épargne, mais cela sans préjudice d'appel à la responsabilité illimitée de la communauté garante.

3° La communauté garante appartient à l'association des Caisses d'épargne de... en qualité de membre.

§ 3. — *Succursales.*

La création de succursales permettant à la clientèle d'effectuer des dépôts et des retraits ou uniquement des dépôts test subordonnée à l'autorisation du Regierungspräsident après avis de l'association des Caisses d'épargne compétente, lorsque la succursale doit être établie dans une localité où se trouve déjà une Caisse d'épargne publique ou placée sous la surveillance de l'Etat, ou bien si cette localité est située hors du ressort légal de la communauté garante.

II. — ADMINISTRATION DE LA CAISSE D'ÉPARGNE.

§ 4. — *Composition du comité directeur.*

1° L'administration de la Caisse d'épargne est confiée au comité directeur sous la surveillance du conseil délibérant de la communauté garante.

2° Le comité directeur se compose :

a) Du président de l'organisme administratif de la communauté garante en qualité de président. Au cas d'empêchement, il sera représenté par son adjoint ou bien par un membre désigné par lui de l'organisme administratif de la communauté garante.

b) De... membres de l'organisme administratif de la communauté garante choisis par le président de ce dernier et de... ressortissants de la communauté garante éligibles au conseil délibérant de celle-ci. Le conseil délibérant les choisira pour... années conformément aux principes du droit électoral en vigueur... de ces membres devront appartenir au conseil délibérant de la communauté garante.

Ne sont éligibles comme membres que les personnes possédant une expérience économique, et qui ne sont ni chefs d'entreprises, ni sociétaires responsables personnellement, ni membres du conseil de surveillance, du comité de direction ou employés d'entreprises relevant du droit privé et ne pratiquant pas la gestion de dépôts d'épargne ou à caractère bancaire ou la dation de prêts commerciaux. Les membres élus demeurent en activité après l'expiration de leur mandat jusqu'à l'entrée en fonction des nouveaux membres.

c) Du directeur de la Caisse, en qualité de membre consultatif.

3^o Le président de l'organisme administratif de la communauté garante est qualifié, même s'il n'est pas le président du comité directeur, pour assumer en tout temps la présidence.

§ 5. — *Droits et devoirs du comité directeur.*

1^o Le comité directeur est une autorité publique. Il représente la Caisse d'épargne en justice et en toutes autres occasions.

2^o Le comité directeur surveille la gestion du directeur de la Caisse d'épargne en ce qui concerne les affaires courantes, a le pouvoir de décision dans toutes les questions intéressant la Caisse d'épargne pour autant qu'une autre autorité n'est pas mentionnée par le statut et édicte le règlement prévu au paragraphe 8. Il doit respecter les prescriptions du statut ainsi que les ordres des autorités préposées au contrôle.

3^o Il est interdit de distribuer des participations aux bénéfices (tantième, etc...) aux membres du comité directeur ;

4^o Le président du comité directeur installe officiellement les membres du comité directeur de la Caisse d'épargne en leur serrant la main.

§ 6. — *Séances du comité directeur.*

1^o Le président convoque et dirige les séances du comité directeur. Celui-ci doit être réuni quand le besoin s'en fait sentir, au minimum toutes les quatre semaines ou bien dans les trois jours quand la moitié de ses membres le demande ;

2^o Le quorum réglementaire du comité directeur est atteint quand la moitié des membres est réunie, à condition que le président ou son représentant soit présent ;

3^o Les résolutions sont prises à la simple majorité des membres présents, à moins que le statut n'exige une autre

majorité. En cas de division des votes, la voix du président ou de son représentant est prépondérante ;

4° Les membres du comité directeur ne doivent pas prendre part à la délibération et au vote dans les affaires où ils sont intéressés, ou lorsque les membres de leur famille y ont des intérêts. La même prescription doit être appliquée pour les affaires dans lesquelles des personnes ou des entreprises de droit privé ou public sont intéressées quand les membres du comité directeur font partie de l'administration de ces affaires. Au cas où il s'agit d'affaires propres à la communauté garante de la Caisse d'épargne, cette exclusion n'est pas maintenue ;

5° Les décisions du comité directeur doivent être portées dans un livre spécial et signées par le président et un membre du comité.

§ 7. — *Comité de crédit.*

1° Le comité directeur peut conférer le droit d'octroyer des crédits garantis de la manière prescrite aux paragraphes 25, 26, 27, chiffres 1-3-4-5-6 et 29 à un comité spécial (comité de crédit) au cas où les affaires traitées ne pourraient pas être remises à la prochaine session du comité directeur par suite de leur urgence ;

2° Le comité de crédit est constitué du président du comité directeur, du directeur de la Caisse d'épargne et d'au moins deux membres du comité directeur dont un doit être élu par le conseil délibérant de la communauté garantie ;

3° Les prescriptions du paragraphe 6 chiffres 2-5, doivent être appliquées aux sessions du comité de crédit ;

4^o Toutes les décisions du comité de crédit doivent être présentées au comité directeur lors de sa session la plus proche aux fins d'examen et d'entérinement.

§ 8. — *Directeur de la Caisse d'épargne.*

Le dirigeant de la Caisse d'épargne (Rendant, Direktor) dirige, sous sa responsabilité, les affaires courantes d'après les prescriptions du statut, des ordonnances des autorités préposées au contrôle et du règlement édicté par le comité directeur. L'octroi de crédits n'est pas considéré comme ressortissant des affaires courantes, à moins qu'il n'ait été permis au directeur de la Caisse d'épargne par le règlement approuvé expressément sur ce point par l'autorité préposée au contrôle, de les accorder au cas où il s'agit de crédits minimales inférieurs à une certaine limite. Le directeur de la Caisse d'épargne prend part aux séances du comité à titre consultatif. Les prescriptions du paragraphe 5, chiffre 3 et du paragraphe 6, chiffre 4, sont applicables.

§ 9. — *Fonctionnaires et employés.*

1^o L'engagement, l'entrée en fonctions et le licenciement des fonctionnaires et employés de la Caisse d'épargne s'effectuent, après audition du comité directeur, par les soins de l'organe administratif de la communauté garante. La fixation des conditions d'engagement est du ressort des organes compétents de cette dernière. En ce qui concerne les employés, ces pouvoirs peuvent être exercés par le comité directeur. La prescription du paragraphe 5, chiffre 3, est applicable;

2° Les fonctionnaires et employés de la Caisse d'épargne doivent respecter les prescriptions du statut, les ordonnances des autorités préposées au contrôle et le règlement.

§ 10. — *Secret réglementaire.*

Les membres du comité directeur, le directeur, ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Caisse d'épargne, sont tenus de garder le secret sur les affaires de l'établissement, et en particulier sur ses créanciers et ses débiteurs.

§ 11. — *Actes officiels.*

1° En ce qui concerne les actes qui engagent la Caisse d'épargne ainsi que tous les actes se rapportant à des affaires immobilières ou impliquant une mention sur le livre foncier ou bien intéressant des déclarations de pleins pouvoirs ou de caution, la signature du président du comité directeur ou de son représentant est suffisante, compte tenu des prescriptions du présent statut, à condition qu'elle soit apposée concomitamment avec celle du directeur de la Caisse d'épargne sous le sceau de la Caisse d'épargne. Sur les traites, chèques, accreditifs, mandats de paiement, pièces justificatives, quittances, reconnaissances de dettes et toutes pièces concernant les affaires reprises aux paragraphes 22 et 33, ainsi que pour les entrées sur les livrets de Caisse d'épargne, paragraphe 14, les signatures de deux fonctionnaires ou employés habilités par le comité directeur sont suffisantes ;

2° Les actes, qui satisfont aux prescriptions de formes énoncées précédemment, sont considérés comme obligeant en

droit la Caisse d'épargne, sans avoir égard à d'autres prescriptions contenues dans les statuts ;

3^o Les signatures données conformément au chiffre 1, phrase 1, doivent être ainsi libellées : « Caisse d'épargne de la commune ou du cercle de... — le président du comité directeur — le directeur » ; la signature donnée pour les affaires mentionnées dans l'alinéa 1, phrase 2, devra être libellée « Caisse d'épargne de la commune ou du cercle de... » ;

4^o Les noms et les signatures des personnes habiles à signer doivent être affichées dans les locaux de la Caisse d'épargne..

5^o Le droit de rédiger des actes et de donner les signatures, conformément à l'alinéa I, peut être accordé, en cas de besoin, par le président de l'organisme administratif de la communauté garante.

§ 12. — *Inspections.*

1^o Le comité directeur ou les membres désignés par lui à cet effet doivent se livrer à une inspection inopinée de la Caisse d'épargne au moins quatre fois par an et cela malgré le contrôle ordinaire effectué par le comité directeur. Dans ces inspections doivent être examinés, outre les livres de commerce, la caisse et les lettres de change (le répertoire des obligations contractées par chaque client y compris), les valeurs achetées comme placements, les garanties pour les crédits importants et toutes les autres affaires relatives aux crédits tout au moins par sondage.

2^o La Caisse d'épargne est en outre tenue de se sou-

mettre aux inspections techniques inopinées effectuées par les soins de l'autorité préposée au contrôle ou par l'association des Caisses d'épargne agissant sur la réquisition de cette autorité. Les frais des inspections effectuées par les associations de Caisse d'épargne devront être supportés par la Caisse.

§ 13. — *Bilans.*

1) L'année financière est identique à l'année solaire.

2) Le directeur de la Caisse d'épargne doit présenter au comité directeur, au plus tard trois mois après la clôture de chaque exercice, le compte annuel, un bilan faisant ressortir les gains et les pertes ainsi qu'un rapport administratif.

3) Ces comptes seront examinés et certifiés par le comité directeur et présentés à l'organe administratif de la communauté garante aux fins d'obtenir l'approbation et la décharge du conseil délibérant.

4) Le bilan devra être affiché dans les locaux de la Caisse d'épargne ou publiés conformément aux prescriptions du paragraphe 37, six mois au plus tard après la clôture de l'exercice.

III. — AFFAIRES TRAITÉES

§ 14. — *Livrets.*

1) La Caisse d'épargne reçoit des dépôts de toutes provenances d'un minimum de 1 mark.

2) Chaque déposant reçoit, lors de son premier dépôt, un

livret qui reprend le nom, la profession et le domicile de l'épargnant, ainsi que le numéro affecté à son compte et qui doit être revêtu du sceau de la Caisse d'épargne. Le livret contient, en outre, les prescriptions statutaires concernant les pouvoirs donnés aux fonctionnaires pour signer les actes de la Caisse d'épargne et celles concernant le paiement des intérêts, le remboursement et la prescription des dépôts.

3) Tout dépôt et tout retrait sera porté par les soins de deux fonctionnaires désignés conformément au paragraphe 2, alinéa 1 sur le livret de Caisse d'épargne avec l'indication du jour, du numéro du livre journalier et de leurs signatures. Les entrées par chèque postal, virement, et procédés similaires devront être portées sur le livret.

4) Les livrets de Caisse d'épargne seront affectés de numéros d'ordre.

§ 15. — *Intérêts.*

1) Le taux d'intérêt pour les dépôts d'épargne est fixé par le comité directeur et est publié par affichage dans les locaux de la Caisse. Le taux d'intérêt doit varier dans les limites prescrites par l'association des Caisses d'épargne compétente.

2) Une diminution du taux d'intérêt n'entrera en vigueur pour les dépôts déjà constitués que deux semaines après son affichage dans les locaux de la Caisse.

3) Dans certains cas, le comité directeur pourra fixer un taux d'intérêt différent du taux d'intérêt général. De semblables accords devront être portés sur le livret et sur le compte de l'intéressé.

4) Les intérêts commencent à courir au jour ouvrable qui

suit le dépôt et finissent au jour ouvrable qui précède le retrait. Le mois est compté pour 30 jours, l'année pour 360.

5) Les intérêts échus sont comptabilisés à la fin de l'année et portent intérêt à dater de la nouvelle année comptable.

6) Ne portent intérêt que les sommes rondes en marks.

7) A l'expiration de la trentième année écoulée après le dernier versement ou retrait effectué, le capital en dépôt cesse de porter intérêt. Si cinq années se sont encore écoulées sans que le livret ait été présenté, le capital peut être versé au fonds de sécurité après publication par affichage dans les locaux de la Caisse. Pour les livrets bloqués, les délais mentionnés ci-dessus ont leur origine lorsque le temps pendant lequel le livret a été bloqué est écoulé.

§ 16. — *Remboursements.*

1) La Caisse d'épargne paie sans préavis les montants ne dépassant pas 300 marks. La Caisse d'épargne n'est pas tenue de rembourser des sommes supérieures dans le délai d'un mois, si un préavis n'a pas été donné en temps voulu.

2) Le délai de préavis est de 1 mois pour les montants compris entre 300 et 1.000 marks, de 3 mois pour les montants supérieurs à 1.000 marks, à moins qu'un autre arrangement n'ait été expressément conclu. Une somme supérieure à 1.000 marks ne peut être exigée dans le cours d'un mois au cas d'un préavis mensuel.

3) La Caisse peut considérer que le préavis n'a pas été effectué si le déposant ne retire pas son argent dans les trois jours après l'échéance.

4) La Caisse a, d'autre part, le droit de dénoncer les contrats de dépôt. Cette dénonciation doit être effectuée par écrit ou par deux publications officielles avec un délai de préavis d'au moins quatre semaines, à moins de contrat contraire. Le paiement des intérêts des dépôts dont le contrat a été dénoncé et qui n'ont pas été retirés en temps voulu est effectué d'après la libre volonté de la Caisse d'épargne.

5° Dans certains cas particuliers, le comité directeur peut spécifier des conditions de remboursement différentes de celles prévues dans ce statut. Ces arrangements devront faire l'objet d'une mention sur le livret et sur le compte.

6° Lors du retrait des dépôts et du paiement des intérêts le livret doit être réglementairement présenté.

7° Lorsque la Caisse d'épargne a apposé une note sur un livret permettant d'effectuer des opérations de virement, le déposant peut disposer de son avoir sans présentation du livret par un ordre de virement ou par un chèque.

8° Lorsque la totalité des dépôts est remboursée, le bénéficiaire doit rendre le livret à la Caisse d'épargne.

§ 17. — *Identité de la partie prenante. Fonds pupillaires.*

1° La Caisse d'épargne est autorisée à effectuer le paiement à toute personne lui présentant le livret de Caisse d'épargne, mais n'y est pas tenue.

2° Afin d'éviter un retrait des dépôts par une personne non qualifiée, le déposant peut spécifier que la Caisse d'épargne ne paiera que sur présentation d'une carte d'iden-

tité spéciale ou conformément à toute autre méthode assurant sécurité pleine et entière. Il doit acquitter pour cela une taxe fixée par le comité directeur.

3° Les livrets de Caisse d'épargne, en faveur desquels un tuteur, un curateur ou une mère de famille à laquelle a été adjoint un assistant ont effectué des paiements conformément au paragraphe 1809 du Code Civil doivent être revêtus de la mention « fonds pupillaires ». Dans ces cas, le capital ne doit être payé, en totalité ou en partie, qu'avec l'approbation du subrogé-tuteur de l'assistant ou du tribunal de tutelle et sur justification de l'identité de la partie prenante.

§ 18. — *Livrets bloqués.*

1° Sur la demande du déposant, la Caisse d'épargne peut bloquer un livret jusqu'à une date déterminée ou jusqu'à l'arrivée d'un certain événement et ce, par l'apposition d'une mention spéciale ; elle ne doit payer que conformément aux prescriptions de cette mention.

2° La mention qui bloque le livret perd sa valeur si la personne en faveur de laquelle le livret a été bloqué meurt, si le délai spécifié expire, si l'événement envisagé se produit ou bien s'il devient certain qu'il ne peut intervenir. Avant l'accomplissement de ces éventualités le livret ne peut être débloqué qu'avec l'approbation du Comité directeur.

3° La mention qui bloque le livret se rapporte à tous les dépôts et intérêts qui n'en ont pas été expressément exclus.

§ 19. — *Transfert de dépôts.*

Sur l'expression du désir du déposant, la Caisse d'épargne transfère les dépôts à une autre Caisse d'épargne et accepte les dépôts de Caisses d'épargne étrangères

§ 20. — *Procédure en cas de perte, de destruction ou de falsification des livrets.*

1^o La perte ou la destruction d'un livret doit être immédiatement annoncée à la Caisse d'épargne ;

2^o Si la destruction du livret est prouvée d'une manière convaincante au comité de direction, celui-ci peut délivrer un nouveau livret ;

3^o Si la destruction du livret n'est pas prouvée d'une manière convaincante, le comité de direction est libre ou bien de se charger lui-même des publications légales aux frais du déposant et de déclarer le livret sans valeur ou bien de renvoyer le déposant devant le tribunal compétent ;

4^o Si la Caisse se charge des publications légales, elle doit le faire par deux fois à un intervalle de quatre semaines dans les journaux mentionnés au paragraphe 37 du statut. La première publication doit avoir lieu trois mois après l'annonce de la perte, si le déposant a déclaré par écrit n'avoir pas retrouvé son livret. Si dans les quatre semaines après la deuxième publication, il n'a été élevé aucune protestation, il peut être remis un nouveau livret au déposant. Dans l'autre cas, les parties en litige sont invitées à se pourvoir devant les tribunaux compétents ;

5^o Si un livret perdu a été présenté par un tiers avant

l'accomplissement des publications légales, la Caisse d'épargne devra y apposer une mention, mais elle ne devra effectuer aucun paiement à ce tiers, à moins que le déposant ne se soit déclaré d'accord ou bien qu'une décision exécutable contre le titulaire du compte n'ait été prise en justice ;

6° Si l'on soupçonne que des modifications frauduleuses ont été accomplies sur le livret, celui-ci doit être confisqué contre reçu et une décision doit être prise à ce sujet par le comité de direction. Pendant le temps du séquestre, aucun dépôt ni retrait ne pourra être effectué sur ce livret.

§ 21. — *Encouragement à l'épargne.*

Le comité directeur peut, afin d'inciter à l'épargne, décider la création de : Caisses d'épargne d'écoles, de fabriques, d'associations ; timbres d'épargne ; tirelires ; appareils automatiques de distribution ; livrets gratuits ; services d'encaissement à domicile.

§ 22. — *Opérations sur dépôts bancaires, de virements et en comptes courants.*

1° La Caisse d'épargne pratique les opérations sur dépôts bancaires, de virement et en compte courant, conformément aux dispositions ministérielles et accepte en ce cas, des dépôts pour lesquels ne sont pas remis des livrets de Caisse d'épargne. Le client pourra disposer de ces dépôts par chèques ou par virements. Les dispositions du paragraphe 15, chiffre 1 et chiffre 3, phrase 1, sont applicables.

2° Les crédits en comptes courants doivent être garantis

conformément aux dispositions des paragraphes 24 et suivants concernant les placements des fonds d'épargne. Ils doivent être, en règle générale, dénonçables sans préavis.

§ 23. — *Autres engagements.*

1^o Des prêts, et en particulier des prêts nécessités par le renforcement des capitaux sur lesquels travaille la Caisse ne doivent pas être contractés, abstraction faite de certains cas pour lesquels l'autorité préposée au contrôle donne une autorisation. Des crédits à court terme peuvent être contractés uniquement pour couvrir des besoins momentanés de capitaux sur décision du comité de direction et auprès des établissements spécifiés au paragraphe 33 ;

2^o Des participations ne peuvent être prises que dans l'affaire de la centrale de virement à laquelle est affiliée la Caisse d'épargne ;

3^o Des cautions ne peuvent être prises par la Caisse d'épargne que garanties par les sûretés prescrites par le statut, pour l'octroi de prêts.

§ 24. — *Placement des fonds de la Caisse d'épargne.*

1^o Les fonds de la Caisse d'épargne doivent être investis uniquement en :

α) Crédits réels par l'octroi de prêts garantis par hypothèque, dette foncière ou rente foncière ;

β) Crédits personnels aux classes moyennes et aux sphères économiques les plus pauvres de la population par l'octroi de :

- a) Prêts sur nantissement ;
- b) Prêts sur reconnaissance de dettes, caution ou effet de commerce ;
- γ) Prêts aux communes ou autres corporations de droit public ;
- δ) Prêts à des coopératives de production, à l'exception des coopératives de crédit et des coopératives de vente et d'achat de marchandises ;
- ε) Obligations au porteur ;
- ζ) Achats de créances sur des immeubles mis en vente ;
- η) Placements à court terme dans les banques ;
- θ) Dépenses concernant leur propre immeuble ainsi qu'au cas où l'utilité s'en ferait sentir, en achats de biens immeubles mis en adjudication publique.

2° L'affectation des dépôts de la Caisse d'épargne à des crédits à tendance spéculative est interdite.

3° Lors de l'octroi de crédits, on devra tenir compte de toutes les obligations du débiteur vis-à-vis de la Caisse et en particulier de celles provenant de cautions ou de lettres de change.

**§ 25. — Prêts garantis par des hypothèques
des dettes foncières ou des rentes foncières.**

1° Des prêts peuvent être consentis s'ils sont garantis par hypothèque ou dette foncière concernant des immeubles se trouvant dans le ressort territorial de la communauté garante ou des cercles environnants, conformément aux principes énoncés dans un supplément au statut ;

2° Des prêts peuvent aussi être consentis, garantis par une rente foncière établie sur les biens-fonds énumérés ci-dessus. Le montant en capital de cette rente est égal à la valeur de rachat;

3° Si la sécurité repose sur la valeur des bâtiments, le prêt ne peut être autorisé que lorsque ce bâtiment a été assuré à un établissement public d'assurance contre l'incendie ou à une société privée indigène pour le montant de la valeur totale du capital qui peut être détruit par le feu. Lorsque des établissements publics d'assurance contre l'incendie ne garantissent pas la sûreté nécessaire, un billet d'assurance hypothécaire doit être contracté.

4° Les hypothèques et les dettes foncières doivent être, en règle générale, amorties conformément à un plan fixé à l'avance ;

5° Des droits de superficie héréditaires sur des bâtiments peuvent être l'objet de prêts, conformément aux prescriptions des paragraphes 18 et suivants de l'ordonnance du 15 janvier 1919 concernant le droit de superficie héréditaire.

§ 26. — *Prêts en nantissement.*

Des prêts, dénonçables à tout moment, pourront être accordés sur mise en nantissement :

a) de gages mobiliers repris au paragraphe 21, alinéa 1, chiffre 3 a-c de la loi bancaire du 30 août 1924. En outre, les obligations émises par le Reich, les pays, les communes, les associations de communes et les corporations de droit public pourront faire l'objet de prêts se montant à 80 % de leur valeur cotée en bourse. Des prêts ne pourront être

consentis sur les actions que conformément aux règles appliquées par la banque d'Etat prussienne et ce, pour une valeur qui ne devra pas dépasser les trois quarts des prêts qui pourraient être consentis par cet institut. Si les cours baissaient, les dépôts devraient être augmentés proportionnellement ou le contrat serait immédiatement dénoncé.

La Caisse d'épargne ne dédommage pas les déposants pour les pertes résultant de tirage au sort ou d'amortissement des titres mis en gage ;

b) de livrets de Caisses d'épargne publiques allemandes (y compris ceux ouverts par la Caisse elle même) pour le montant total des dépôts. Le prêt ne doit pas être effectué avant que la Caisse d'épargne, qui a émis le livret, ait été informée par le déposant de la mise en gage et qu'elle ait reçu confirmation de l'exactitude du chiffre du dépôt. Des livrets supérieurs à 20.000 marks ne doivent faire l'objet de prêts que lorsque le comité directeur de la Caisse d'épargne, qui a ouvert le livret, a certifié l'exactitude du dépôt ;

c) de créances garanties par hypothèques, dettes ou rentes foncières répondant aux exigences mentionnées au paragraphe 25. Il est réservé à la Caisse d'épargne d'informer le débiteur hypothécaire ou foncier au nom de la personne qui a mis ces créances en gage ;

d) de créances d'assurances sur la vie contractées avec des sociétés autorisées en Allemagne pour une valeur qui n'excèdera pas 80 % de la valeur actuelle de rachat ;

e) de traites répondant aux conditions énumérées au paragraphe 27, alinéa 4 ;

f) d'autres créances que la Caisse d'épargne a le droit

d'acquérir pour une valeur ne dépassant pas 90 % de leur nominal ;

g) de marchandises appartenant en général au petit et au moyen commerce, entreposées en Allemagne et n'étant pas exposées à des dangers de perte et ce, pour une valeur ne dépassant pas 30 % de leur valeur commerciale établie par un expert juré de la chambre de commerce ;

h) d'autres créances, considérées comme sûres, en particulier de créances sur des traitements et des salaires pour la moitié, sur des machines et autres objets mobiliers pour un quart de la valeur qu'elles peuvent atteindre, des mises en gage de cette nature ne peuvent être effectuées que sur une décision du comité directeur prise à une majorité des trois quarts ;

2° Les sûretés reprises en *h* ne peuvent être considérées que comme accessoires et doivent être renforcées par une autre sûreté conforme au statut.

§ 27. — *Prêts sur reconnaissance de dettes,
caution ou traite.*

1° Des prêts sur reconnaissance de dettes peuvent être accordés, au maximum pour six mois, ou bien à titre de prêts amortissables pour une période plus longue, toutefois avec l'obligation d'un préavis de quatorze jours en cas de dénonciation permise à toute époque, si une ou plusieurs personnes, considérées comme sûres, accordent leur garantie pour le capital, les intérêts et les frais à titre de débiteur principal. Le comité directeur devra examiner annuel-

lement la sécurité représentée par le débiteur et les cautions ;

2^o Des prêts pourront être accordés contre remise d'un simple billet, sans autre garantie, pour une somme se montant au maximum à..... marks sur l'avis unanime du comité directeur ; ils seront à toute époque dénonçables sans préavis. Le montant total de ces prêts ne devra pas dépasser 4 % du total des dépôts. Le comité directeur devra examiner trimestriellement la sécurité de ces prêts ;

3^o Des prêts, garantis par des lettres de change ne devront être accordés que lorsque une ou plusieurs personnes, considérées comme sûres, engagent leur responsabilité au même titre que le bénéficiaire conformément à la législation sur les traites. La lettre de change devra être tirée sur la Caisse d'épargne et être payable trois mois au plus tard après la date de l'émission ;

4^o Des crédits ne pourront être accordés par escompte de traite que si les lettres de change sont payables en Allemagne dans les trois mois après la date de l'achat. Les traites devront être réputées bonnes et porter les signatures de trois si possible, mais d'au moins deux personnes réputées solvables et connues sur la place. Elles peuvent être endossées et réescomptées, mais seulement aux organismes énumérés au paragraphe 33 ;

5^o Pour les prêts énumérés dans ce paragraphe, les membres du comité directeur, ainsi que les fonctionnaires et employés de la Caisse d'épargne, ne peuvent être acceptés comme caution ou garant des traites ou comme débiteur que sur l'avis favorable du comité directeur pris à la majorité des trois quarts ;

6° Les prêts et crédits spécifiés dans ce paragraphe ne pourront être accordés qu'aux personnes ayant leur domicile dans le cercle de la communauté garante ou les cercles environnants.

§ 28.

Le montant total des prêts accordés à une seule personne, conformément aux paragraphes précédents, ne doit pas dépasser, si tant est qu'il ne s'agit pas d'une somme supérieure à 20.000 marks, le montant de 1 % des sommes totales déposées au titre des comptes d'épargne, des dépôts bancaires, des dépôts en comptes de virement et en compte courant et cela en respectant la limitation relative à la nature des débiteurs, spécifiée au paragraphe 24, alinéa 1, chiffre 2.

§ 29. — *Prêts à des associations de communes ou à d'autres corporations de droit public.*

1° Des prêts peuvent être consentis à des communes, associations de communes et autres corporations de droit public capables de remplir leurs engagements, appartenant à l'empire allemand et en particulier à des associations de droit public s'occupant de travaux hydrauliques et d'amélioration du sol, à des communautés de personnes intéressées au remembrement de biens fonds ainsi qu'à des associations de paroisses et d'écoles. En règle générale, les prêts ne devront être effectués qu'à des personnes domiciliées dans la province où la Caisse d'épargne a son siège social. Lorsque ces prêts sont à long terme, un amortissement régulier devra être prévu, un contrat en bonne et

due forme rédigé et l'approbation de l'autorité préposée au contrôle obtenue. Des prêts garantis par le Reich, un pays allemand ou une association de communes, pourront être accordés de la même manière.

2° Les prêts spécifiés au 1° ne devront pas se monter en totalité à plus de 50 % des dépôts et devront être à long terme pour une moitié au moins du contingent autorisé par la règle ci-dessus. Les prêts qui pourront être consentis à la propre communauté garante ne devront pas dépasser 25 % de la totalité des dépôts et dans ce montant devront être compris les emprunts au porteur de cette communauté, ainsi que les cautions qu'elle a données et les responsabilités qu'elle a assumées en fait de lettres de change.

§ 3o. — *Prêts à des coopératives de production
et d'exploitation.*

1° La Caisse d'épargne peut accorder des prêts sans sécurité spéciale à des coopératives dont la responsabilité est illimitée ou dont les membres se sont engagés pour un montant atteignant 10 % de leur patrimoine collectif, à des coopératives dont la responsabilité est limitée à 75 % de la somme totale pour laquelle les associés se sont engagés, tandis que la somme pour laquelle chaque associé est responsable ne représente pas plus de 20 % de son propre patrimoine ou d'une valeur absolue de 100 marks, à condition que

a) ce soient des coopératives de production qui se trouvent dans le district de la communauté garante et qui soient affiliées à une association se chargeant de les ins-

pecter (Revisionsverband) et non pas des coopératives de crédit ou de consommation ;

b) que les coopératives s'engagent à envoyer un bilan annuel et un rapport sur l'inspection passée par les soins du Revisionsverband, ainsi qu'une liste des membres qui ont donné leur adhésion ou leur démission de la coopérative.

c) que ces prêts soient à court terme ou dénonçables au maximum dans un délai de six mois, pour une durée plus longue l'amortissement serait obligatoire.

2° Le montant total des prêts accordés sans sécurité spéciale à des coopératives devra se monter au maximum à 10 % du total des dépôts.

3° Si un prêt de cette nature est accordé à une coopérative affiliée à la caisse centrale prussienne des coopératives, le montant du prêt consenti devra être communiqué au directoire de cette caisse.

4° Le comité directeur de la Caisse d'épargne devra examiner, au moins une fois annuellement, la situation financière des coopératives débitrices.

§ 31. — *Placements en obligations au porteur.*

1° Les fonds de la Caisse d'épargne et de la réserve pourront être investis en obligations au porteur pour autant que celles-ci sont considérées comme placements pupillaires d'après les prescriptions légales :

a) en obligations, créances sur le grand livre de la dette et bons du trésor ou d'un pays allemand ;

b) en obligations au porteur dont l'Etat allemand ou un pays allemand assure les arrérages ;

c) en lettres de rente des banques de rentes établies en Prusse pour le rachat des rentes ;

d) en obligations au porteur émises par une corporation communale allemande, une association de Caisses d'épargne et de virement ou par leurs établissements de crédit ;

e) en lettres de gages ou autres reconnaissances de dettes émises par un établissement de crédit public allemand fondé par une union de propriétaires fonciers, jouissant de la capacité juridique du fait d'une autorisation de l'Etat ou par un établissement public de crédit foncier prussien fondé par une province ou une commune et autorisé par l'Etat.

f) en reconnaissance de dettes au porteur émises par une banque hypothécaire allemande ayant la forme d'une société par actions et relatives à des prêts consentis à des corporations allemandes de droit public ou à des prêts garantis par une corporation de cette nature.

Les prescriptions de la loi du 23 décembre 1912 s'appliquent à la nature et au montant minimum des obligations à créer.

§ 32.

La Caisse d'épargne est autorisée à acquérir des créances nées de la vente ou de la mise aux enchères de biens fonds ou d'immeubles se trouvant dans le ressort de la communauté garante, à condition qu'une sûreté répondant aux dispositions des paragraphes 25 à 27 soit accordée.

§ 33. — *Placements temporaires de capitaux liquides.*

La Caisse d'épargne peut placer, de manière provisoire, des capitaux dont elle a la libre disposition dans des ban-

ques publiques allemandes, en particulier dans des centrales de virement et des banques de pays et, à titre exceptionnel, dans des Caisses d'épargne publiques voisines, ainsi que dans des banques privées pour lesquelles l'autorité préposée au contrôle, après audition de l'association des Caisses d'épargne à laquelle la caisse est affiliée, donne son accord. Elle peut aussi les utiliser pour l'achat de lettres de change traitées à la bourse ou sur le marché libre comme escompte privé. Les traites doivent être à l'échéance maximum de trois mois.

§ 34. — *Autres opérations.*

La Caisse d'épargne est autorisée à effectuer les autres opérations dont l'énumération suit :

1^o Achat et vente de valeurs mobilières pour le compte d'autrui. Lors de l'achat, une provision considérée comme suffisante par les statuts, doit être fournie : lors de la vente, les valeurs doivent être livrées. De l'achat et de la vente doivent être exclues les valeurs qui ne sont pas cotées officiellement dans les bourses allemandes ; parmi les valeurs qui ne sont pas cotées mais qui cependant y sont traitées, la Caisse d'épargne ne doit acheter et vendre pour sa clientèle que les emprunts des associations de droit public, les obligations et les actions nouvellement émises d'entreprises considérées comme sûres, ainsi que les autres valeurs qui ne sont pas au su de tous des titres purement spéculatifs.

Si la Caisse d'épargne ne possède pas les services nécessaires pour l'achat et la vente de valeurs, ainsi que pour leur garde, elle utilise les établissements bancaires publics ou

telles banques privées autorisées par le comité directeur après accord avec l'association des Caisses d'épargne à laquelle elle est affiliée et agrément de l'autorité préposée au contrôle ;

2° Achat et vente de devises et d'espèces, pour le compte de la clientèle. On appliquera les dispositions énumérées au chiffre 1° ;

3° Garde et administration de valeurs mobilières dans les conditions fixées par le comité directeur ;

4° Location des coffres-forts et garde de dépôts en paquets cachetés ;

5° Opérations de paiement et d'encaissement de créances ;

6° Rédaction d'actes hypothécaires, de lettres de voiture, et de tous autres documents ;

7° Négociation de traites répondant aux prescriptions du paragraphe 27, alinéa 4, ou du paragraphe 33, mais uniquement avec des établissements énumérés au paragraphe 33 ; l'émission et l'acceptation de traites est interdite.

8° Conclusion de contrats concernant le travail en commun avec des associations d'établissements d'assurance de droit public sises dans l'empire allemand ou avec des établissements d'assurance provinciaux, et relatifs en particulier à l'acceptation d'offres et à l'encaissement de cotisations diverses ;

9° Octroi de prêts qui ont été mis à la disposition de la Caisse par des corporations publiques ou leurs établissements de crédit aux conditions prescrites par ceux-ci dans des buts divers avec l'accord de l'autorité de contrôle.

IV. — LIQUIDITÉ.

§ 35. — *Placements en valeurs liquides.*

1^o Une somme, qui correspond au minimum à 30 % du total des fonds de la Caisse d'épargne, doit être placée en valeurs liquides. Sont considérées comme telles :

a) l'encaisse, les espèces et les coupons ;

b) l'avoir à la Reichsbank, aux banques d'émission privées ou au compte « chèque postal » ;

c) les placements temporaires aux banques publiques et aux Caisses d'épargne ainsi qu'aux banques privées énumérées au paragraphe 33; 10 % au minimum du total des dépôts devront être placés à la centrale de virements à laquelle la Caisse est affiliée ;

d) les papiers de commerce traités à la bourse comme l'escompte privé ;

e) les lettres de change reprises au paragraphe 27, alinéa 4, escomptables à tout moment à la Reichsbank, à condition qu'elles soient comprises dans le contingent affecté par la Reichsbank à la Caisse d'épargne ;

f) les obligations au porteur sur lesquelles la Reichsbank ou une autre banque publique consent des prêts ;

g) les créances à court terme sur des associations de droit public ;

h) les prêts résiliables à toute époque garantis par des gages repris au paragraphe 26, alinéa 1a et b.

2^o En ce qui concerne le placement par la Caisse d'épargne de tous les capitaux étrangers provenant des opérations

en dépôts à long terme, de virement et en compte courant, il ne doit pas exister de délai de résiliation supérieur à ceux qui sont accordés pour les exigibilités correspondantes, tout au moins pour les capitaux qui ne sont pas garantis par des valeurs cotées en bourse et par des traites.

V. — BÉNÉFICES.

§ 36. — *Affectation des bénéfices.*

1° Un fonds de réserve doit être constitué grâce aux bénéfices apparus lors de la reddition des comptes ;

2° Les prescriptions du paragraphe 7 de la loi du 23 décembre 1912, concernant le placement des capitaux des Caisses d'épargne en obligations au porteur, ainsi que les dispositions des chiffres 14 à 17 des dispositions d'application de cette même loi, sont applicables au montant de ce fonds de réserve.

3° Les bénéfices résultant des différences de cours ne doivent pas être imputés sur les excédents, mais inscrits sur un fonds spécial jusqu'à ce que ce dernier ait atteint 5 % du montant des dépôts. Les pertes éventuelles résultant des différences de cours devront être couvertes de préférence par ce fonds spécial.

4° Lorsque les bénéfices apparus lors de la reddition des comptes ne sont pas imputés sur le fonds de sécurité, ils sont affectés, compte tenu des prescriptions du paragraphe 5 de la deuxième ordonnance du 27 février 1926 concernant la revalorisation des avoirs en Caisses d'épargne, à la communauté garante, qui les emploiera dans des buts d'utilité

publique ou de charité au sens des prescriptions des lois fiscales et des dispositions édictées pour leur application, à condition que cet emploi ne soit déjà obligatoire du fait de la loi.

VI. — DISPOSITIONS FINALES.

§ 37. — *Publications officielles.*

Les publications officielles de la Caisse d'épargne seront faites par le journal officiel du cercle, à moins que le présent statut n'autorise la publication par affichage dans les locaux de la Caisse d'épargne.

§ 38. — *Modifications aux statuts.*

1° Les organismes compétents de la communauté garante peuvent modifier le présent statut avec l'accord de l'Oberpräsident.

2° Toute modification lie l'épargnant quand ce dernier n'a pas retiré son avoir dans un délai de deux semaines après la publication officielle. Cette dernière peut spécifier qu'un affichage des dispositions modifiées sera effectué dans les locaux de la Caisse d'épargne.

§ 39. — *Dissolution de la Caisse d'épargne.*

1° Les organismes compétents de la communauté garante peuvent dissoudre la Caisse d'épargne après accord avec l'Oberpräsident.

2° Le comité directeur doit faire connaître par des publications officielles la décision de dissolution et ce, par trois

fois, à intervalles de quatre semaines. Il doit en même temps dénoncer les contrats de dépôt dans les trois mois courants à dater de la première publication.

3^o Les avoirs qui n'auront pas été retirés à l'expiration de ce délai ne seront plus productifs d'intérêts. La part du patrimoine de la Caisse d'épargne, nécessaire pour désintéresser les créanciers, devra être conservée en dépôt. Les créances, qui n'auront pas été récupérées trente ans après la constitution de ce dépôt, seront attribuées à la communauté garante.

4^o Le patrimoine appartenant à la Caisse d'épargne après que satisfaction aura été fournie à tous ses engagements devra être abandonné à la communauté garante après approbation du Regierungspräsident, afin que celle-ci puisse l'employer dans des buts d'utilité publique ou de charité au sens des prescriptions des lois fiscales et des dispositions édictées pour leur application, à condition que cet emploi ne soit pas déjà obligatoire du fait de la loi.

5^o Les prescriptions des chiffres 2 à 4 ne seront pas applicables en cas de transmission de tous droits lorsque une autre communauté assumera la responsabilité des opérations de la Caisse d'épargne.

§ 40. — *Entrée en vigueur du statut.*

1^o Le présent statut entrera en vigueur après approbation par l'Oberpräsident et affichage dans les locaux de la Caisse; affichage qui devra être annoncé par publication officielle.

2^o Le statut en usage précédemment ne sera plus valable dès l'instant de la mise en application du nouveau statut.

BIBLIOGRAPHIE

- Barthelme*. — Les Caisses d'épargne allemandes et le système de primes Scherle. Berlin, 1908.
- Cremer*. — Le guide des Caisses d'épargne (4 volumes). Berlin, 1926.
- Friedrichs*. — Le droit actuel des Caisses d'épargne communales. Hanovre, 1921.
- Hofmann*. — La répartition du travail entre Caisses d'épargne et banques de dépôt. Berlin, 1915.
- Höpker*. — Les Caisses d'épargne allemandes, leur évolution et leur signification. Berlin, 1924.
- v. Knebel-Döberitz*. — Les Caisses d'épargne en Prusse, Berlin, 1907.
- Nicolai*. — Précis des Caisses d'épargne. Breslau, 1928.
- Nissen*. — Les opérations bancaires des Caisses d'épargne. Stuttgart, 1926.
- Pröhl*. — Les lois fiscales d'empire et les Caisses d'épargne. Hanovre, 1921.
- Schierjott*. — La situation juridique des Caisses d'épargne publiques allemandes. Godesberg, 1927.
- Seidel*. — Les Caisses d'épargne allemandes. Berlin, 1896.
- Simon*. — Le droit nouveau en matière de Caisses d'épargne. Berlin, 1928.
- Simon-Marquardt*. — La revalorisation des avoirs en Caisses d'épargne. Berlin.
- Wegner*. — Le développement des Caisses d'épargne allemandes

et de l'organisation communale de compensation. Berlin,
1925.

Wolff. — Le contrôle de l'Etat sur les Caisses d'épargne. Greifswald, 1919.

PÉRIODIQUES.

Die Bank.

Die Sparkasse.

Die deutsche Sparkassen Zeitung.

Wirtschaft und Statistik.

Vu : le Président de la thèse,

TRUCHY

Vu : le Doyen.

BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie,

MAURELLET

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE TYPE PUR.

	Pages
<i>Les origines</i>	5
<i>L'organisation des Caisses d'épargne</i> : L'administration prussienne. La création d'une Caisse d'épargne. Son but. La responsabilité de la communauté garante. La personnalité juridique de la Caisse d'épargne. Son statut. Son siège. Son comité directeur. Son personnel. Signatures engageant la responsabilité de la Caisse d'épargne. Les publications officielles.....	13
<i>Les opérations des Caisses d'épargne</i>	37
<i>Opérations passives</i> : Les dépôts d'épargne et leur nature juridique. Le livret de Caisse d'épargne. Perte de livrets. Limites des dépôts. Retraits. Livrets bloqués. Les Caisses d'épargne et les fonds pupillaires. Prêts à la Caisse d'épargne.....	40
<i>Opérations actives</i> : Généralités. Prêts garantis par hypothèque, dette foncière ou rente foncière. Prêts en nantissement. Prêts cautionnés. Prêts sans garantie. Opérations sur traites. Répertoire des dettes contractées. Prêts à des corporations de droit public. Prêts à des coopératives de production. Achat d'obligations au porteur. Placements temporaires. Achat d'immeubles.	51
H.-J. Fraud	17

<i>Opérations indifférentes</i>	76
<i>Le régime financier, le contrôle et la dissolution des Caisses d'épargne</i> : Intérêts. Liquidité. Bénéfices. Contrôle. Dissolution	78
<i>Méthodes et institutions propres à développer l'épargne</i> : Caisses d'épargne scolaires. Encaissement à domicile.	93
<i>Le projet de Caisse d'épargne postale</i>	100
<i>La propagande</i> : La presse. Le cinématographe. La radio-diffusion.....	105
<i>La construction de maisons d'habitation et les Caisses d'épargne</i> : La crise du logement et les moyens d'y parer. L'aide des Caisses d'épargne. Comptes bloqués. Les Caisses d'épargne spécialisées dans la construction de maisons d'habitation.....	109
<i>Le statut juridique des Caisses d'épargne dans les différents Etats allemands</i>	119

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION BANCAIRE DES CAISSES D'ÉPARGNE.

<i>La loi du 11 mars 1908 et le décret du 20 avril 1909</i>	125
<i>Les affaires bancaires traitées par les Caisses d'épargne</i> : Les opérations bancaires autorisées. Octroi de crédits en compte courant,	130
<i>Intégrations horizontale et verticale</i> : Les associations de Caisses d'épargne. L'origine de l'organisation de compensation, Sa structure interne. Sa répartition géographique. Ses opérations de virement. Ses opérations de crédit, Ses résultats.....	135
<i>La tendance à la socialisation du commerce bancaire et la résistance des banques privées</i> : La socialisation au ralenti, Les critiques du monde bancaire. Les revendica-	

tions des banques. L'accord entre les Caisses d'épargne et les banques.....	151
<i>La rationalisation dans les caisses d'épargne</i> : La concentration. L'organisation du travail. L'emploi des machines.	160
<i>Les impôts et les Caisses d'épargne</i> : La distinction entre opérations considérées comme étant spécifiquement du ressort des Caisses et opérations qui n'en sont pas. L'impôt sur le revenu des sociétés. L'impôt sur le capital. Autres impôts. L'impôt sur les avoirs en Caisse d'épargne. Les renseignements à fournir par les Caisses d'épargne.....	169

TROISIÈME PARTIE

L'INFLATION ET LA RENAISSANCE DE L'ESPRIT D'ÉPARGNE.

<i>L'inflation et la revalorisation des dépôts en Caisse d'épargne</i> : L'inflation et ses conséquences. Les lois de revalorisation. La revalorisation des dépôts en Caisse d'épargne.	181
<i>L'épargne et les assurances sociales</i>	192
<i>La renaissance de l'esprit d'épargne</i> : L'augmentation des dépôts en Caisses d'épargne. La répartition des divers éléments de leurs bilans.....	198
<i>Conclusion</i>	207

ANNEXES.

<i>Le règlement de 1838</i>	211
<i>Le statut type de 1927</i>	226
<i>Bibliographie</i>	259



